

la visite de M. Kissinger

Pékin dénonce soutien de Washington traitres tibétains

LIBRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Belgique, 1 DM ; Autriche, 4 sch. ; Espagne,
11 P. ; Canada, 80 c. ; Danemark, 2,75 kr. ;
Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
14 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 L. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
800 G. ; Portugal, 11 esc. ; Suisse, 2 fr. ; Suède,
1 kr. ; U.S.A., 65 ct. ; République, 10 a. dir.
Tarif des abonnements page 20
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 4287-23 Paris
Téléx Paris n° 630572
Tél. : 770-91-29

geste de M. Giscard d'Estaing à Moscou

pour la première fois, un président français fleurit le mausolée de Lénine

CONTINUER

La visite franco-soviétique est dans les mémoires. Elle ne se passe pas sans un caprice russe, flâtrié de la consigne qui lui marque une des années puissances du monde. M. Giscard d'Estaing n'a pas manqué de l'U.R.S.S. simplement à débancher un des Etats-Unis ; ni, non plus, le privilège de la France. Bien d'autres chefs d'Etat occidentaux ont leur tour le chemin de confiance des Soviétiques de Gantle, fondée sur son néant la deuxième guerre mondiale, avait été un peu par l'athéisme. M. Giscard d'Estaing, qui avait manifesté à la R.P.F. de 1947 à 1953, ne par sa position très sur l'affaire de Berlin, devant lequel il se recueillera. Il s'agit là d'un hommage tout à fait exceptionnel de la part d'un chef d'Etat occidental, que ni le général de Gaulle ni Georges Pompidou n'avaient accepté de rendre. Cette visite au mausolée de la place Rouge est réservée, en principe, aux dirigeants des « pays frères ». De source soviétique, on affirme que c'est à la demande de M. Giscard d'Estaing qu'une telle cérémonie a été inscrite au programme. M. Chirac avait fait la même demande, en mars dernier, lors de son voyage en U.R.S.S.

MM. Brejnev et Podgorny devaient accueillir, ce mardi 14 octobre, à 15 heures (13 heures de Paris), à l'aérodrome de Vnukovo, près de Moscou, le président et Mme Giscard d'Estaing. La cérémonie est retransmise en direct par la télévision soviétique. Le premier des quatre entretiens entre le président de la République française et le secrétaire général du parti communiste soviétique doit avoir lieu le même jour, à 17 heures, au Kremlin. Il devait être suivi d'un dîner offert par les dirigeants soviétiques. MM. Brejnev et Giscard d'Estaing devaient y prendre la parole.

MM. Sauvagnargues, Fourcade et d'Ornano accompagnent le chef de l'Etat. Des accords sur l'énergie, l'aéronautique et le tourisme seront signés au cours de cette visite.

Dans une interview à la télévision soviétique, M. Giscard d'Estaing a confirmé que les problèmes d'application de l'acte final relatif à l'Europe de l'Est ont été traités. De son côté, l'agence soviétique Novosti souhaite que la France modifie sa position en matière de désarmement. Ce qui, affirme-t-elle, permettrait l'extension de la coopération politique entre les deux pays.

De nos envoyés spéciaux

Moscou. — Dès son arrivée à Moscou, avant son premier entretien avec M. Brejnev, le président de la République devait déposer une gerbe au mausolée de Lénine, devant lequel il se recueillera. Il s'agit là d'un hommage tout à fait exceptionnel de la part d'un chef d'Etat occidental, que ni le général de Gaulle ni Georges Pompidou n'avaient accepté de rendre. Cette visite au mausolée de la place Rouge est réservée, en principe, aux dirigeants des « pays frères ». De source soviétique, on affirme que c'est à la demande de M. Giscard d'Estaing qu'une telle cérémonie a été inscrite au programme. M. Chirac avait fait la même demande, en mars dernier, lors de son voyage en U.R.S.S.

Agents de la vieille Russie que M. Giscard d'Estaing commença sa tournée en visitant à Tamana-Pollana, à 200 kilomètres au sud de Moscou, la maison où vécut Tolstoï et le parc où est enterré l'écrivain. Jeudi, à Kiev, M. Giscard d'Estaing administra solennellement la cathédrale Sainte-Sophie, l'une des plus anciennes églises de l'U.R.S.S. Le général de Gaulle, qui, lui aussi, s'était rendu dans la place Rouge en 1964, y a neuf ans, n'avait pu obtenir l'inscription de cette visite au programme et en avait manifesté quelque agacement. On lui avait montré, à la place, une exploitation agricole.

MAURICE DELARUE, et JACQUES AMALRIC. (Lire la suite page 4.)

LE PORTUGAL ENTRE LA FAILLITE ET L'ANARCHIE

Le premier ministre lance un appel à la discipline et à l'austérité

Décapant une nouvelle fois les désordres et l'indiscipline, l'amiral Pinheiro de Azevedo, premier ministre, a broché, lundi soir 13 octobre, un tableau très sombre de la situation économique et militaire au Portugal. Dans son long discours radiotélévisé, il n'a cependant annoncé aucune mesure concrète susceptible de remédier à une situation qui risque de devenir insupportable. Les Portugais sont invités à l'austérité et au travail plutôt qu'à des discussions politiques stériles. Le déficit de la balance des paiements atteindrait, il est vrai, selon le premier ministre portugais, 52 milliards d'escudos cette année — soit un peu plus de 5 milliards de francs — tandis que les réserves de devises approcheraient du point zéro.

gouvernement. Un millier de personnes répondant à l'appel des commissions de travailleurs ont manifesté lundi soir devant l'hôtel de ville de Lisbonne pour solliciter une municipalité en service du peuple. Les anciens combattants et mutilés de guerre ont menacé de prendre le contrôle de la radio nationale pour exposer leurs revendications au pays. Quant au mouvement Soldats sans violence (SDV), il a annoncé qu'il préparait la destruction de l'armée bourgeoise et la création d'une branche armée du pouvoir ouvrier.

Interrogé lundi soir à Radio-Moita-Carlo, M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déclaré pour sa part que son parti était pour la discipline dans l'armée à condition qu'elle coïncide avec la ligne révolutionnaire. Les communistes ne sont pas un gouvernement pour donner leur appui à un éventuel virage à droite.

L'alliance des communistes et des gauchistes

Par-t-on voir se développer un Portugal une alliance politique d'un type nouveau : celle des communistes et des gauchistes ? Allons, les deux fractions de l'extrême gauche ne s'affrontent pas toujours, elles mènent ensemble des luttes de classe dans les entreprises. Elles sont souvent côte à côte dans des combats clandestins contre des dictateurs. Elles s'unissent parfois pour des batailles parlementaires ou électorales dans les démocraties plébisitaires. Mais on n'avait guère vu jusqu'ici un parti communiste soutenir les gauchistes dans une situation analogue à celle qu'a créée le sixième gouvernement de la révolution portugaise.

dominer ce qui reste d'armée, ne convient-il pas alors d'accélérer le chaos ? Après tout, le jour où il n'y aurait plus de régiments cohérents, le parti communiste apparaîtrait comme la seule organisation solide autour de laquelle on pourrait reconstruire un Etat. C'est la stratégie de Lénine en 1917, favorisant la multiplication des soviets d'ouvriers et de soldats et proposant de leur donner tout le pouvoir, avant d'y mettre de l'ordre grâce à l'appareil du parti bolchévique.

Par MAURICE DUVERGER

AU JOUR LE JOUR

TOUS AZIMUTS

Le jour de la grande explication, il faudra bien réunir de côté de la conférence Nord-Sud celle d'Est-Ouest. On y retrouverait les mêmes, plus quelques autres.

Seulement, comment organiserait-on ce « sommet » vraiment planétaire ? En alignant l'Est et l'Ouest du Nord face à l'Est et l'Ouest du Sud, ou en opposant le nord et le sud de l'Ouest au sud et au nord de l'Est ? Toute l'affaire est là.

L'impôt foncier est-il de gauche ?

par MICHÈLE CHAMPENOIS

Formule magique pour les uns, épouvantail pour les autres, l'impôt foncier sort des manches des orateurs chaque fois qu'on parle de réformer l'urbanisme, de freiner la hausse des prix des terrains ou de trouver du sol pour construire. Chacun, selon son tempérament, son idéologie ou ses intérêts, charge ces mots de crânes, de satisfaction ou de scepticisme. L'impôt foncier est-il la mesure courageuse qui résoudra tout ou bien n'est-il qu'une solution partielle et finalement banale aux problèmes posés par l'inflation et le manque de terrains ?

La question sera encore évoquée au cours du débat sur la réforme foncière, qui reprend ce mardi 14 octobre au Palais-Bourbon.

L'EMPLOI PUNI

par EDGAR FAURE

Peut-on imaginer un pays qui déciderait de faire une politique nataliste et qui créerait un impôt sur les enfants ?

Tout le monde reconnaît qu'une politique de l'emploi est nécessaire et urgente. Allons-nous maintenant longtemps — et aggraver sans cesse — un impôt progressif sur la main-d'œuvre ? La France est à peu près le seul pays qui fasse peser l'intégralité des charges sociales sur les salaires. De surcroît, les nouvelles dispositions relatives au chômage augmentent encore le poids proportionnel de cette contribution. Ceux qui embauchent paient pour ceux qui débanchent.

« HOTES DE PASSAGE », D'ANDRÉ MALRAUX

Le génie du coq-à-l'âne

Un nouveau Malraux, « Hotes de passage », sort ce mardi en librairie. Il s'agit d'un ouvrage manquant du « Miroir des limbes », à ranger, nous préviennent, entre les « Antimémoires », de 1967, et « L'azur », paru l'an dernier.

Et pourtant une obsession unique change ce génie du coq-à-l'âne en questionneur essentiel : redonner aux songes de l'humanité le sens qu'ils ont perdu depuis la guerre, et éviter de mourir en soupirant, comme Voltaire à l'oreille de Poulhan : « Quelle connerie, la vie ! »

La place de l'irrationnel

La réponse du prochain siècle viendra-t-elle de l'irrationnel ?

Malraux semble le croire quand il observe que l'histoire y a toujours « trouvé sa puissance ». Mais il se garde de l'affirmer, comme il s'en voudrait d'extrapoler les cas de voyance.

Avec Georges Solles, l'ancien directeur des Musées de France, il se borne à constater qu'une pythionne de salon peut reconstruire la vie d'Alexandre à partir d'un bout de tissu. Lui-même a eu un rêve prémonitoire de la mort de sa deuxième femme et de son mariage avec sa belle-sœur. Le surmatériel « a tendance à venir à lui », si lui « a tendance à l'écartier ».

Libre page 4 Article de SAMUEL PISAR

ERS UNE CHAÎNE ECHANGES EST-OUEST

Libre la suite page 4.

Libre la suite page 30.

Libre la suite page 14.

PROCHE-ORIENT

Avant sa visite officielle aux États-Unis Le président Sadate s'entretiendra le 26 octobre à Paris avec M. Giscard d'Estaing

A l'occasion d'une escale à Paris sur la route des États-Unis, où il est attendu en visite officielle, le président Sadate sera l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, le 26 octobre, à l'Élysée. Le secrétaire du chef de l'État égyptien pour les contacts extérieurs, M. Acharif Marouane, est arrivé lundi à Paris pour préparer cette rencontre.

Rappelons que le président égyptien avait fait un France une visite officielle du 27 au 29 janvier dernier. Son nouveau séjour à Paris se situe un mois avant la visite de M. Giscard d'Estaing en Égypte, prévue pour la fin de la première quinzaine de décembre.

L'Égypte s'efforce de diversifier ses sources d'approvisionnement en armements

La courte visite à Paris du président Sadate ne manquera pas de relancer les spéculations apparues lors de son premier séjour en France à la fin de janvier dernier, sur l'éventualité de livraisons massives de matériels militaires français à l'Égypte. D'autant que cette visite survient après la rencontre, le 29 septembre, à Paris, entre M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et M. Ashraf Marouane, conseiller du président Sadate et président par intérim du conseil d'administration de la Société arabe pour l'industrie militaire, mais aussi quelques semaines avant des entretiens du ministre français de la défense avec son homologue de l'Arabie Saoudite, pays qui se déclare prêt à financer en partie les achats d'armes au Caire.

Des journalistes néerlandais qui se sont rendus à Paris il y a trois semaines, ont déclaré que Sadate n'a pas dissimulé sa volonté de diversifier le plus possible ses sources d'approvisionnement en matériels militaires, de façon que l'armée égyptienne ne dépende plus à 97 % — comme c'est le cas présentement — du seul fournisseur soviétique. « Si le diable lui-même proposait de me vendre des armes », a dit M. Sadate, « je les achèterais ». Cette diversification, qui n'a pas que des avan-

tages sur le plan militaire, s'impose d'autant plus que l'Égypte se plaint de son fournisseur soviétique. Les militaires égyptiens estiment que certains matériels soviétiques sont inutilement compliqués, trop spécialisés, souvent de conception ancienne, ajoutant que leur mise en service opérationnelle suppose qu'il aient été traduits au préalable du russe en anglais le mode d'emploi et les consignes d'instruction.

De leur côté, les dirigeants égyptiens, dont les moyens financiers sont faibles, n'apprécient pas de devoir payer comptant les armes soviétiques — pratique souvent imposée par Moscou à ses clients — et les industriels égyptiens, ainsi que les militaires, se plaignent en règle générale de ne recevoir qu'au compte-gouttes les pièces de rechange et l'assistance technique.

C'est la raison pour laquelle, sans rompre ses liens avec les fournisseurs soviétiques, le gouvernement égyptien tente depuis plusieurs mois de s'adresser à l'Europe et aux États-Unis, dont les techniciens sont, cependant, sans illusions puisqu'ils estiment à une dizaine d'années environ le temps qu'il faudrait aux Égyptiens pour mettre fin — grâce à des fournitures occidentales — à leur trop grande dépendance

vis-à-vis de Moscou. Dans un premier temps, des équipements de conception occidentale seraient montés sur des matériels soviétiques (des discussions sont déjà ouvertes avec l'Égypte pour les centrales à inertie américaines ou européennes sur des avions Mig-21). Puis il s'agirait d'acheter des armements complets, comme des missiles air-sol guidés par laser. Ultérieurement, l'Égypte envisage la fabrication sur son propre sol de matériels militaires conçus par des pays occidentaux, c'est-à-dire la constitution d'une industrie de guerre autonome au profit de plusieurs États arabes.

Une industrie militaire arabe

La perspective d'une industrie militaire arabe, installée à proximité du Caire et financée par l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Fédération des États arabes unis et le Qatar, est d'ailleurs au centre des conversations entre l'Égypte, d'une part, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, d'autre part, en concurrence sur un tel marché arabe.

Le 29 avril dernier a été constitué un conseil d'administration de la société arabe d'industrie militaire, avec un capital de 1400 millions de dollars (l'équivalent de 6 milliards de francs). Les contacts pris par des missions égyptiennes, tant à Londres qu'à Paris ou à Washington, ont permis de penser que les investisseurs estiment leurs besoins à environ 1 milliard de dollars par an, pendant les cinq prochaines années, pour l'acquisition d'avions de chasse, de matériels électroniques, de missiles antiaériens et anti-aériens, de blindés légers, d'hélicoptères, de matériels électroniques de télécommunications et de matériels lourds et de précision.

Avec la France, les conversations n'ont pas abouti, à ce jour, à la conclusion d'accords importants ni sur la livraison directe de matériels lourds ni sur l'établissement de sociétés d'entraide. Les constructeurs français pouvaient apporter en vue de la création d'une industrie militaire arabe. Certes, l'Égypte a déjà acquis des hélicoptères d'attaque Gazelle, avec des missiles antiaériens, et la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS). Mais, pour ce qui concerne les avions, aucun contrat officiel n'a été signé à ce jour.

Les pays arabes envisagent d'acheter deux cents exemplaires de cet avion, avec la possibilité de construire sous licence le réacteur. Une exportation de l'Alpha-Jet ou sa production sous licence par des pays arabes — l'Irak a déjà acheté un exemplaire — est un modèle intéressant — est toutefois subordonnée à un accord avec le gouvernement ouest-allemand chargé de piloter la politique d'exportations militaires de Bonn. En outre, les Égyptiens et les Britanniques ont signé un accord de coopération sur l'éventualité d'une acquisition de l'Alpha-Jet à des clients arabes. Du reste, les Égyptiens et les Britanniques ont également adressé à la Grande-Bretagne qui produit un avion concurrent, le Hawk, de destination d'un pays d'Afrique une année d'avance sur le modèle franco-allemand.

Dans les milieux spécialisés, à Paris, on cite volontiers les propos d'un proche de M. Sadate selon lesquels « les Soviétiques peuvent vendre des armes à l'Égypte, mais seuls les États-Unis peuvent résoudre son problème », et on considère que les industriels américains possèdent actuellement de meilleurs atouts.

JACQUES ISNARD.

● La première carapace israélienne franchira le canal de Suez le 22 octobre, a-t-on appris, lundi 13 octobre, à Jérusalem, de sources gouvernementales. Elle quittera un port israélien, Ashdod ou Haifa, à destination de Suez, attendu avec lequel l'État juif entretient des rapports commerciaux. — (A.F.P.)

● Le premier ministre israélien, M. Rabin, fera une visite officielle à Washington après celle du président Sadate, attendu aux États-Unis le 27 octobre. Aucune date n'a toutefois été fixée. — (A.F.P.)

EUROPE

Italie

A propos du traitement des employés du Parlement

M. Sandro Pertini démissionne de la présidence de la Chambre

De notre correspondant

Rome. — M. Sandro Pertini, président de la Chambre des députés, a pris de court le monde politique italien en annonçant brusquement, lundi 13 octobre, sa démission. Celle-ci est la conséquence directe d'un débat qui dure depuis plusieurs jours à l'initiative du parti républicain (membre de la coalition gouvernementale) sur les privilèges financiers dont jouissent les employés du Parlement.

La démission de M. Pertini a été unanimement refusée par les partis politiques. Tous, des communistes aux libéraux, ont exprimé leur confiance à ce sujet. Les députés ont voté, en faveur de la démission, en lui demandant de revenir sur sa décision. Le président de la République, M. Giovanni Leone, a fait appel à son sens élevé des responsabilités du président de la Chambre, M. Aldo Moro, qui a exprimé à son profond respect et son affectueux émoi, à l'égard de M. Pertini, son soutien et sa confiance.

L'affaire est née au début du mois, quand un quotidien romain, le *Messaggero*, publia l'échelle des traitements du personnel de la Chambre. Cette information, révélant des privilèges insoupçonnés, souleva en pleine discussion sur la « jungle rétributive » et consacra ce qui désigne en Italie les disparités importantes de revenus entre les fonctionnaires fournis par le pays, un travail égal en quantité et en qualité.

L'employé le plus modeste de la Chambre (commis en deuxième position) gagnait l'an dernier 2200 lire net, soit 2100 francs environ. Pour l'Italie, c'est déjà beaucoup, puisque certains salariés de ministères ne touchent, même mois compris, que la moitié de ce montant. Le *Messaggero* avait surtout révélé qu'à ces 2200 lire s'en ajoutaient 145 000, au titre d'une « indemnité de retraite », obtenue en 1950 par les employés du Parlement pour compenser la hausse des prix, représentée désormais par 45 % du salaire total. Cette somme est versée à l'État, mais remplacée le mois suivant par la Chambre d'autant qu'un million mensuel de « compensation ». Peu de secteurs de l'administration semblent avoir une indication aussi forte, qui est complétée

d'ailleurs par des primes exceptionnelles. Le débat a pris une autre dimension avec l'édition de la *Voce repubblicana* qui a consacré le 8 octobre. Ce journal — dont M. Ugo La Malfa inspire les principaux articles — ne se contentait pas d'accuser les organes administratifs des deux Chambres d'avoir concédé au personnel d'excessives rémunérations. Il s'en prenait au Parlement lui-même — et à propos d'une chose bien plus importante. Selon le quotidien du parti républicain, la « désinvolture » avec laquelle sénateurs et députés gèrent leur propre budget n'est que l'illustration de la manière dont ils exercent leurs fonctions législatives. En d'autres termes, le Parlement aurait tendance à modifier son propre budget lui-même sans que le gouvernement dans un sens démocratique, laissant preuve d'une large coupable, multipliant les « législatifs » (petites lois privilégiant des intérêts sectoriels).

Cet editorial a soulevé une tempête sur tous les bancs. Les députés ont voté à l'unanimité la Chambre ont « déploré unanimement cette attaque injustifiée ». Le Parlement, selon eux, essaie souvent, au contraire, de contrôler les dépenses prévues par le cabinet. Le président démocrate-chrétien du Sénat, M. Spadolini, a qualifié, pour sa part, l'editorial de « qualunquisme » (poujadisme).

De la révélation des salaires des commis de la Chambre on arrivait ainsi à un conflit entre le Parlement et le vice-président du

conseil, car personne n'a que M. La Malfa, dont l'âge des deniers public évalue à 100 millions l'attaque contre les sénateurs. L'affaire aussi, comme beaucoup de ce genre en Italie, a été même, en quelque sorte, pour ressuir un débat politique honnête. La démission de M. Sandro Pertini a été acceptée par le président de la Chambre, M. Aldo Moro, et par le président du Sénat, M. Spadolini, à l'unanimité. M. Pertini a été élu président de la République le 10 juin 1971, à l'âge de 72 ans. Il a été réélu le 10 juin 1975, à l'âge de 76 ans. Il a été élu à la présidence de la République pour une durée de sept ans. Il a été élu à la présidence de la République pour une durée de sept ans.

M. La Malfa, qui a songé à démissionner — le révéler aux journalistes — pour prendre congé de son poste, a écrit une lettre à temps. Il a donné un autre article *Voce repubblicana*, publié et dont l'annonce devait M. Pertini à son poste.

ROBERT

Belgique

Le congrès socialiste pose les conditions d'un retour du parti au pouvoir

De notre correspondant

Bruxelles. — Avant la rentrée parlementaire du mardi 14 octobre, le congrès socialiste a posé ses conditions de retour au pouvoir. Le congrès socialiste a posé ses conditions de retour au pouvoir. Le congrès socialiste a posé ses conditions de retour au pouvoir. Le congrès socialiste a posé ses conditions de retour au pouvoir.

M. Henri Simonet, à la présidence du parti socialiste, a déclaré que le parti socialiste ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle. Le parti socialiste ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle. Le parti socialiste ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle.

ASIE

Chine

AVANT LA VISITE DE M. KISSINGER

Pékin dénonce le « soutien » de Washington aux « activités des traîtres tibétains »

Pékin (A.F.P.). — Cinq jours avant l'arrivée à Pékin de M. Kissinger, la Chine a engagé, lundi 13 octobre, une controverse avec les États-Unis sur la question du Tibet. Le porte-parole du département de l'Information et des Affaires étrangères a dénoncé avec un éclat sans précédent, et sous le couvert du « soutien aux activités des traîtres tibétains aux États-Unis », le rôle joué par le gouvernement américain et ses agents dans les affaires tibétaines. Les autorités chinoises ont dénoncé le rôle joué par le gouvernement américain et ses agents dans les affaires tibétaines. Les autorités chinoises ont dénoncé le rôle joué par le gouvernement américain et ses agents dans les affaires tibétaines.

Le retour de Taiwan à la Chine ; la seconde en septembre, lors de l'annulation de la visite d'un groupe de maires américains à Pékin. Cette détermination a été comprise le maître de Portofino, ce qui fut refusé par les Chinois, qui ne désiraient apparemment pas se prononcer sur le statut de cette île. Dans sa déclaration de lundi, le porte-parole chinois révèle que le bureau de liaison de Pékin à Washington est intervenu à trois reprises le 30 juillet 1974, le 8 août et le 8 octobre 1974 — auprès du département d'État pour demander l'interdiction des activités du « bureau du Tibet ». Le 8 octobre, le bureau de liaison a aussi demandé, sans succès, l'annulation d'une tournée aux États-Unis d'un groupe de chanteurs et de danseurs tibétains. Le porte-parole accuse notamment le « bureau du Tibet » de propager par voie de « bulletins » et « toutes sortes de calomnies contre la grande mère patrie socialiste ». Il ajoute : « Toutes les forces étrangères qui tentent d'utiliser les traîtres du dalaï-lama pour atteindre des objectifs déguisés sont condamnées à l'échec. » Les milieux diplomatiques de Pékin s'interrogent sur les raisons qui ont poussé la Chine à soulever ces différends d'une manière aussi vive à la veille de la visite de M. Kissinger. Pour la première fois depuis la guerre sino-indienne de 1962, la Chine donne à la question du Tibet une dimension internationale. Elle vient de célébrer le dixième anniversaire de cette région autonome, et la presse a lancé, à cette occasion, de virulentes attaques contre le dalaï-lama, qui est réfugié en Inde. C'est aussi la première fois que la question du Tibet est présentée comme un sujet de discussion entre Pékin et Washington.

aux rumeurs persistantes, lesquelles ils cherchent à venir au pouvoir. Le parti socialiste ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle. Le parti socialiste ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle. Le parti socialiste ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle.

A travers le monde

Sud-Ouest africain

SEPT AFRICAINS ON TUÉS et deux autres par des guérilleros appartenant au Parti national d'organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO) au cours d'un raid effectué dans les montagnes de l'Angola aussitôt après l'attaque.

Vietnam du Sud

M. ELACKENBERG, ministre néerlandais des Affaires étrangères, a signé, dimanche 13 octobre à Saigon, un accord d'assistance économique au Vietnam du Sud. Le premier document de l'assistance économique néerlandaise au Vietnam du Sud a été signé à Saigon, le 13 octobre 1975. Le second document de l'assistance économique néerlandaise au Vietnam du Sud a été signé à Saigon, le 13 octobre 1975.

FORD GRANADA
V6
Maintenant équipées du
"PACK FORD"
UN SUPER EQUIPEMENT
SECURITE-ROBUSTESSE



ETS BUFFARD
110-112, bd de l'Hôpital - 75013 PARIS
Tél. 707.79.19.

SADVA
19, rue de Presbourg - 75016 PARIS
Tél. 553.32.00.
129, bd Jean-Jaurès - 92100 CLICHY

Légendaire robustesse et sécurité

سازمان اسناد و کتابخانه ملی جمهوری اسلامی ایران

EUROPE

Portugal

INDISCIPLINE, DÉSORDRES ET CRISE ÉCONOMIQUE e que prétend ce gouvernement, c'est sauver le pays » déclare l'amiral Pinheiro de Azevedo

(A.P., A.F.P.). — Le premier ministre portugais, l'amiral Pinheiro de Azevedo, a déclaré, le 13 octobre, que la discipline des militaires. Sans forces armées il n'y a pas d'autorité et sans autorité il n'y a pas de gouvernement.

L'amiral a cependant estimé que la situation était « clarifiée ». Le régime gouvernemental, avec la confiance que lui a récemment redonnée le Conseil de la révolution, connaît ses ennemis et ses amis. Il ne confond pas le pays avec Lisbonne. Il sait que le peuple, aussi, ne se laisse pas entraîner dans cette confusion.

Le système gouvernemental, a encore affirmé le premier ministre, continuera à défendre la révolution et son programme socialiste tant contre les attaques que la réaction tentée

sur sa droite que contre les attaques que la réaction déclenche sur sa gauche.

L'amiral Pinheiro de Azevedo a ensuite présenté un bilan chiffré des comptes du pays.

Le déficit de la balance des paiements atteindrait cette année 22 milliards d'escudos (plus de 5 milliards de francs, le double de l'année précédente). Quant à celui de la balance commerciale, il devrait atteindre 50 milliards d'escudos.

Selon le premier ministre, cette situation est due à plusieurs raisons : la chute de la production industrielle consécutive à la crise que traverse la majorité des entreprises, la politique de substitution des prix d'un certain nombre d'articles cotés (surtout l'Etat verse près de 30 escudos — 5 francs — par kilo-

gramme de viande), la situation préoccupante des entreprises publiques et nationales.

L'amiral a déclaré qu'à ces difficultés d'ordre interne s'ajoutent des difficultés d'ordre externe, à savoir : « L'hostilité de certains pays, dont le Portugal est un client traditionnel, et qui considèrent que le nouveau régime est excessivement intransigent à l'égard de leur indépendance commerciale. Il y a également des pays capitalistes, notamment des membres de l'O.C.D.E. qui absorbent près de 80 % de ses exportations.

« A tous ces problèmes, a-t-il dit, il n'y a qu'une réponse : nous devons produire et vendre plus et consommer moins. Nous devons entrer dans une période de relative austerité qui, malheureusement, atteindra tous les Portugais. J'ai parfaitement conscience, a ajouté l'amiral, qu'annoncer des sacrifices n'est pas un programme populaire et que le gouvernement doit trouver le moyen de les rendre acceptables. C'est pourquoi le gouvernement, c'est sauver le pays. »

Le premier ministre a ensuite annoncé une « ère de sacrifices » (augmentation des impôts indirects notamment) et souligné la nécessité d'augmenter la production. « Ceux qui prétendent que certaines mesures sont impossibles à supporter pour les budgets des entreprises, qui réclament des réductions de temps de travail et prétendent que les discussions politiques stériles à la solution spécifique des problèmes économiques de leur secteur agissent, avec les meilleures intentions du monde, comme agitant les contradictions révolutionnaires les plus épineuses », a-t-il ajouté. « Il ne faut pas oublier que la masse salariale est presque équivalente au produit national et qu'il y a trois cent mille chômeurs au Portugal. »

Un discours « intéressant »

De notre correspondant

Près de Évora, capitale de la province de l'Alentejo, les huit cents participants à la « première rencontre des travailleurs socialistes et agricoles du Sud » menacent de se mettre en grève si les pouvoirs publics ne satisfont pas leurs revendications : couverture de crédits ; application de tous les décrets « progressistes » élaborés par les gouvernements précédents et qui concernent notamment le contrôle des prix dans les entreprises ; réglementation des associations de petits et moyens exploitants agricoles et la réorganisation des circuits commerciaux.

C'est dans ce contexte que l'amiral Pinheiro de Azevedo en appelle au bon sens de tous ceux qui, avec leurs exigences « excessives », agissent « bien, quoiqu'on les appelle ». Comme des révolutionnaires, il insiste sur la nécessité de rétablir une autorité et une discipline révolutionnaire qui ne doivent pas, qui ne peuvent pas être purement répressives. « Jamais le premier ministre n'aurait été aussi explicite dans la définition de ces deux mots », a-t-il dit. « La discipline souhaitée par les travailleurs n'ont rien à voir avec l'ordre et la discipline réclamés par les partis de droite dans le but de faire taire et de réprimer l'action organisée des masses », avait-il déjà pu entendre dans une manifestation d'appui au régime militaire de Porto (CRAP).

Les précisions apportées par le premier ministre pourraient représenter la dernière tentative de conciliation du gouvernement avec certains secteurs de l'opposition qui se manifestent de plus en plus bruyamment. L'amiral de Azevedo n'a pas dissimulé une certaine angoisse devant les violences et les oppositions irréductibles qui « peuvent contribuer objectivement à la chute du gouvernement, avant même qu'il n'ait pu commencer à gouverner ».

Le parti communiste, quant à lui, avance déjà une proposition pour « sortir de la crise » : celle de revoir dans une nouvelle coalition les trois courants du M.P.A. (gauchistes, socialistes et démocrates) et militaires proches de l'extrême gauche), le P.S. et le P.C. et les organisations du Front d'unité révolutionnaire. Le parti populaire démocratique en serait, pour sa part, exclu.

Mais les socialistes ne paraissent guère disposés à accepter cette proposition, malgré les interventions récentes de M. Sa Carneiro, leader du P.P.D., dont les attitudes contre le P.C. semblent indisposer les socialistes eux-mêmes. Ceux-ci préfèrent encore rester dans une coalition constituée par les trois partis arrivés en tête aux élections d'avril. Les amis de M. Soares refusent de s'engager dans des « aventures » à côté de groupes minoritaires qu'ils ont toujours jugés « irresponsables ».

Le parti communiste, quant à lui, avance déjà une proposition pour « sortir de la crise » : celle de revoir dans une nouvelle coalition les trois courants du M.P.A. (gauchistes, socialistes et démocrates) et militaires proches de l'extrême gauche), le P.S. et le P.C. et les organisations du Front d'unité révolutionnaire. Le parti populaire démocratique en serait, pour sa part, exclu.

Mais les socialistes ne paraissent guère disposés à accepter cette proposition, malgré les interventions récentes de M. Sa Carneiro, leader du P.P.D., dont les attitudes contre le P.C. semblent indisposer les socialistes eux-mêmes. Ceux-ci préfèrent encore rester dans une coalition constituée par les trois partis arrivés en tête aux élections d'avril. Les amis de M. Soares refusent de s'engager dans des « aventures » à côté de groupes minoritaires qu'ils ont toujours jugés « irresponsables ».

Union des communistes et des gauchistes

De la première page.)

nce du communisme et du socialisme constituerait un allié pour 80 % de citoyens (1). Elle dresserait la liste des autres forces politiques et sociales révolutionnaires comme Melo Antunes et ses amis ainsi dans la droite. On ne voit pas comment le P.C.P. ne mettrait pas un pied de nez à l'extrême gauche, une coalition d'extrême gauche pourrait parvenir au pouvoir de si grandes forces, à prix d'une guerre civile, à défaut d'un accord préalable.

Une véritable stratégie entre P.C.P. et P.P.D. pour reconstruire un caractère révolutionnaire. Cela dépend pas un comportement des communistes, seconde hypothèse paraît plausible : celle d'une alliance tactique de nature révolutionnaire à faire connaître les partis qui détiennent l'essentiel du pouvoir — et d'abord le parti — qui n'est pas possible de le réduire à la portion, comme ils viennent de le faire. Alors s'expliquerait le P.C.P. ne mettrait pas un pied de nez à l'extrême gauche, une coalition d'extrême gauche pourrait parvenir au pouvoir de si grandes forces, à prix d'une guerre civile, à défaut d'un accord préalable.

Une véritable stratégie entre P.C.P. et P.P.D. pour reconstruire un caractère révolutionnaire. Cela dépend pas un comportement des communistes, seconde hypothèse paraît plausible : celle d'une alliance tactique de nature révolutionnaire à faire connaître les partis qui détiennent l'essentiel du pouvoir — et d'abord le parti — qui n'est pas possible de le réduire à la portion, comme ils viennent de le faire. Alors s'expliquerait le P.C.P. ne mettrait pas un pied de nez à l'extrême gauche, une coalition d'extrême gauche pourrait parvenir au pouvoir de si grandes forces, à prix d'une guerre civile, à défaut d'un accord préalable.

cher de le quitter ou de le saboter. Leur rôle en fonction de choisir entre l'opposition et la participation au pouvoir, c'est une attitude normale : à condition de leur offrir une part de pouvoir qui ne les pousse pas à l'opposition. Le parti socialiste est-il décidé à le faire en proposant des conditions raisonnables ? Le parti communiste est-il prêt à les accepter ?

De la réponse à ces questions dépend l'avenir de la révolution portugaise. Hier, Mário Soares n'a pas voulu qu'on l'entraîne à l'ouest, le parti socialiste est-il prêt à le faire demain à l'est ?

MAURICE DUVERGER.

exités politiques. Il demande aussi la reconnaissance des droits des travailleurs, dont le droit de grève et d'association. Il préconise d'une conférence d'une réforme économique et sociale visant à une plus juste répartition des richesses, la convocation d'une Assemblée constituante démocratiquement élue. L'U.M.D. a déclaré le capitaine Dominguez, reconnaissant toute forme d'élection démocratique et combattant ordinairement la corruption que favorise le présent régime. Elle est par contre opposée à l'accession au pouvoir du prince Juan Carlos, qui n'aurait pas été démocratiquement élu. L'U.M.D. a déclaré le capitaine Dominguez, reconnaissant toute forme d'élection démocratique et combattant ordinairement la corruption que favorise le présent régime. Elle est par contre opposée à l'accession au pouvoir du prince Juan Carlos, qui n'aurait pas été démocratiquement élu. L'U.M.D. a déclaré le capitaine Dominguez, reconnaissant toute forme d'élection démocratique et combattant ordinairement la corruption que favorise le présent régime. Elle est par contre opposée à l'accession au pouvoir du prince Juan Carlos, qui n'aurait pas été démocratiquement élu.

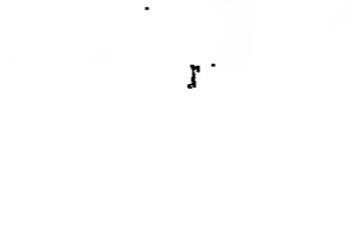
Irlande

« LIRA » PROVOISORE » A AVERTI LES JOURNALISTES se rendant dans la province d'Armagh, au sud de Belfast, qu'elle ne pouvait plus garantir leur sécurité.

Dans un communiqué remis à la presse, l'I.R.A. accuse des officiers des services secrets britanniques et des militaires de se déguiser en journalistes ou photographes pour entrer dans cette région.

Grasset Information

Jean Paul Escande
« Les médecins »
en bref...
L'auteur, Jean Paul Escande, 36 ans, professeur agrégé, médecin des Hôpitaux. Une plume vive et courageuse. « L'enfant terrible » de la médecine.
Le sujet. Les futurs médecins sont-ils bien préparés à faire leur métier ? Considéreront-ils leurs malades comme des personnes et non comme des sources de revenus ? Quelle médecine nous prépare-t-on pour demain ?
Un extrait. « Je demande à être cur quand je dis que la soupe médicale n'est pas bonne, et entendu quand je dis qu'il faut changer de recette. »
« Analyse et pamphlet, l'ouvrage de Dr Escande a la rigueur de l'une et la rigueur de l'autre ». Le Monde.



Espagne

La multiplication des menaces anonymes crée un climat d'anxiété dans la presse

L'Espagne se défendra contre le terrorisme, quelles qu'en soient les conséquences, a déclaré, le lundi 13 octobre, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, M. José Garcia Hernandez, dans un discours d'ur prononcé au cours d'une cérémonie à son ministère. M. Garcia Hernandez a aussi manifesté une nouvelle fois l'indignation du gouvernement espagnol devant ce qu'il a appelé « la campagne inexplicable et féroce » déclenchée à l'étranger par les exactions du 27 septembre. Il a affirmé : « Les allées et venues d'ambassadeurs ne nous effraient pas. Nous avons l'âge de raison et nous n'avons pas besoin de conseils de personne. » Le ministre de l'Intérieur a d'autre part mis en garde la presse qui, a-t-il dit, « doit montrer plus de sens des responsabilités que ne le font jusqu'à présent certaines publications ».

De notre correspondant

Madrid. — Les journalistes continuent de recevoir des menaces anonymes, dans un climat d'anxiété général assombri par des actes de répression. Le quotidien indépendant *Diario de Barcelona* a publié, le 10 octobre, un éditorial consacré à ce sujet. Il affirme qu'un dépit de ces actes d'intimidation, il ne modifiera pas sa ligne politique. A Saragosse, le directeur du quotidien local *El Noticiero* a reçu des menaces de mort. Un groupe de représentants des journalistes madrilènes a adressé une lettre au président du syndicat provincial de l'information pour dénoncer officiellement les violences dont ont souffert, de la part des « guérilleros du Christ roi », un rédacteur de *Pueblo* (organe des syndicats officiels) et du quotidien *Arriba* (organe du Mouvement national), ainsi que les diverses lettres de menaces reçues dans les rédactions.

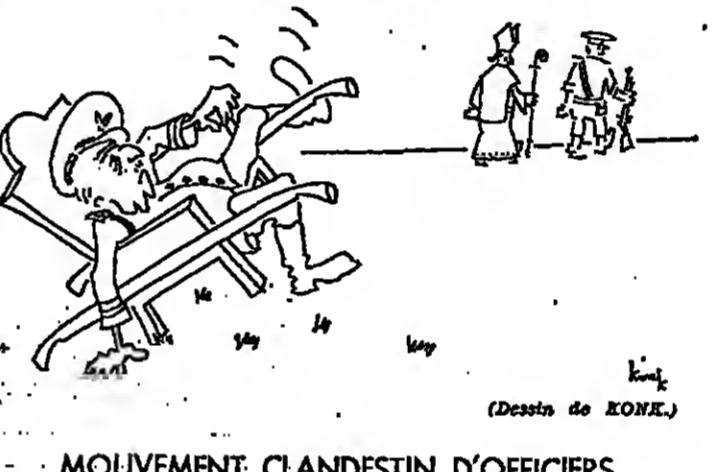
Les représentants syndicaux affirment que si l'on « ne coupe pas court à cette vague de violence, nous courons le risque de perdre dans les journaux », et ils signalent qu'aux

triple règlement patronaux et administratifs qui permettent de punir les journalistes s'ajoute maintenant l'insécurité personnelle des rédacteurs.

D'autre part, trois prêtres ont été condamnés à des amendes pour des sermons prononcés après l'exécution, le 25 septembre, de cinq révolutionnaires ; le gouvernement civil de Cadix a infligé une amende de 150 000 pesetas à un prêtre ; celui de Saragosse une de 100 000 pesetas et celui de Logro une autre également de 100 000 pesetas.

A Manresa, près de Barcelone, trois jeunes gens ont été arrêtés, le 11 octobre, pour distribution de propagande du mouvement clandestin *Carole ouvrier communiste*. L'une des personnes arrêtées, Mlle Carmen Cots-Sanbelli, âgée de vingt-deux ans, a dû être admise à l'hôpital provincial quelques heures plus tard. Le lendemain, dimanche 12 octobre, la curé de l'une des paroisses de la ville a dénoncé dans son sermon les « tortures ».

JOSÉ ANTONIO NOYALS.



MOUVEMENT CLANDESTIN D'OFFICIERS

« L'Union militaire démocratique » veut mettre les forces armées « au service du peuple »

Un officier espagnol en exil, le capitaine José Ignacio Dominguez Martín-Sanchez, a donné, le 13 octobre, à Paris, au cours d'une conférence d'une réforme économique et sociale visant à une plus juste répartition des richesses, la convocation d'une Assemblée constituante démocratiquement élue. L'U.M.D. a déclaré le capitaine Dominguez, reconnaissant toute forme d'élection démocratique et combattant ordinairement la corruption que favorise le présent régime. Elle est par contre opposée à l'accession au pouvoir du prince Juan Carlos, qui n'aurait pas été démocratiquement élu. L'U.M.D. a déclaré le capitaine Dominguez, reconnaissant toute forme d'élection démocratique et combattant ordinairement la corruption que favorise le présent régime. Elle est par contre opposée à l'accession au pouvoir du prince Juan Carlos, qui n'aurait pas été démocratiquement élu.

Le capitaine Dominguez se trouvait en vacances hors d'Espagne lorsqu'il a vu que la police s'était présentée à son domicile pour l'arrêter. Son organisation lui a demandé d'être son porte-parole à l'étranger, a-t-il déclaré, et comprend que des militaires de métier, pour la plupart capitaines ou commandants, a-t-il déclaré. C'est un mouvement autonome sans affiliation politique. Selon lui, quatre cents officiers auraient déjà rejoint l'U.M.D. qui bénéficierait du soutien de six cents soldats au sein des forces armées. L'organisation, créée il y a un peu plus d'un an, est ouverte à tous les cadres professionnels de l'armée, pour autant qu'ils ne soient pas au service d'un parti politique (de droite ou de gauche) ou n'appartiennent pas aux services secrets.

Le capitaine Dominguez a souligné le scepticisme de son mouvement devant l'expérience portugaise : « Nous nous sommes félicités du changement de régime au Portugal, a-t-il dit, mais la situation actuelle est tout à fait différente de ce qu'elle était au lendemain du coup d'Etat du 25 avril 1974. » Il n'y a aucune comparaison possible, aujourd'hui, entre l'U.M.D. et le M.P.A. a dit le jeune officier espagnol, qui a estimé que le mouvement portugais aurait dû « rentrer dans ses casernes ».

Le programme de l'U.M.D. encore très général, porte principalement sur la condition militaire et sur les libertés civiles. La partie « professionnelle » de ce programme préconise une réorganisation des forces armées et la définition d'un statut du militaire. La justice militaire devrait être réformée et la durée de la réduction « aux décrets spécifiquement militaires ».

« L'Union militaire démocratique aspire à ce que les forces armées se mettent exclusivement au service du peuple, recouvrant ainsi leur prestige et leur dignité », affirme l'U.M.D. Pour cela, le mouvement recommande l'annulation totale des prisonniers politiques, le retour de tous les

MANIFESTATION A PARIS EN FAVEUR DU GÉNÉRAL FRANCO

Très protégée par la police, qui avait pris position, en force, le long du court trajet qui relie la place de l'Europe à la place d'Espagne-Orléans, à Paris, afin de décourager d'éventuels contre-manifestants, une manifestation, organisée à l'appel de trois mouvements d'extrême droite (le Parti des forces nouvelles, auquel s'étaient joints le Front national et le Front de la jeunesse), pour protester contre « le terrorisme international » et soutenir le régime du général Franco, a réuni, le 13 octobre, quelques centaines de personnes — mille cinq cents selon les organisateurs. Divers slogans ont été scandés : « P.R.A.P. 57-A, hors de France », « Portugal no, Espagne si », « Out à l'Espagne dans l'Europe », « Non à l'Europe des terroristes ». Une gerbe a été déposée à l'égérie de la Trinité. Il n'y a pas eu d'incident. Cette manifestation, a annoncé le Parti des forces nouvelles, devrait ouvrir une campagne d'opinion en faveur de « l'Espagne dans l'Europe » et « contre le terrorisme international ».

EUROPE

Un geste du président de la République

(Suite de la première page.)
Enfin, vendredi matin, le président de la République se rendra sur le champ de bataille de Borodino, connu en France sous le nom de la bataille de la Moskova. Cette double appellation permet aux deux pays, sans se contredire formellement, de considérer chacun cette hécatombe comme une victoire : près de cent mille hommes, dont cinquante généraux, y ont trouvé la mort. Vendredi également, après un déjeuner offert à l'ambassade de France, plusieurs textes seront signés, dont un accord sur le tourisme, qui devrait faciliter les déplacements d'hommes d'affaires et les voyages organisés, ainsi que des accords-cadres de coopération dans les domaines de l'économique et de l'énergie. Aucun de ces textes n'aurait de « retombées » commerciales immédiates.

Un « sommet » annuel

Le principal document qui devrait être signé par MM. Giscard d'Estaing et Brejnev n'a pas encore de nom. Les Soviétiques auraient voulu conclure un traité d'amitié. Les Français considèrent qu'il s'agit d'un simple programme. Le mot « charte » a été envisagé, mais éliminé finalement, une « charte » ayant déjà été signé par le président de la République à Varsovie. Dans ce document, dont la rédaction n'a toujours pas été mise au point, MM. Brejnev et Giscard d'Estaing s'engageront à développer leur coopération politique et, pour la première fois

par écrit, à se réunir « au sommet » une fois par an ou plus si c'est nécessaire. Les conversations devaient se dérouler, comme toujours, en deux temps. Le volet international est consacré à l'évolution de la situation en Europe depuis la signature, l'été dernier, de l'acte final d'Helsinki, aux grands dialogues multilatéraux (conférence de désarmement de Genève, conversations sur la limitation des armements en Europe, projet de conférence Nord-Sud), enfin à l'examen des principaux points chauds du monde. Le second volet concerne les questions bilatérales, et notamment l'évolution des échanges commerciaux. MM. Fournade et J'Ornano observeront à la fois à développer les échanges et à mieux les équilibrer.

La presse soviétique de ce mardi matin — pratiquement entièrement consacrée à la fin de la visite en U.R.S.S. de M. Honcker, premier secrétaire du SED (Parti socialiste unifié) de la R.D.A. — signalait seulement la prochaine arrivée de M. Giscard d'Estaing en publiant une brève biographie du président de la République. « Les Soviétiques, affirme le texte, expriment la certitude que cette visite et les pourparlers qui auront lieu avec les dirigeants soviétiques sur les grands problèmes internationaux et les questions bilatérales contribueront au développement et à l'approfondissement de l'amitié et de la coopération entre l'U.R.S.S. et la France, pour le bien des peuples des deux pays, dans l'intérêt de la détente, du renforcement de la sécurité européenne et internationale. »

Lundi soir, l'agence Tass avait publié un commentaire consacré à la venue de M. Giscard d'Estaing dont un paragraphe résume bien le point de vue soviétique. « Il serait erroné de penser, affirme l'agence, que les possibilités de la coopération franco-soviétique soient épuisées. Qu'il ne reste aujourd'hui qu'à enregistrer l'expiration de la non-évaluation de décisions prises antérieurement. Ce serait faire le jeu des adversaires du rapprochement franco-soviétique, des adversaires des relations réciproquement avantageuses entre États. » L'agence Novosti, de son côté, avait publié lundi soir un commentaire dans lequel elle mentionnait le désir de l'Union soviétique de voir la France changer de position en matière de désarmement. « L'Union soviétique, peut-on lire, peut contribuer à la réalisation de mesures globales et partielles dans le domaine du désarmement, que ce soit l'interdiction de la mise au point d'armes d'extermination massive ou l'arrêt de la course aux armements en Europe. L'opinion publique soviétique estime que ce domaine offre l'une des plus grandes possibilités pour l'extension de la coopération politique entre l'U.R.S.S. et la France. »

MAURICE DELAURE et JACQUES AMALRIC.

LE VOYAGE A MOSCO

Vers une refonte de la coopération Est-Ouest

par SAMUEL PISAR

Alors que les hommes d'Etat recherchent à tétone un nouvel ordre économique, alors que, pour les pays capitalistes comme pour les pays communistes, l'illusion de l'autonomie nationale recule devant la réalité de l'interdépendance globale, alors que l'Est et l'Ouest affrontent les graves difficultés morales et politiques de la détente, une tâche historique s'impose des deux côtés de la barrière idéologique : comment intégrer le monde socialiste, avec ses immenses richesses naturelles et ses immenses marchés, dans un système universel d'échanges internationaux.

Le cadre économique et juridique traditionnel s'adapte difficilement à l'émergence du commerce socialiste d'Etat. Les controverses provoquées par les récents achats soviétiques de blé aux Etats-Unis et le refus des syndicats américains de charger ce blé sur des navires soviétiques, comme les restrictions américaines aux crédits et aux exportations destinées à l'Union soviétique, dramatisent cette insuffisance.

Fondamentalement, le volume, la composition et les axes du commerce Est-Ouest restent à la merci de la pression inflationniste, de la pénurie de capitaux, des fluctuations du prix de l'or et de l'humeur capricieuse de la récolte.

Une transformation structurelle des relations économiques entre l'Est et

l'Ouest est heureusement annoncée par la diversification progressive des transactions. Les simples achats et ventes de produits industriels et agricoles sont de plus en plus complétés par la constitution d'entreprises communes de production et de distribution et par une coopération bilatérale dans les domaines de la science, de la technologie et de la gestion. Sous le prisme des besoins communs, ce processus acquiert aussi une dimension globale. Chaque côté prend conscience du fait que même les nations les plus riches et les plus puissantes ne peuvent plus assurer leur bien-être dans un splendide isolement. De nouveaux défis exigent une action concertée à l'échelle planétaire, notamment l'extraction d'énergie et de métaux, la production alimentaire et le développement des régions appauvries du monde.

Dans le contexte Est-Ouest, les institutions, les coutumes et les lois classiques sont soumises à des distorsions qui ne découlent pas automatiquement de la lutte idéologique entre le socialisme et le capitalisme, comme le voudrait l'opinion générale. Le contraste entre les deux organisations économiques et l'absence de règles communes du droit ont créé un climat juridique entièrement nouveau, où concepts et pratiques consacrés par le temps aboutissent à des résultats imprévus. Même si les tensions internationales devaient disparaître par un coup de baguette magique, le problème technique qui nous préoccupe aujourd'hui subsisterait.

Pour participer à l'économie mondiale, les responsables des pays de l'Est ont dû accepter certaines formules capitalistes. Par nécessité, cette adaptation se poursuit même à l'heure actuelle. En témoignent les récentes réformes législatives, notamment en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie, permettant les investissements étrangers dans les entreprises étrangères.

Des innovations à l'Est

Inévitablement, l'Est a aussi introduit ses propres innovations dictées par les besoins d'un ordre économique où l'Etat est investisseur, producteur, vendeur, acheteur, banquier, assureur et distributeur. Etendue à une large partie de l'humanité, de l'Algérie à Cuba et de la Somalie au Vietnam, elles ne peuvent plus être ignorées à l'Ouest ni jugées du seul point de vue de nos propres idées sur le socialisme, la propriété et le droit. Rome et l'Angleterre, en leur temps, ont donné naissance à un corpus de coutumes qui a occupé la réputation universelle d'une *lex mercatoria*. A présent, l'Union soviétique et la Chine, accédant au statut de premières puissances commerciales et maritimes et de modèles pour les Etats de même orientation idéologique, réclament le droit de forger des méthodes originales pour traiter avec des sociétés d'organisation similaires, et même différentes.

Sur le plan économique, l'introduction de nouvelles techniques socialistes dans l'ordre international provoque nécessairement des dislocements. Celles-ci sont apparues d'abord dans les années 50, lorsque les organismes commerciaux soviétiques se lancèrent dans des ventes systématiques d'aluminium, d'étain, de pétrole et d'autres produits exotiques ; plus récemment, le caractère massif des achats soviétiques de céréales aux Etats-Unis, au Canada et en Australie, les propositions d'achat de viande, de beurre et de vin au marché commun ont provoqué des perturbations comparables. Lancer des accusations de malveillance ou de tentative déléguée de désorganisation des prix relève cependant de façons de penser éliminées, conçues à une autre époque. En vérité, ces comportements sont orthodoxes, mais ils provoquent des effets inattendus lorsqu'un Etat, bénéficiant de la combinaison unique du gigantisme, du monopole et du secret de l'offre et de la demande, intervient sur un marché ouvert avec une multitude de firmes privées concurrentes.

Sur le plan juridique, les incursions du socialisme sont moins évidentes pour les non-initiés mais aussi importantes. Les firmes occidentales qui commercent avec l'Est ont de plus en plus eu recours aux droits et aux tribunaux communistes. Les Parlements occidentaux se doivent de régler encore plus devant l'ineptie des législations existantes, telles les lois anti-dumping contrôlant l'importation de produits de l'Est à des prix sous-évalués ou les lois anti-trust, interdisant les offres concertées pour les très grandes transactions avec l'Est. Les fonctionnaires et les diplomates occidentaux sont sans cesse amenés à dépasser la terminologie classique dans la négociation des traités. Les

organisations internationales nées par les besoins de la mondialisation, telles que le Fonds monétaire international ou l'Organisation mondiale du Commerce, ont adopté leurs procédures claires les nations socialistes système réellement universel. Les difficultés n'épargnent plus le côté communiste, économique, les sévères nations socialistes, les leçons d'exportation et les restes érudits, que certains Etats ne pratiquent encore à des pays de l'Est, sont les panaches Loraquin système thique, tel que celui-ci soviétique, traité avec o pierraille, comme celui Unis, où les décisions gales sont constamment balancées par les pressions du Congrès, des milieux des syndicats, de la presse de l'opinion publique ensemble, ces difficultés des obstacles majeurs.

En termes juridiques, le des partenaires de l'Est aussi réels. Leurs comptes à eux autres actifs cités à l'parfois aisés lors d'actions intentées contre leur Etat entreprises étatiques. La dentelle, selon laquelle un tant que force majeure l'expiration d'une obligation usuelle, est difficilement acceptée de vue idéologique. I traditionnelles de dommage réels péculaires ne répis désordre provoqué par l'un contrat dans une éc pérablement planifiée, où d'un chaînon se répète un industrie. Enfin, l' judiciaire capitaliste suspe point de vue, lente et ce peut régler les conflits d' satisfaisants.

L'idée de contrôler le l'Est à accepter les coutu miques et juridiques c comme condition d'une économique étendue ne sérieusement entretenue, aussi illusoire de penser conditions prescrites par l' droit l'adhésion générale.

A mon sens, la mise en charte de normes espéc les transactions Est-Oue constituer un premier pas ill vers une solution glob un verdict fondé sur l'expé convention internationale, de tel pourrait être déceci difficultés d'un tel armé peuvent être sous-estimées fois adopté, son applicat s'effectuer d'elle-même. Ch hériterait à violer une crainte de perdre les priv lui confèrent d'autres régit spective d'avantages récipr le force, serait le princel d'une banne application.

Même avant qu'elle soit c le seule existence d'uno c dité jouerait un rôle éduo certaine portée et conditio vnement concernés à u ciation plus subtile de leur A tout le moins elle poss de point de référence illi rents niveaux : pour les par tement engagés dans la Est-Ouest, pour les diplom la négociation de traités ciaux, pour les organismes traités dans l'application de nationales, pour les Parlem la formulation des législato saires, pour les tribunaux de prélation de concepts juridi familiers et pour les orgi internationales qui ont pou de favoriser un environne nomique ardent.

PCEM
1^{er} stage
du 12 oct. au 21 oct
rattrapage et mise à
niveau pour les bacs A
et D physique, chimie
mathématiques.
2^e stage
Préparations parallèles
semestrielles ou annuelles
du 12 oct. 75 à fin oct.
pour les bacs A
et D physique, chimie
mathématiques.
Inscriptions à l'ensemble
ou à la maîtrise.
Existent près
des Bureaux
Tech. Humain
Enseignement sup. dep.
5, avenue L.-Berthelot, 75013 P.
222-52-29 - 222-10-72

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

On ne peut pas jeter les Sud-Africains à la mer

déclare le ministre de l'information après sa visite à Pretoria

« Aussi longtemps que l'Afrique indépendante se tiendra à l'écart, s'enfermera dans ses propres contradictions, (...) nous n'aboutirons à aucun résultat concret pour éliminer la ségrégation raciale en Afrique du Sud », a déclaré M. Laurent Douz Fologo, ministre ivoirien de l'information, dans une interview publiée lundi 13 octobre par la revue ivoirienne *« Notre Afrique »*. Le ministre, qui a fait une visite remarquée en Afrique du Sud au mois de septembre, a brossé un portrait élogieux de M. Vorster, premier ministre sud-africain. « Il m'a donné l'impression d'être un homme responsable, conscient de l'enjeu de la situation, des risques permanents et aussi des chances d'une solution pacifique (...). Je le crois sincèrement conscient de la nécessité de transformer les rapports interraciaux (...). Il m'a inspiré confiance, dans la mesure où nous poursuivons le même but en Afrique : la détente. Le vent du changement souffle. Il s'en rend compte. »

M. Fologo, tout en condamnant la politique d'apartheid, estime que M. Vorster est obligé de « prêter avec une certaine latitude l'opinion de ses électeurs — surtout des petits Blancs, qui constituent le gros de l'électorat — à accepter les changements qui s'imposent ». « Ces Sud-Africains blancs, a encore dit le ministre, ne sont pas des Hollandais, des Anglais, des Français, des Allemands, ce sont des Sud-Africains nés en terre africaine, qui ne savent pas où se réfugier. On ne peut pas les jeter à la mer. Ils acceptent, ils auront à se battre jusqu'à la mort s'il le faut. Comment pouvons-nous leur proposer, si nous sommes des êtres sains et responsables, la mort, le sang, plutôt que le dialogue, la fraternité, le progrès ? »

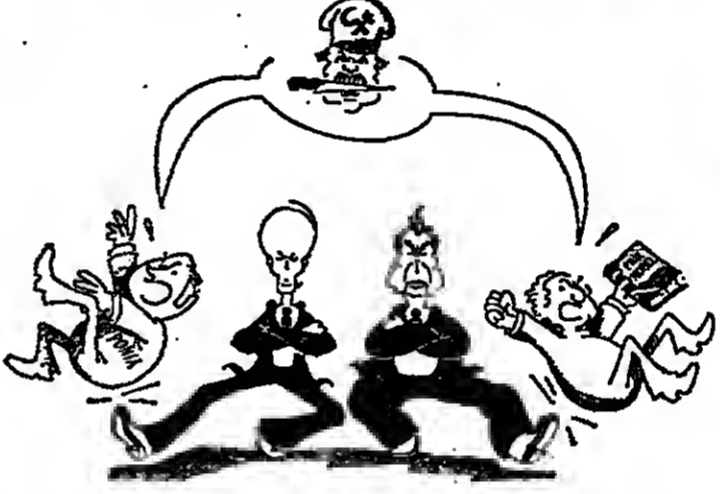
M. Fologo a, enfin, critiqué les « Républiques africaines » soeurs qui prétendent jeter l'Afrique du Sud et lui donner des leçons ».

M. HOUPHOUËT-BOIGNY GRÂCE PLUSIEURS MILLIERS DE CONDAMNÉS

Abidjan (A.F.P., Reuter). — M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire, a annoncé, lundi 13 octobre, à Abidjan, la grâce de cinq mille condamnés de droit commun, emprisonnés pour vol ou détournement de fonds, et celle de plusieurs dizaines de condamnés politiques.

Parmi ces derniers figurent cent quarante-cinq Ivoiriens impliqués dans la tentative de subversion du 7 octobre 1970 dans le canton Guebébi situé au sud-est de Gagnoa, et douze militaires compromis dans un complot dirigé par le capitaine Sio, dont la peine de mort a été commuée en vingt ans de travaux forcés.

alors que cette dernière est une « République démocratique ». « Certains Etats africains s'imaginent qu'ils peuvent nous donner des leçons de fidélité à la cause africaine, alors qu'ils trichent sous la table », a-t-il ajouté.



(Dessin de PLANTU.)

Vu à Madelios: un costume en pure laine vierge à 595F.



Pour cet hiver, Madelios a sélectionné toute une collection de costumes en pure laine vierge. Chauds, confortables, élégants, ils gardent longtemps les qualités qui vous les ont fait choisir. Comme celui-ci, à fines rayures sur fond bleu, avec le gilet assorti, contrôlé par la Woolmark (595 F).

Woolmark: la laine vraie.

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE, PARIS.

Ouvert de 9h 45 à 18 h 30. 4 parkings gratuits: Madelios-Trocadero, Madelios-Courcelles, Courcelles de Paris, Concorde.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

PRÉSIDENT GISCARD D'ESTAING

L'U.R.S.S. DE LA MATURITÉ

II. - Le droit chemin

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

L'U.R.S.S. que retrouve Giscard d'Estaing est en...

Elles s'appellent Ana, Tatiana, Ludmila, Anou...

Le qui nous escorte aujourd'hui au cœur de la Sainte Russie...

mot revient souvent dans la bouche de notre journaliste...

Les vertus de l'éducation

Le fait de sagesse, une autre de l'intourist nous a donné...

prévalent sur les murs et sur les banderoles...

Partout, les rites sont fidèlement observés...

L'observance de ces rites ne résulte pas d'un article de la Constitution...

Intimide de dire que la vague de l'érosion n'a pas atteint les rives de la Moskova...

grante et abondamment fleuris, notamment par les jeunes mariés...

Maintenant qu'elle dispose d'assises de magistrats pour rétribuer la plainte...

Le tableau d'honneur

Les parents violent avant tout leur éviter la vie dure qu'ils ont eux-mêmes connue...

A la limite, on pourrait dire que toute l'U.R.S.S. ressemble à une immense école...

de ne pas se laisser distancer par le géant américain...

Certes l'ambition, qui fut celle de Marx et de Lénine, d'abolir la distinction entre travail intellectuel et travail manuel...

ciément « on ne se fatiguait pas beaucoup dans les usines soviétiques »...

La garantie de l'emploi, la semaine de quarante heures, la retraite à soixante ans pour les hommes...

que le capitalisme, comme le Phénix, renaît sans cesse de ses cendres...

L'éventail des revenus, malgré les correctifs du travail noir et des trafics petits et grands...

Comment, dans ces conditions, la multiplication des contacts avec l'Occident ne contribuerait-elle pas à susciter dans une partie de la population des habitudes ou des envies qui la détachent de la masse ?

Prochain article :

CETTE GRANDE LUEUR A L'OUEST

Entrez dans le monde merveilleux de la chevalerie et apprenez à lire le langage des armoiries

Grid of heraldic symbols with captions: De la fleur de Hollande, De la croix de Savoie, De la croix de France, De la croix de Savoie, De la croix de France, De la croix de Savoie.

avec la réimpression du rare livre héraldique LE BLASON DES ARMOIRIES de Hiérosme de Bara (Imprimé à Lyon par Barthélémy Vincent en 1581).

Il y a longtemps que je rêvais d'imprimer cet ouvrage sans rien modifier, en le reproduisant, afin de rendre ce livre rare et artistique à la portée d'armateurs qui apprécieraient toute l'émotion qu'il y a à posséder un ouvrage imprimé voici 400 ans.

Pompadour Nouvelle collection ANTEAUX sed, camel, cashmere. Egalément es, ensembles, tailleurs JERSEY. JOSEPH, GOUTILLE, VERON VIMES FORTES de 42 fort au 50. 115, Bd HAUSMANN 14e arrondissement.

RECITIFICATIF - Une ligne sautee a rendu inintelligible dans nos premières éditions d'hier le début du reportage d'André Fontaine sur l'Union soviétique; il fallait lire « Magie d'un nom chéri de tous les parfums de Mille et Une Nuits, l'orient étoilé des arabes de Gengis Khan et de Tamerlan, mûr d'un Orient autre, musulman sans être Proche, rouge sans être Extrême, qui n'a rien de se retrouver, un soir, à Samarcande ? »

Information 5.25.25 sur simple rendez-vous un entretien personnalisé, une information indispensable... gratuitement tous les renseignements sur 30 000 appartements et maisons individuelles.

GARANTIE DE RACHAT Je suis curieux de voir (sans engagement) le « Blason des Armoiries ». Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville, Signature.

POLITIQUE

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE LA VIENNE

Fromonteil (P. C.) se désiste pour Mme Cresson (P. S.)

Paul Fromonteil, candidat communiste à l'élection législative de la deuxième circonscription de la Vienne, a annoncé, lundi soir, sa décision de se désister en faveur de Mme Edith Cresson, candidate du parti socialiste. M. Fromonteil a précisé que son attitude était « par la volonté de favoriser le combat de la gauche, pour le pouvoir et réaliser les transformations démocratiques prévues par le programme commun ».

Mme Cresson bénéficie également du désistement « sans illusion » de Christian (Lucie ex-viro) et du soutien du P.S.U., qui ne prend pas de candidat.

La déclaration de la Vienne du communiste a publié, lundi soir, une déclaration dans laquelle elle se félicite de l'écoulement de l'élection partielle de Châtelleraup. Elle a marqué un net recul du fait de la coalition de la réactionnaire (U.D.R.-Radicaux-Centristes). « Le résultat [du scrutin communiste] est d'au-tant plus significatif que tout a été en œuvre pour fausser l'élection démocratique du suff-rage universel... absence des moyens d'information sur politique, sur nos prises de position, campagne anticommun-iste; négation de la ca-pacité de notre candidat Paul-monteil, de rassembler sur son ensemble des forces démoc-ra-tiques... »

« Dans ces conditions, les communistes français ont dû à maintes reprises, consolider dans les secteurs où ne peut être un enga-gement à la poursuite de ses efforts pour donner à l'union la force nécessaire pour le pouvoir mais aussi, et surtout, pour réaliser les transfor-mations démocratiques profondes dans le programme commun. »

Gaston Defferre, président du groupe des socialistes et du P.S.U. de gauche de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 13 oc-tobre, les antennes d'Eu-ro-pe. « J'espère que les com-muniqués comprendront que les usages qui ont été lancés, les cri-ques qui ont été formulées contre au lieu d'être positives pour eux, ont été négatives, et au lieu de leur faire gagner des voix, leur en ont fait perdre. »

Dans la Lettre de la nation du 14 octobre, M. Pierre Charpy, di-recteur du bulletin quotidien de l'U.D.R., estime que le candidat de M. Michel Jobert a fait une « démonstration (...) à con-traste ». Il écrit : « Dieu sait pourquoi et son chef de file n'avait pas soigneu-sément entretenu l'équilibre pour accéder à l'idée qu'un gaulliste ne pouvait pas voter Abellet. Seu-lement — et cela rejoint ce que nous écrivions plus haut — l'équi-libre ne peut pas. Dans ce cas particulier, elle est d'autant ter-minée. Nous avions toujours écrit qu'en politique il n'y avait pas d'ailleurs — sans, et encore, en cas. En appelant à voter pour la candidature socialiste au deuxiè-me tour, le candidat jobertiste a montré que, effectivement, il fallait être soit dans la majorité, soit dans l'opposition, et il a rejoint les signataires du pro-gramme commun. En dépit de ses qualités et de son talent, M. Jobert a abordé son entre-prise dans une élection où le Mou-vement des démocrates n'apparaît que comme une opération de transfert des suffrages gaullistes vers l'union marxiste. »

« L'association Les Amis du gé-néral de Gaulle proteste, dans une lettre adressée à M. Chirac, contre le soutien apporté par le premier ministre à la candidature de M. Abellet, ennemi acharné de de Gaulle et de sa politique. »

TOURHOTEL c'est le prix total pour être définitivement PROPRIÉTAIRE DE VOS VACANCES à VAL THORENS, LA MONTAGNE ou au CAP D'AGDE, LA MER. Exemple de prix d'un studio 4 personnes pour la 4^e semaine de janvier, à vie, à Val Thorens, ou d'un studio 2 personnes pour le mois de mai, à vie, au Cap d'Agde. Vous choisissez votre période de vacances dans un studio entièrement équipé et meublé pour deux, quatre ou six personnes, qui sera parfaitement et régulièrement entretenu. Vous en êtes propriétaire à vie et plus encore, puisque vous le transmettez à vos héritiers. Pour un prix franchement raisonnable, vous faites aussi un excellent investissement : — vous réalisez chaque année des économies ; — les vacances de votre famille sont assurées pour toujours ; — votre investissement est sans cesse valorisé ; — vous constituez un capital appréciable à vos enfants. Chez vous, en vacances, pour ne penser qu'à vos vacances, devenez Propriétaire dans une Résidence TOURHOTEL, vous serez alors libéré des soucis d'entretien et d'impôts qu'entraîne fatalement une résidence secondaire. Exemples de périodes et de prix.

Table with 2 columns: VAL THORENS and CAP D'AGDE. Rows show prices for 2 and 4 persons for different periods.

TOURHOTEL SERITOUR LA HENIN 260.35.15. Formulaire de demande de renseignements et de réservation.

POUR VOS PÉRIODIQUES HEBDOMADAIRES ET MENSUELS. Demandez les Formes de Publicité-Journal. Imprimerie spéciale pour publicités. 65 rue Sainte-Anne Paris 208 10.00. Imprimeur fondé en 1928. DELAIS ULTRA-RAPIDES. HELIO - OFFSET - TYPO.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE. Formation continue. Cours d'ESPAGNOL. Portugais - Catalan. Initiation et Perfectionnement. Pratique de la langue orale le soir à 18 h. 15. U.F.R. D'ÉTUDES IBERIQUES et Latino-Américaines. 31, rue Gay-Lussac, 75005 PARIS. Tél. : 633-55-37 et 38.

radars et voleurs. Le RADAR DE 608 oblige les mal-facteurs à fuir sans leur laisser le temps d'agir. Dérivé d'une technique militaire il est indéfectible. Compact, transportable, il ne nécessite ni installation, ni entretien. D'une grande simplicité d'utilisation, le RADAR DE 608 est une solution unique conçue pour une protection totale. DETEC-ALARME 976-34-41. 13, rue Franklin-Bocquellet, 75006 MONTERRON - TEL. 976-34-41.

Pendant que les autres copieurs préchauffent, chez Gestetner les copies tombent. Avec Gestetner, appuyer c'est copier. Quand un copieur s'arrête, ce qui est intéressant, c'est de savoir ce qui se passe quand on le remet en service. Certains vous demandent un délai : 5 minutes (ou plus) de préchauffage pour tirer une ou deux copies, c'est long. Le copieur Gestetner copie tout de suite. Les copies (sur papier courant) tombent à la cadence de 12 à la minute. Mais le plus important pour un copieur, c'est sa maintenance. Le copieur Gestetner est livré avec un contrat d'entretien... signé Gestetner. Gestetner. Vérifiez ces affirmations : prenez contact avec Gestetner, service 109, 71, rue Camille Groult, 94400 Vitry. Téléphone : 680.47.85. Téléc. 20 - 880 Gest. Vitry. Le n°1 mondial de la reproduction de bureau.

la Sidérurgie participe à notre approvisionnement en engrais. L'affinage à l'aciérie des fontes provenant de minerais phosphoreux permet la production d'engrais de grande valeur : les scories de déphosphoration. Utilisées comme engrais phosphaté, les scories produites par les usines sidérurgiques françaises ont représenté, en 1974, plus de 15 % de l'acide phosphorique consommé par l'agriculture de notre pays. Ces scories fournissent également d'autres éléments de fertilisation, en particulier de la chaux assimilable et de la magnésie. rien ne se perd avec L'ACIER

Avons-nous le droit d'ignorer les "Citations" du Président Mao Tsé-toung, un livre qui est l'étendard d'un milliard d'êtres humains? Ce livre miracle a permis de supprimer un analphabète en-tière chez 800 millions d'hommes. Il a donné le courage à une minorité de lutter pour l'unité sous un même drapeau de l'immense terri-toire chinois. Il est, pour l'humanité entière, un chef-d'œuvre de grande sagesse. Trois nouveautés mondiales absolues. Chez Jean de Bonnot, le "Livre Rouge" de Mao est présenté pour la première fois en double langue, chinoise et française, pour la première fois illustré par des artistes chinois, pour la première fois en édition de luxe, plein cuir rouge doré à l'or fin titré 22 carats. Avec cette édition, le "Livre Rouge" entre dans la bibliophilie. BON D'EXAMEN GRATUIT. (à renvoyer à Jean de Bonnot, 71 rue Saint-Hippolyte, 75002 Paris Cedex 09). Je désire recevoir, en vision et sans aucun engagement, le "Livre Rouge" de Mao, en édition d'art illustrée. Si je désire garder cet ouvrage, je vous en révélerai mon nom, soit 80,50 F (+ 4,60 F de frais de port). Si, par contre, il ne me plaît pas, je ne m'engage à rien et je renverrai dans son emballage d'origine, dans les 8 jours suivant sa réception. Nom, Prénom, N°, Code Postal, Ville, Signature.

POLITIQUE

LA POURSUITE DU DÉBAT SUR LA RÉFORME FONCIÈRE

L'impôt foncier est-il « de gauche » ?

(Suite de la première page.) M. Robert Galley, ministre de l'équipement, propose de l'enrichir en créant un plafond de densité et en donnant aux communes une priorité dans les transactions...

taux de ce nouvel impôt qui remplacerait la contribution foncière des propriétés non bâties (voir ci-contre). Un tel impôt, « simple dans son principe », aurait l'avantage, selon M. Fanton, d'établir un peu plus de justice...

En aucun cas, l'impôt Fanton n'appartient de solution globale à l'ensemble des problèmes fonciers. Zones d'aménagement différé pour contrôler les prix des terrains, acquisitions publiques, réserves foncières et location des sols, qui devraient demeurer dans le patrimoine public...

Un impôt de gauche ?

Étant un impôt sur le capital, il peut paraître adossé. Mais si l'on regarde de plus près, l'impôt frappe la valeur foncière. Mais peut-on vraiment parler d'impôt sur le capital au taux de 1 % (taux maximum proposé par M. Fanton) lorsque seuls les revenus potentiels, sans que soit touché le capital lui-même ?

La réforme des finances locales et l'imposition du capital ne sont pas de non-densité, déclare M. Robert Galley, ministre de l'équipement, dont le projet de réforme est écopé par les baisses de l'impôt foncier. Mais je ne suis pas favorable à une telle réforme...

MICHELLE CHAMPENOIS.

Libres opinions

UNE ILLUSION

par JEAN-FRANÇOIS THÉRY (*)

À l'instant où s'ouvre au Parlement le débat sur le projet de loi foncière, on voit de tous côtés reparaitre l'idée que seul un impôt foncier annuel, assis sur la valeur vénale des terrains à bâtir, serait de nature à apporter une solution durable et complète au problème de la spéculation immobilière.

C'est également une idée séduisante : il est vrai que la spéculation foncière a surtout profité aux propriétaires de terrains ou de terrains agricoles ou de terrains sans vocation urbaine, en zone d'urbanisation...

Face à ce calcul, les promoteurs-construc-teurs ont toujours demandé à l'Etat de déléguer ces réserves foncières, de leur assurer chaque année la disposition d'une masse suffisante de terrains urbanisables. L'impôt foncier annuel progressif est évidemment un moyen de combattre cette réticence...

On comprend aussi fort bien la séduction qu'exerce une telle idée sur les socialistes : elle permet d'introduire dans notre droit le premier véritable impôt sur le capital. D'autre part, elle oblige à une évaluation du capital foncier, opposable aux propriétaires condition préalable indispensable à toute forme de municipalisation des sols sans spoliation de leurs détenteurs.

Malheureusement, cette idée repose sur une erreur d'analyse et sur une illusion.

L'erreur d'analyse porte sur la nature du problème foncier réel auquel se heurtent les pouvoirs publics. Dans la plupart des grandes agglomérations, l'époque est passée où l'expansion urbaine se faisait principalement au détriment de l'espace agricole périurbain. Aujourd'hui, la ville se reconstruit sur elle-même...

L'illusion porte sur la possibilité d'appliquer pratiquement un éventuel impôt foncier. La propriété foncière en France porte sur plus de treize millions de parcelles. Il est exclu que l'administration des Domaines, qui ne parvient pas à fournir dans un délai raisonnable l'évaluation des seuls biens soumis, dans l'état actuel du droit, à une estimation administrative (en vue, par exemple, des expropriations), puisse parvenir à établir et à réviser chaque année la valeur vénale de ces treize millions de parcelles...

On se fait aussi de sévères illusions quant à l'efficacité de l'impôt foncier sur la spéculation immobilière. Seule les petits propriétaires, aux ressources limitées, seront contraints de vendre pour échapper à la charge qu'il représentera pour eux. Les gros opérateurs fonciers l'intégreront dans leurs calculs, et le résultat le plus probable sera la concentration de la propriété des terrains urbanisables entre les mains des investisseurs institutionnels ou professionnels...

C'est parce qu'il était conscient de cette erreur d'analyse et de ces illusions que le ministre de l'équipement a recherché d'autres solutions, propres à réaliser des objectifs concrets et urgents, en renonçant à des avantages théoriques et illusoire. Constatant que le prix d'un terrain est directement proportionnel à la densité de construction qui peut y être édifiée, et que ce prix est, en définitive, fixé par le constructeur à partir de l'idée qu'il se fait du prix auquel il pourra commercialiser le mètre carré construit, il a conçu un système de taxation frappant le constructeur, et prenant pour assiette la densité autorisée. Il a prévu que le produit de cette taxation devrait être affecté aux collectivités locales pour leur permettre d'intervenir, au besoin par préemption, sur le marché foncier urbain afin de réserver les terrains nécessaires aux équipements collectifs et à la construction sociale...

Il n'y a, d'ailleurs, qu'à voir d'où viennent les sirènes. Si j'avais aujourd'hui à défendre les intérêts des spéculateurs et des promoteurs immobiliers, je dirais : non à la loi foncière, oui à l'impôt foncier.

(*) Ancien conseiller technique du ministre chargé de l'aménagement du territoire.

Déclarations hasardeuses

Pour combattre cet amendement, on a évané les difficultés d'application. Chacun sait combien vaut son terrain, répond M. Fanton. Les spécialistes soulignent au contraire la difficulté de déterminer la valeur d'un terrain dissociée de celle de l'immeuble qu'il supporte.

La déclaration par les propriétaires serait, assure-t-on, une autre source d'ennuis, la fraude n'étant pas tout à fait écartée par la menace d'une possible expropriation au prix déclaré précédemment par le propriétaire.

En dehors même de toute fraude, les contribuables ont bien du mal à déclarer ce qu'ils possèdent, comme l'a montré la récente enquête préalable à la réévaluation des propriétés non bâties. Mesurer une pièce, comprendre un questionnaire, présenter assez de difficultés pour qu'on s'interroge sur ce que donnerait un système dans lequel les propriétaires devraient en plus déclarer des prix. Les spécialistes considèrent qu'on en viendrait d'une façon ou d'une autre à une évaluation administrative, même si celle-ci a pour base la déclaration du propriétaire.

Il est délaissé au demeurant de bien délimiter la propriété foncière. Sait-on par exemple que, pour la contribution foncière des propriétés non bâties, ne sont imposées, dans la catégorie « terrains à bâtir », selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, que les parcelles inclues dans un lotissement et non encore construites ? Ce qui exclut bien des terrains où l'on pourrait construire. Tant et si bien qu'il n'y

a pas plus en France de « terrains à bâtir » que de carrières, de même qu'il n'y a pas de chasses en Sologne puisque seuls sont catalogués dans cette catégorie des terrains « équipés » pour la chasse. C'est peut-être absurde, mais c'est ainsi.

Les défauts du système actuel ne plaident évidemment pas pour son maintien. Mais ils donnent une idée des difficultés que rencontrerait l'application de l'impôt foncier proposé par le député de Paris M. Fanton. Le sait bien qui réclame la tenue d'un livre où seraient décrits tous les biens fonciers et les transactions dont ils ont fait l'objet.

« Aucun système fondé sur la déclaration de la valeur vénale ne fonctionne réellement dans aucun pays », estimait finement les spécialistes du ministère de l'équipement. Les Allemands l'ont abandonné deux ans après l'avoir institué ; les Danois ont sur le même voie, après dix ans d'application. Aux Etats-Unis, la Property Tax, qui représente l'essentiel des ressources communales, a eu pour effet de reporter l'habitat trop loin des centres.

De l'avis de deux inspecteurs des finances, MM. Silger et Le-wandowski, auteurs d'une étude de 1971, le préjudice fiscal ris-que de 0,1 % de l'impôt foncier, ainsi appelé parce qu'il représentait la centième partie de ce qu'encaissait l'Etat au titre des valeurs foncières (terrains à bâtir, mobilière, foncière, bâtie et non bâtie, patente. Si les « principes » de la commune étaient de 60 000 francs, la valeur de ce même communal était donc de 600 francs. Si le produit fiscal nécessaire à la commune pour équilibrer ses dépenses était de dix millions de francs, le conseil municipal devait voter 10 000 centimes additionnels.

Des ressources incertaines

Les effets sur le marché foncier étant incertains, les finances locales trouveraient-elles moins leur compte dans l'adoption de l'impôt foncier ? Lancée par l'Association des maires de France, une enquête menée auprès de six cents communes montre que les conséquences seraient très différentes suivant les endroits. Une localité de la banlieue parisienne (21 000 habitants) verrait ses impôts directs locaux augmenter

de 143 % si l'ensemble des terrains étaient taxés à 1 % et seulement de 16 % s'ils étaient taxés à 0,1 %. Un village de 208 habitants perdrait 24 % de ses recettes directes en instituant une taxe de 0,1 % à la place de la « foncière non bâtie », mais triplerait ses ressources en appliquant un taux de 1 %.

La fiscalité foncière actuelle ne rapporte qu'assez peu aux com-

Quelles conséquences pour les finances locales ?

L'adoption de l'amendement Fanton remettrait-elle en cause la réforme des finances locales appliquée depuis le début de l'année dernière ?

Les impôts d'Etat appelés « principes » et « taxes » ont, au contraire, servi des objectifs socialistes que comme élément d'une politique urbaine vaste ayant pour but de faire sentir aux terrains de l'économie du marché.

Entre-temps, les grands principes de la réforme des finances locales de 1959 ont dû être profondément modifiés. La réforme de la patente votée à la fin juillet dernier par le Parlement sera très différente de ce qui avait été prévu. La future taxe professionnelle sera en effet établie sur des bases économiques et comptables. Les salaires, par exemple, qui ne peuvent être mariés avec les autres bases employées pour le calcul des autres impôts locaux et qui sont des valeurs foncières, vont être modernisés et commencer à fonctionner au début de 1976.

L'administration a donc été obligée de prévoir deux groupes de taxes foncières : l'un pour le département ; d'une part la taxe professionnelle, d'autre part la taxe d'habitation, ainsi que les taxes foncières (terrains à bâtir, mobilière, foncière, bâtie et non bâtie). Si tout se passe conformément aux prévisions des pouvoirs publics, les communes fixeront elles-mêmes, à partir de 1976, des valeurs foncières (prix de vente du bien), comme le propose M. Fanton.

Mais comme la réforme des finances locales ne sera pas achevée avant dix ans, on ne voit pas pourquoi il serait impossible, dès maintenant, de modifier une fois encore l'architecture de l'édifice si le Parlement pense que le coup de truelle de M. Fanton apporte une réelle amélioration.

ALAIN VERNHOLES.

Liberté de fixer les taux

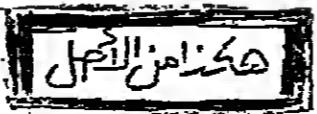
Pour clarifier, pour rendre plus de responsabilité d'initiative aux maires, une ordonnance du 7 janvier 1959 a donné aux collectivités locales la possibilité de fixer elles-mêmes les taux de chaque impôt et d'unifier ces taux. Pour mettre fin à l'absurdité d'un système fiscal basé sur des taux exorbitants et des assiettes ridiculement restreintes, elle disposait également que toutes les bases d'imposition seraient recalculées et que seules les valeurs locales seraient prises en compte.

La révision des valeurs foncières bâties et non bâties posait tellement de problèmes que son principe ne fut admis qu'en 1968 (loi du 2 février 1968) et que la révision elle-même ne fut entreprise qu'en 1970. Elle dura trois ans.

Les nouvelles valeurs locales tirées du recensement 1970-1973 des propriétés foncières bâties sont maintenant prises en compte dans le calcul des impôts directs locaux : taxe d'habitation et taxe foncière bâtie. De même, la taxe foncière non bâtie est désormais calculée d'après les renseignements tirés du recensement des propriétés non bâties effectués en 1961 et réactualisés — mal- hélas ! — en 1970.

(PUBLICITE) Tribune Socialiste QUELLE VOIE VERS LE SOCIALISME ? Crise du capitalisme, montée de la gauche en Italie, perspective de l'oppression franquiste en Espagne, révolution portugaise. En Europe du Sud LE SOCIALISME EST A L'ORDRE DU JOUR. Quelle crise du capitalisme ? Quels sont ses effets sur les travailleurs ? Quelles luttes mener aujourd'hui ? (contrôle, auto-éducation, comités de défense...) Quels objectifs intermédiaires ? Quelles alliances ? Aujourd'hui le P.S.U. vous propose ses réponses pour : Ouvrir un débat avec vous ; Confronter sa réflexion avec celle du P.D.U.P.-Manifesto Italien. VENDREDI 17 OCTOBRE - 20 h. 30 Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor, Paris (5^e). FACE A LA CRISE QUELLE ALTERNATIVE ? Débat avec ROSSANA ROSSANDA membre de la Direction du P.D.U.P., directrice de « Il Manifesto » MICHEL MOUSEL, CHARLES PIAGET secrétaires nationaux du P.S.U. Un meeting PSU 9, rue Borromée - 75015 PARIS

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF BMW 25 rue Cardinet Paris 17^e 267-31-00 GAP WAGRAM



FINCIERE
libres opinions
E ILLUSI

Votre secrétariat est débordé?

**Nous arrivons demain chez vous...
Nous partons quand le travail est fait.**

Epidémie de grippe à la comptabilité?

**Nous arrivons demain chez vous...
Nous partons quand le travail est fait.**



Panique au service conditionnement?

**Nous arrivons demain chez vous...
Nous partons quand le travail est fait.**

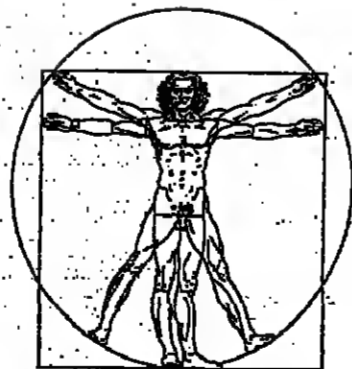
Un coup de main à l'atelier?

**Nous arrivons demain chez vous...
Nous partons quand le travail est fait.**



Chez Manpower, nous sommes tous entraînés à être efficaces dès notre arrivée dans votre entreprise et à nous intégrer très vite à votre personnel.

Qu'il s'agisse d'un travail très simple ou d'une mission très technique, il y a toujours parmi nous quelqu'un de qualifié pour le faire.



Nous venons seul, à plusieurs, en équipe encadrée, tout dépend de votre problème.

Nous arrivons très vite, souvent dans l'heure qui suit, demain matin certainement. Parfois même, nous arrivons de loin, détachés par un autre bureau de Manpower que celui de votre ville.

MANPOWER

Membre du **Groupement**



Club Commercial

sociologie de l'éducation

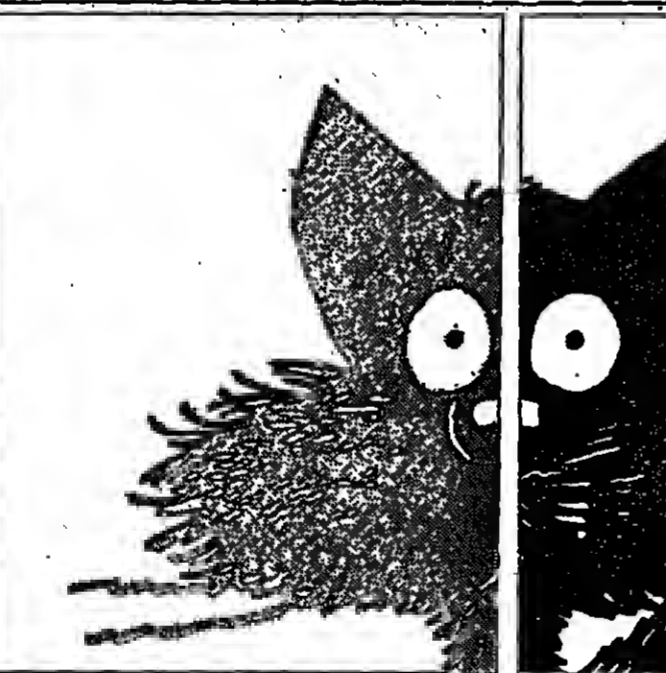
textes fondamentaux par A. Grés et H. Janne
COLLECTION "SCIENCE HUMAINES ET SOCIALES" série sociologie
LAROUSSE UNIVERSITE

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

Forme en 3 ans des Cadres Supérieurs de Gestion
Gestion commerciale - Finance - Comptabilité - Droit international - Statistiques appliquées - Informatique
17, rue des Suisses - 75014 PARIS - 531.35.43, 828.24.01

l'éducation sentimentale de Flaubert

le monde en creux par P. Cogny
COLLECTION "THEMES ET TEXTES" **LAROUSSE UNIVERSITE**



Photocopie ordinaire. Nouveau procédé 3M.

En photocopie, tous les chats étaient gris.

Pas seulement les chats, d'ailleurs. Les caractères aussi, et les dessins, et les photos, quand ils ne disparaissent pas purement et simplement. Aujourd'hui on peut trouver des chats et des caractères toujours noirs sur des photocopies; celles des copieurs 291 et 207 de 3M. Ces deux machines vous feront des photocopies aussi contrastées que l'original; et si l'original est un peu pâle, elles vous feront même une photocopie meilleure que lui. Elles vous feront aussi des signatures lisibles, des dessins et des photos qui seront des dessins et des photos. Ce petit miracle, c'est au nouveau système à froid 3M que vous le devez. Avec ce procédé, qui supprime le préchauffage, la première copie arrive immédiatement. Les 291 et 207 vous donneront de 1.000 à 10.000 copies par mois, et en plus de tous ces services, elles se permettent d'être compactes, fiables et de travailler sans bruit. Ces nouveaux copieurs, c'est 3M qui les a faits. 3M en a fait aussi beaucoup d'autres, toute une gamme, du 051 au VHS, pour répondre à tous vos besoins.

ÉDUCATION

La journée d'action de la FEN sur le chômage des jeunes

M. André Henry : la révolution est en germe dans l'éducation

La journée nationale d'action organisée le 13 octobre par la Fédération de l'éducation nationale pour le droit à l'emploi, le droit à la formation jusqu'à dix-huit ans et l'amélioration du service public de l'éducation nationale a été une journée « de réflexion et de propositions ». « Nous souhaitons prendre part au déroulement de la journée nationale du 4 octobre dernier organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T., mais celles-ci ont rejeté nos propositions en exigeant de nous, sur un point particulier des luttes revendicatives, un ralliement à leurs thèses et à leurs prises de position », a déclaré M. André Henry, secrétaire général de la FEN, aux quelques quatre cents délégués des quarante-quatre syndicats de la Fédération rassemblés à la Maison de la chimie, à Paris. En agissant ainsi, elles avaient d'ailleurs refusé de nous voir d'accord... Il faut mieux parler d'un constat d'échec plutôt que de rupture. Nous restons absolument pas étonnés d'une action revendicative commune et nous tombons d'accord sur les thèmes. »

LE MOUVEMENT REVENDICATIF DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE S'ÉTEND

Après les centres hospitaliers universitaires de Lyon, de Paris-Ouest et de Saint-Antoine (le Monde des 9 et 11 octobre), d'autres C.H.U. sont à leur tour touchés par des mouvements revendicatifs des étudiants hospitaliers. À Grenoble, à Rennes, à Tours et à Dijon, notamment, les étudiants de quatrième année (D.C.E.M. 2) refusent de remplir leurs tâches hospitalières. Soutenus par d'autres étudiants du second cycle, ils réclament une rémunération et l'établissement d'une charte de l'étudiant hospitalier. Les urgences et les perceptions de soins sont actuellement suspendues.

LE MOUVEMENT D'ACTION ET DE RECHERCHE CRITIQUES VEUT ÉLARGIR SON INFLUENCE

M. Antoine Bour, secrétaire national du Mouvement d'action et de recherche critiques (M.A.R.C.), proche de la C.F.D.T., a annoncé jeudi 13 octobre, au cours d'une conférence de presse, la mise en place prochaine d'un Collectif national d'initiative et de liaison (C.N.I.L.) dont le but serait la création d'un syndicat étudiant de masse. Ce collectif ne comportera pas seulement des membres du M.A.R.C., mais aussi à titre personnel des étudiants intéressés à des organisations nationales ou locales en accord avec les perspectives de lutte du M.A.R.C. Un journal national servira de lien entre les groupes locaux.

LE MOUVEMENT D'ACTION ET DE RECHERCHE CRITIQUES VEUT ÉLARGIR SON INFLUENCE

Diverses organisations syndicales (telles que la C.F.D.T.), politiques (P.S. et P.S.U.) et communales (Jeunesse étudiante chrétienne et Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) ont manifesté, selon M. Bour, leur intérêt pour cette initiative du M.A.R.C. Celui-ci appelle les étudiants à se regrouper dans chaque U.E.R. (unité d'enseignement et de recherche), dans chaque région, dans tout le pays, pour donner un coup d'arrêt à la politique gouvernementale, pour passer à l'offensive et construire le syndicat ontopolitain dont le mouvement étudiant a besoin », a conclu M. Bour.

MENTION TRÈS BIEN

« M. Bourdieu est mathématicien ! Je ne répondrai pas. » Cui ose ainsi qualifier M. Pierre Bourdieu, sociologue réputé, auteur des *Héritiers*, directeur d'études à l'École pratique des hautes études ? Un étudiant, M. Robert Bailion, en train de « plancher » devant ses examinateurs pour sa thèse de troisième cycle de sociologie sur le thème « Espace social et réorganisation psychosociologique ». (1) Il faut dire que l'examinateur n'avait guère été aimable. « Vous êtes présomptueux, insolent et arrogant », venait-il de lancer au candidat. Et encore : « Les propos que vous venez d'énoncer méritent l'avis de vous ceaser la parole. » Bref, pour M. Bourdieu, le travail du candidat était « Inimicidial », s'appuyant sur « statistiques périmées », « introduction à la comptabilité de théories mal assimilées ». Un autre membre du jury, M. Chombart de Lauwe, va pourtant prendre sa défense, seignant à l'inverse la richesse de l'étude. Il fera même renvoyer à son collègue : « Vous foulez le candidat. » Ce dernier a pris à quitter le prétoire, le gâché, quand le jury se retira p-délibérer.

CORRESPONDANCE

L'enseignement scientifique expérimental dans l'académie de Grenoble

MM. Pierre Julien et André Kahane, professeurs à l'université de Grenoble, responsables de l'expérience pédagogique S.E.S.E. (enseignement scientifique expérimental) de cette académie, nous ont adressé leur réaction à la suite de l'annonce publiée dans le Monde du 8 octobre et de la lettre en réponse de M. René Haby, ministre de l'éducation (le Monde du 9 octobre). Voici l'essentiel de leur lettre : (1) La libre intervention de la presse dans cette affaire a le grand mérite d'avoir un dialogue public entre M. le ministre de l'éducation et une équipe d'expérimentateurs en pédagogie qui désespèrent depuis longtemps d'être entendus un jour au ministère. Professeurs de cette ouverture pour exprimer notre étonnement. Il y a un an, le rattachement de l'E.S.E. à la direction des collèges nous donna enfin des interlocuteurs au ministère de l'éducation. Depuis janvier 1975, tous les projets d'extension de l'E.S.E. ont donc été élaborés avec la direction des collèges et ils ont été approuvés en juillet 1975 : les crédits d'autres affectés à l'E.S.E. devaient permettre l'extension de l'expérience à toutes les sections du collège d'enseignement secondaire de Saint-Jamier, et nous a-t-on dit, seules des difficultés administratives avaient retardé la notification officielle. Nous apprenons pour la première fois, grâce à la lettre de M. le ministre, que « certaines raisons » l'ont empêché à « limiter l'extension » à onze classes de cinquième (en fait, l'expérience portant sur deux ans, il ne s'agit pas d'une extension), ce qui est contradictoire avec les informations reçues jusqu'ici. Et ces raisons sont également en contradiction avec les directives

RELIGION

LE CHRÉTIEN DOIT TOUJOURS ÊTRE OÙ A LA VIOLENCE HOMME déclare l'évêque de Verdun

(De notre correspondant) Nancy. — Mgr Pierre F. évêque de Verdun, dans le numéro de l'Église de Verdun, plaide la progression de « la Phénomène », qui est le seul et c'est plus grave — d'ennemis qui recourent à la violence pour exprimer leurs critiques, aux camps de déportation, d'endoctrinement ou d'actions décidées par une hiérarchie, comme en témoignent le rapport d'Assemblée nationale. L'évêque de Verdun pour « Mgrs combien hypocrite il est le fait d'un régime d'endoctrinement pour la libération pour l'homme scandaleux encore quand il fait d'un régime qui se vante d'être chrétien. » L'évêque de Verdun ajoute : « Dans le cas de l'ultime dans la légitime à contre l'oppression armée, le bien doit toujours être opposé à la violence, même si le service d'une juste cause. »

Pour ceux qui désirent s'orienter vers l'Expertise comptable

L'examen probatoire du D.E.C.S. constitue le 1^{er} étape vers l'Expertise comptable. Il ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce ou les professions libérales. Date prévue de l'examen : avril-mai 1976. Durée de la préparation par correspondance et selon méthode C.A.S. : 4 à 8 mois suivant temps disponible. Niveau conseillé : 1^{er} ou 2nd Bac. Aucune connaissance comptable n'est nécessaire. Brochure gratuite n° P 248 à Ecole Française de Comptabilité, Organisme privé, 2270 Bois-Colombes.

(PUBLI-CITÉ) FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS (1^{er} et 2^e degrés) Institut d'études linguistiques et phonétiques — Université Paris 7 (Institut des langues et littératures étrangères) — Université de la Sorbonne (Institut de la pratique pédagogique). (Dates de premier et de second niveau). Formules proposées : 1 h. 30 par semaine (samedi après-midi) ou 3 h. par quinzaine (samedi après-midi). Recrutage valable comme U.V. libre de la licence de Lettres Modernes. Début des cours : novembre. Réunion d'information : merc. 22 oct. 1975. Inscriptions et renseignements : Centre de Linguistique Française-Center 13, r. de Santeuil - 75005 Paris. Bureau 404. Tél. 707-93-19, poste 13.

150

Journal de l'ISO

JUSTICE

A L'INAUGURATION DE LA CITÉ JUDICIAIRE DE BRIEY

M. Jean Lecanuet annonce une réforme des tribunaux de commerce et une extension des conseils de prud'hommes

Inaugurant, mardi 14 octobre, la « cité judiciaire » de Briey (Meuse)...

boration entre magistrats professionnels et juges consulaires. Le ministre préconise sur ce point le perfectionnement d'un système...

palais de justice de Bayonne (« le Monde » du 19 septembre). Faisant allusion à l'affaire Chagnon-Charette...

Le garde des sceaux a particulièrement insisté sur la nécessité d'une réforme des tribunaux de commerce...

An sujet des entreprises en difficulté, le garde des sceaux a rappelé que la chancellerie a travaillé à une réforme de la loi de 1967 sur la faillite...

En rappelant les propositions du rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise, M. Lecanuet a déclaré que la chancellerie avait à faire en ce qui concerne la meilleure efficacité des informations fournies par les sociétés...

Les grandes entreprises peuvent répondre à une telle situation dans l'état actuel de la législation.

Le ministre a, d'autre part, affirmé qu'il convenait de poursuivre l'amélioration du statut des actionnaires et de favoriser, en particulier, les actionnaires établis...

Les grandes entreprises peuvent répondre à une telle situation dans l'état actuel de la législation.

DÉFENSE

Parlementaires socialistes s'inquiètent de l'installation du Pluton près de Montbéliard et Belfort

Jacques Chirac, premier ministre, a reçu, lundi 13 octobre, une députation de parlementaires socialistes...

ENTRETIENS FRANCO-BRITANNIQUES A LONDRES SUR LA PRODUCTION D'ARMEMENTS

Le ministre de la défense, M. Yvon Rigault, est en visite officielle à Londres...

L'arrivée des porte-avions à Toulon

L'AMIRAL BOURDAIS : pour moitié les forces navales du monde se trouvent en Méditerranée.

Jean Labasse l'espace financier

ARMAND COLIN

CEGOS advertisement with various job listings: Directeur Financier et Administratif, Chef de Produit, Directeur de l'Exploitation, Chef des Fabrications, Concepteur-Rédacteur Senior, Contrôleur de Gestion.

JUSTICE

Le Mouvement d'action judiciaire soutient le magistrat de Béthune

« L'acte courageux du juge de Charette a démontré à ciel ouvert que la justice n'a jamais réprimé qu'une seule classe sociale, indique le Mouvement d'action judiciaire dans un communiqué publié lundi 13 octobre, les détracteurs du pouvoir dans l'entreprise refusent de rendre péniblement des comptes alors qu'ils tuent plus de trois mille personnes par an.

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

« Le MAJ demande dès maintenant à être reçu par la garde des sceaux pour lui demander quelles dispositions il entend prendre pour mettre fin au scandale des moyens de détention « provisoires » ; il entend dans l'immédiat lui communiquer les dossiers de quelques-uns de ces quarante mille cas surprenants ».

N.D.L.E. — A l'occasion d'un communiqué publié, jeudi 2 octobre, sur cette affaire, M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, avait estimé que le motif avancé pour justifier l'incarcération du directeur de l'usine Euilès-Gourdrans-Dérivés était « apparu surprenant ».

Les poursuites contre l'ancien juge d'instruction du crime de Bruy-en-Artois

Le ministère de la justice se défend de vouloir « persécuter » M. Henri Pascal

Après l'annonce de l'inculpation, pour violation du secret professionnel, qui doit être signifié le 22 octobre, à M. Henri Pascal, par M. Georges Le Saout, président de la chambre d'accusation de Rennes, M. Grilly, avocat du plaignant, M. Pierre Leroy, s'est défendu, lundi 13 octobre, de vouloir « s'acharner » contre le premier juge d'instruction de Béthune. « L'inculpation du juge Pascal ne constitue pas une recherche pour nous », a-t-il déclaré.

« Nous avons trouvé inadmis à préciser de son côté M. Grilly, ancien magistrat, qui était le croisé de ce dossier, de n'avoir pas conséquemment pu occuper, comme il le prétendait, le rôle de la victime de la violation du secret professionnel. Ceci amènerait l'opinion publique à faire pression sur les magistrats afin qu'ils ne rendent pas de non-lieu en faveur de M. Henri Pascal ».

M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, a eu une réaction identique : « Le juge Pascal, a-t-il dit, n'est pas persécuté par le ministère de la Justice. Je ne suis pas poursuivi pour cause disciplinaire devant la Cour supérieure de la magistrature. Je n'ai rien fait dans cette nouvelle affaire. C'est celui qui a inculpé qui se retourne maintenant contre lui ».

Quant à M. Henri Pascal, inculpé en raison d'un article paru dans le journal « Paris-Match » du 24 septembre 1974, et faisant état de pièces du dossier de l'affaire de Bruy-en-Artois, il a rétorqué : « Il y a des gens qui ont jugé opportun de ne pas poursuivre. Il y en a d'autres qui ont jugé opportun de poursuivre. Je fais donc partie de cette deuxième catégorie ».

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Au nom de la loi

Les quatre journées passées en prison par M. Jean Chapon, directeur de l'usine Euilès-Gourdrans et Dérivés, incarneront sur la décision de M. Patrice de Charette, juge d'instruction à Béthune, ont relancé les polémiques autour de trois thèmes : les accidents du travail et la responsabilité de l'employeur, la discrimination devant les tribunaux, les droits et devoirs des magistrats. Le fait que M. Chapon soit directeur d'usine, et que M. de Charette soit un jeune membre du syndicat de la magistrature, a donné à cette « affaire » un aspect franchement politique.

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

« Le MAJ demande dès maintenant à être reçu par la garde des sceaux pour lui demander quelles dispositions il entend prendre pour mettre fin au scandale des moyens de détention « provisoires » ; il entend dans l'immédiat lui communiquer les dossiers de quelques-uns de ces quarante mille cas surprenants ».

N.D.L.E. — A l'occasion d'un communiqué publié, jeudi 2 octobre, sur cette affaire, M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, avait estimé que le motif avancé pour justifier l'incarcération du directeur de l'usine Euilès-Gourdrans-Dérivés était « apparu surprenant ».

Sous le titre, « la justice captive de la politique », l'éditorialiste de *RIPARCÉ* déclare : « Que trop de magistrats soient soumis à certaines influences est contraire à certaines idées de l'époque — y compris les plus réductibles en matière politique, nous l'avons dit depuis longtemps observés, mais il ne semble pas que ce soit ce manque d'indépendance qui préoccupe le plus les magistrats du chef d'entreprise et ses pairs. Non, ces magistrats « engagés » veulent jeter par-dessus bord la « justice bourgeoise » pour lui substituer (nous chargeons à peine) une « justice populaire », parente de la justice paritaire — et socialiste ».

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

« Le MAJ demande dès maintenant à être reçu par la garde des sceaux pour lui demander quelles dispositions il entend prendre pour mettre fin au scandale des moyens de détention « provisoires » ; il entend dans l'immédiat lui communiquer les dossiers de quelques-uns de ces quarante mille cas surprenants ».

N.D.L.E. — A l'occasion d'un communiqué publié, jeudi 2 octobre, sur cette affaire, M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, avait estimé que le motif avancé pour justifier l'incarcération du directeur de l'usine Euilès-Gourdrans-Dérivés était « apparu surprenant ».

FAITS DIVERS

A Nice

UNE SEPTUAGÉNAIRE EST ASSASSINÉE A COUPS DE COUTEAU POUR 11 FRANCS

(De notre correspondant.) Nice. — Une femme de soixante-neuf ans, Mme Henriette Borja, a été tuée de huit coups de couteau, dans son appartement du Vieux-Nice, par un jeune homme à qui elle refusait de l'argent. M. André Dattiches, dix-neuf ans, dont les parents habitent en Belgique, a reconnu les faits. Au moment de son arrestation, il avait dit qu'il avait sur lui le porte-monnaie volé à sa victime : il contenait 11 francs.

Après un an de recherches LES AUTEURS D'UN HOLD-UP DE 1 MILLION ET DEMI DE FRANCS A VITROLLES SONT ARRÊTÉS

Les auteurs d'un hold-up commis le 26 septembre 1974 dans un hypermarché de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) et dont le butin s'élevait à 1 million et demi de francs ont été identifiés et arrêtés par la police. Celui qui apparaît comme le chef de la bande, M. Louis Bardin, vingt-sept ans, domicilié rue Balguieu à Paris (14^e), a été retrouvé à la prison de Fresnes, où il était incarcéré depuis juin dernier pour port d'arme prohibée. Grâce à son épouse et à ses parents, qui exploitent un magasin à Marignane (Bouches-du-Rhône), il avait, semble-t-il, fait passer à Paris un passeport et un permis de conduire. Dans le coffre qui renfermait ces biens, la police a également retrouvé pour 20 000 francs de pièces d'or qui pourraient provenir d'une agression commise au avril dernier chez une personne âgée de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) et qui avait rapporté 1 500 000 francs en or, valeurs et bijoux. M. Bardin a été également mis en cause dans un vol à main armée commis dans un bureau de poste, à Saint-Victor (Bouches-du-Rhône).

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

« Le MAJ demande dès maintenant à être reçu par la garde des sceaux pour lui demander quelles dispositions il entend prendre pour mettre fin au scandale des moyens de détention « provisoires » ; il entend dans l'immédiat lui communiquer les dossiers de quelques-uns de ces quarante mille cas surprenants ».

N.D.L.E. — A l'occasion d'un communiqué publié, jeudi 2 octobre, sur cette affaire, M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, avait estimé que le motif avancé pour justifier l'incarcération du directeur de l'usine Euilès-Gourdrans-Dérivés était « apparu surprenant ».



DANS LA PRESSE PARISIENNE

LIBERATION : la porte à toutes les manifestations.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE : les manifestations.

« Ce secret est en fait le secret de police. Connu du parquet, donc de la chancellerie, il est connu de toutes les manifestations. Par en haut, l'affaire Brigitte Devière, à Bruy, a mis en lumière le rôle du parquet. L'Etat a porté ouverte sur le secret, pas la peine de nom de quel le juge est mandaté. En l'occurrence l'opinion publique. La loi n'est pas la loi, le secret ne provoque aucunement scandale que dans un certain nombre de cas fort limités. A savoir ceux qui occupent des positions sociales importantes et qui peuvent faire jouer tout un réseau de relations ».

« Qui veut à respecter, et cret ? Pourquoi ? La bourgeoisie qui peut aller acheter les élastiques, mais pas plus que les affaires jugées à la faire biter. Il n'y a pas d'inculpation parce qu'il n'y a pas de responsabilité. On a fait un rapport anonyme et commandant bien anonyme et commandant bien anonyme : la fatalité. Qu'un certain nombre de magistrats refusent aujourd'hui faire les complaisances de son judiciaire est l'indice des difficultés que la bourgeoisie de gauche a dominé. Car, dans les cas n'est pas simplement de l'inculpation, c'est la peine en cause. Ce qui inquiète la bourgeoisie, ce qui inquiète les sanctions qu'elle exerce (même lorsqu'il s'agit de la bourgeoisie) est que la bourgeoisie ne sache pas qui sont les masses ».

L'HUMANITE : l'hypocrisie d'un secret.

POUR FUHR LA JUSTICE.

LE PARISIEN LIBRE : le procès d'une justice paritaire.

« Pour échapper à la police, une famille de cinq personnes s'est cachée pendant trois mois dans les bois de Sennecey, à quatre kilomètres d'Anney (Haute-Savoie). C'est le père, M. René Barbier, trente-sept ans, qui a été pris pour abus de confiance, et avait entraîné dans cette aventure son épouse et ses trois enfants âgés de quatre, six, dix ans et sept mois. La famille vivait dans un appartement de deux pièces, louant dans un camionnette de location de M. Barbier avait substitué à sa entreprise. Alertés par un promeneur, les gendarmes sont intervenus et ont conduit la famille dans le foyer d'accueil d'Anney. Présumé un parquettier, M. Barbier a été remis en liberté. Aux yeux des dames qui l'avaient arrêté, il était un homme à l'air sérieux, qui avait travaillé dans le commerce et qui était un homme à l'air sérieux. A-t-il donc gardé pour lui des éléments qui pouvaient entrer dans le fameux dossier ? (...)

L'AUBRE : une confusion savante.

« Le juge Pascal opère une confusion savante et a déjà fait à plusieurs reprises et qui n'a pas manqué d'abuser l'opinion. A l'instinct, il avait la vision de ceux qui veulent maintenir la justice dans un huis clos favorable à l'effacement des affaires pénuriques. Et la démagogie fleurit sur ses lèvres : justice pour les riches, etc. Il annonce aussi qu'il a été tout à fait gardé pour lui des éléments qui pouvaient entrer dans le fameux dossier ? (...)

Jean Botherel, dans LA VIE CATHOLIQUE constate que la décentralisation des pouvoirs dans l'entreprise est souhaitée

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

Pour Christine Cottin, dans L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste, « en accordant au juge de Béthune la responsabilité de la sécurité des usines, on ne fait que porter sur la place publique le lourd dossier des accidents de travail et de la responsabilité patronale, ouvert depuis longtemps par les syndicats et les partis de gauche. L'effet-choc de la condamnation de corps risque d'obliger les dirigeants à regarder avec un peu moins de détachement les problèmes d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise ».

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

André Dumas, dans REFORME, souligne que M. de Charette, en son âme et conscience, a voulu saisir tout le personnel de l'usine de sa responsabilité, et qu'il a été obligé d'envoyer, froidement, un nouvel ouvrier prendre la place d'un homme mort, devant la machine qui vient de tuer.

« Une fois de plus, l'injustice de la justice est flagrante : au mépris de la loi, des milliers de décrets, « provisoires » sont actuellement ordonnés à l'encontre de femmes et d'hommes n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, soit actuellement quarante mille décrets et affectivement cent mille personnes par an.

Donnez votre nom à cet immeuble.

Location ou achat.

L'entrée, c'est la vôtre. L'hôtel, c'est la vôtre. Les ascenseurs, ce sont les vôtres. L'implantation des bureaux, c'est la vôtre. Les heures d'ouverture, ce sont les vôtres. Les heures de fermeture, ce sont les vôtres. Le gardien, c'est la vôtre. Le parking, c'est la vôtre. Le nom de l'immeuble, c'est la vôtre. Immeuble, c'est la vôtre.

Rues 705-57-10 et demandez Eugénie Marchand. Elle vous dira tout ce que vous ne savez pas sur cet immeuble. Elle vous enverra un descriptif détaillé pour réfléchir à tête reposée.

1800 m² de bureaux, 1, rue du Pré St-Gervais, Paris 19^e.

Personne au-dessus, personne au-dessous, personne à côté, c'est l'avantage d'être chez soi.

OGEF

168, rue de Grenelle, Paris 7^e - TEL. : 705-57-10.

JP 11/10/75

CARNET

Naissances

— Chantal Quarret, artiste chorégraphique de l'Opéra de Paris, et Christian Brault ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille... — M. et Mme Jean-Marie Le Né et leur fille Anne-Marie ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Claire...

Marriages

— M. et Mme Jean Daniel, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants Bernard et Marie-Anne...

Décès

— M. et Mme Marc Alexandre et leurs enfants, Mme Gaston Claus, M. et Mme Jean Lindenfeld et leurs enfants...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Henri CAROL, commandeur de la Légion d'honneur, pionnier de l'aviation, membre des Vieilles Tiges, ancien directeur de la société Marcel Dassault...

— M. Michel COLLET, son épouse, Mme Véronique Collet, sa fille, Mme veuve Julia Troff, sa mère, M. et Mme Jean Troff, leurs enfants...

CHEMISES à vos MESURES 130 F JACQUES DEBRAY 31, bd Malesherbes - ANI 15-41

— On nous prie d'annoncer la disparition de Marguerite ROUSSELET, qui fut sténographe de presse au "Temps", puis à "l'Aurore", décédée dans sa soixante-quatrième année...

— M. Roger DEMORY, né Germaine Combettes, rattaché à l'Etat en sa sixante-septième année, muni des sacrements de l'Eglise, le 10 octobre 1975...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Yvonne Hopp, sa tante...

— Mgr Jacques Le Cortier, évêque de Saint-Denis, Les prêtres de Saint-Denis, M. et Mme Alphonse Levasseur, leurs enfants et petits-enfants...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. Jean ALEXANDRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu après de cruelles souffrances le 13 octobre dans sa quatre-vingt-deuxième année...

— M. et Mme Marcel Poliak ont la tristesse de faire part du décès survenu le 9 octobre, dans sa quatre-vingt-neufième année, de leur père, M. Jean FERRERET...

— M. et Mme Bernard Demory et leur fille, L'administrateur principal des affaires maritimes de Mme Jean-Philippe Bloch et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

— M. et Mme Jean-Louis Girard et leur fille Nathalie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger DEMORY...

LETTRES

LE GÉNIE DU COQ-A-L'AI

(Suite de la première page.) Même espèce de fascination perplexes devant le péronisme pourtant moins décisif et intimidant qu'est mai 1968. Le lundi 6 mai, pour être précis, tandis que son cabinet lui glisse des télé sur les banquettes et les blessés du quartier Latin, le ministre de la culture d'alors envisage les réactions d'un visiteur devant la contestation étudiante mondiale...

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques:

SAINT-SIMON ET SON SYSTÈME POLITIQUE

Les rapports, plus ou moins étroits, des écrivains avec la chose publique ont fait l'objet d'un coup sur coup de deux communications à l'Académie des sciences morales et politiques. Après M. René Seroussi, qui avait traité de « Stendhal diplomate », M. Georges Polsson, conservateur en chef des musées de l'Île-de-France, est venu présenter le système politique du duc de Saint-Simon...

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi 15 OCTOBRE

8, 5 - Bibliothèque Paul Morand, Arnaud, Histoires, Mémoires, M. Leconte, M. Adr. Picard, Talan.

VENTES

2 - Babelot, Bons meubles. - 3 - Bons meubles, M. Libert, S. 4 - Bons meubles, M. Pescheux, S. 5 - Livres anciens et modernes, M. Vidal-Migot, Orly, M. Delorme, S. 6 - Tableaux, Mobil. M. René Claude, Boisgarnaud.

HERMINE

COUTURE & FOURRURES. Collection d'hiver et Cardin-Venet-Ricot-Lapins-Lavin-Desaires 211, rue St. Honoré - Paris 1er

SOLDES

du 3 au 25 octobre inclus sur ORFÈVRE CRISTALLERIE PORCELAINÉ de 20 à 40% COMPTOIR CARDINET la plus grande bijouterie de Paris 188 à 192, rue Cardinet Paris XVII angle avenue de Clichy téléphone : 627.62.22

LA RETRENTE UNIVERSITAIRE CHEZ ARMAND COLIN

Armand Colin advertisement for university courses. Includes text: 'Bachelier : cours de physique. Aujourd'hui le meilleur cours de physique dont puisse rêver un étudiant...' and 'Introduction à l'informatique. Structure et programmation des ordinateurs...'.

150

S DU COQ-A

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Des circuits économes

Pour la première fois, la France a organisé la conférence de recherche européenne sur les composants électroniques à l'état solide (ESSDERC) qui, pour sa cinquième édition, eut lieu à Grenoble du 8 au 12 septembre. Les précédentes avaient lieu en alternance en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale.

Plusieurs domaines de recherches ont fait l'objet de communications. Par exemple, le « modelling », c'est-à-dire la façon d'établir des systèmes d'équations qui permettent de prévoir le fonctionnement d'un circuit où l'on a intégré sur quelques millimètres carrés plusieurs centaines de composants élémentaires. De nombreuses commu-

nications concernant l'« opto électronique » voient naître de l'avant, où l'on assiste actuellement à un véritable foisonnement d'idées.

Il a aussi été beaucoup question des C.C.D. (Charge Coupled Devices, dispositifs à couple de charge électrique). Inventés il y a tout juste cinq ans, les C.C.D. font actuellement une entrée en force dans l'électronique industrielle. Il n'est pas certain qu'on puisse tout faire avec les C.C.D. Mais à constater la variété de leurs utilisations (imagerie, lignes à retard, filtres, enregistrement d'images) on ne voit guère d'appareil électronique tant soit peu complexe où ils ne puissent trouver place.

POINT DE VUE

Recherche et démocratie

par EDOUARD LABIN (*)

DANS le Monde du 9 juillet 1975, M. Roger Godement a développé, avec une pugnacité inhabituelle, la thèse connue selon laquelle la science, en vertu d'une éthique interne, obligerait ceux qui le servent à assurer eux-mêmes la moralité de ses applications. En particulier, les savants devraient refuser toute recherche à des fins militaires, et les grands organismes de l'Etat qui, telle la Direction des recherches et moyens d'essai (D.R.M.E.), leur commandent de telles recherches moyennant finance seraient des « pourrisseurs de la science ». Je voudrais soumettre cette idée, aujourd'hui très répandue, à un examen critique.

La paix. Qui ne la souhaite ? Qui pourrait trouver à redire à ce que la science ne serve qu'elle ? Et pourquoi... Ce n'est pas si simple. Pour

commencer, les connaissances sont fondamentalement ambivalentes et peuvent servir à tout, à mourir autant qu'à vivre. Fallait-il ne pas inventer la merveilleuse pénicilline parce qu'elle a facilité la conduite de la guerre ? La fission de l'atome, d'où est sorti un monstre exterminateur, fut découverte au cours de recherches purement civiles qui s'inscrivaient dans l'évolution inévitable de la science atomique, elle-même pilier de toutes les autres sciences. Le radar est issu aussi naturellement des impulsions sur ondes ultra courtes que la coupe sort des légumes, et les impulsions sur ondes ultra-courtes faisaient partie du programme nécessaire et bienfaisant de l'électronique. Il suffit d'ingénieurs et d'argent pour exploiter en tous sens, militaires compris, les connaissances élaborées par la science.

LES C.C.D. : DES COMPOSANTS A PRESQUE TOUT FAIRE

Le développement de l'électronique, depuis l'invention du transistor, a toujours été sous deux contraintes : la taille finie de la lumière, et le chauffage par effet Joule. Le résultat de la première contrainte est la limite théorique de la vitesse de la lumière (300 000 kilomètres par seconde). Seul le développement de la seconde contrainte, l'effet Joule, a permis de dépasser cette limite théorique, et de réduire les dimensions des composants à des valeurs voisines de celles des circuits intégrés.

Apparaît alors la seconde contrainte, l'effet Joule : un circuit traversé par un courant chauffe, et si les dimensions deviennent trop faibles, cette chaleur s'évacue malaisément, la température monte, et le semi-conducteur se dégrade.

On peut éviter cet inconvénient en diminuant les courants électriques, mais on ne peut descendre trop bas. Le transistor classique est fondamentalement un dispositif de commande d'un courant par un autre. Les variations du premier induisent des variations du second — qui peuvent être beaucoup plus importantes, d'où pouvoir amplificateur du transistor. Mais il faut que les variations des courants soient supérieures aux fluctuations aléatoires du bruit ; ce qui impose un seuil minimal.

La technologie MOS (métal-oxyde-silicium) a permis de s'affranchir en partie de cette limitation. Dans le transistor MOS, les variations de courant qui traversent le silicium semi-conducteur sont commandées par une tension électrique, ou plutôt par les charges électriques que cette tension fait apparaître dans une électrode métallique qu'une mince couche d'oxyde isole du silicium. Le courant pilote est supprimé, le courant piloté peut être plus faible, ce qui réduit le chauffage et autorise une intégration plus poussée.

Le fait d'émettre l'eau d'une largeur d'émission, le troisième piston, resté levé, empêche tout retour en arrière. L'eau circule de proche en proche à une vitesse déterminée par le rythme des pistons. Et si l'on s'est arrangé pour que les différents creux ne soient pas tous également remplis, cette diversité de remplissage subsistera au cours de la progression de l'eau.

ce l'impulsion et sera différente pour les 1 et les 0 binaires. Les paquets progresseront le long du C.C.D., et les impulsions réapparaîtront à la sortie dans l'ordre où elles sont entrées, à un bon d'un temps qu'il est facile d'ajuster et qui peut atteindre une seconde.

Ainsi utilisé, le C.C.D. est une ligne à retard. Si on renvoie à l'entrée les impulsions recueillies à la sortie, elles tourneront continuellement à l'intérieur du C.C.D. On aura alors une mémoire.

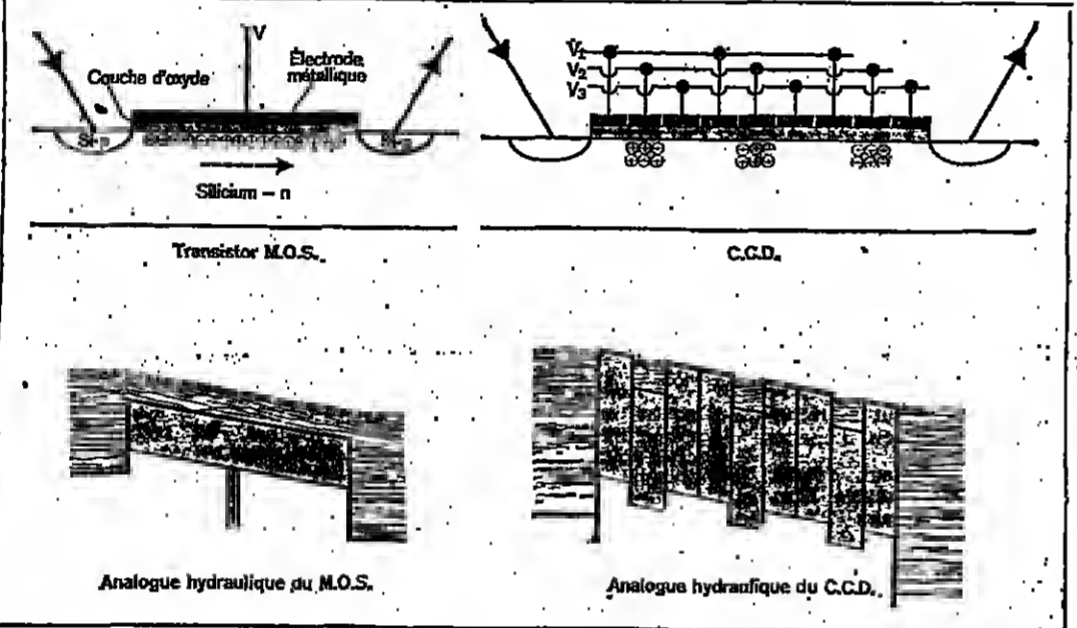
Pour que les impulsions soient correctement transmises, il faut

Au lieu de faire entrer les paquets de charges un à un, on peut les engendrer à l'intérieur du C.C.D., en éclairant. En chaque point, on créera plus ou moins de charges électriques suivant l'intensité de l'éclairage. Le circuit conduira toutes ces charges en respectant leurs positions respectives ; à la sortie, on recueillera un signal dont l'intensité sera le résultat de la somme des variations d'éclairage ; exactement ce que doit fournir une caméra de télévision.

On voit donc quelle variété d'emplois peut trouver un C.C.D.

Les 1 et les zéros

Revenons à l'électronique. Un C.C.D. — au moins dans sa ver-



Comme le transistor MOS, le C.C.D. est un cristal de silicium qu'une mince couche d'oxyde isole des électrodes métalliques. Deux impulsions de silicium d'un type différent permettent l'entrée et la sortie de charges électriques qui, attirées par l'électrode, vont se déplacer à la frontière du silicium et de l'oxyde. La division de l'électrode en plusieurs sections permet, dans le C.C.D. de briser le flux continu de charges

en plusieurs paquets et de bloquer leur mouvement, ce qui n'aura lieu que lorsqu'on change les tensions appliquées aux diverses sections de l'électrode. On contrôle ainsi la vitesse de déplacement des charges, et non plus seulement leur débit. Dans les analogues hydrauliques, la hauteur des pistons joue le rôle des tensions et l'eau remplace la charge électrique.

Et si l'on parcourt par aucun courant ? A proprement parler, il n'y a pas de courant, donc pas de chauffage par effet Joule, ce qui pendant le bref instant où la différence de tension entre deux électrodes voisines change de signe, et où les charges qui étaient collectées sous l'une passent sous l'autre, l'échauffement est négligeable, et l'on est ainsi affranchi d'une des principales contraintes qui s'opposent à l'intégration de nombreux composants dans un petit volume.

De l'eau qui coule

Imaginons une rigole permettant l'écoulement de l'eau entre deux bassins, et dont le fond soit plat ; un piston permet de le lever plus ou moins. Comme position de la surface libre est pratiquement fixée par les hauteurs d'eau dans les bassins, en levant plus ou moins le fond, on va laisser plus ou moins de l'eau, et donc commander le débit. C'est ainsi qu'une tension électrique commande le courant piloté d'un transistor à effet de champ.

Pour aller plus loin, divisons le fond de la rigole en plusieurs sections, ce qui nous permettra d'ajuster indépendamment. Si l'on monte certaines d'entre elles jusqu'au niveau de la surface, on n'a plus d'écoulement entre les bassins, simplement on a isolé un certain mètre de la rigole d'eau.

En abaissant régulièrement les différents pistons de commande, on peut faire descendre cette surface le long de la rigole, et sans l'aider se mélangent. Le résultat le plus simple est de diviser l'ensemble des pistons en groupes de trois ; dans chaque groupe, un piston est abaissé, ce qui crée la flaque d'eau. En levant et en abaissant simultanément le piston suivant, on

la plus simple — se présente comme un circuit MOS, dont l'électrode métallique a été divisée en un grand nombre d'éléments reliés en alternance terminaux ; la tension appliquée à chaque élément varie de manière régulière. On envoie à l'entrée du circuit une série d'impulsions électriques calibrées — qui peuvent représenter par exemple les 1 et les 0 d'un nombre binaire. Chacune de ces impulsions sera transformée en un petit paquet de charges électriques, dont la valeur globale dépendra du niveau

que leur fréquence soit adaptée à celle des tensions appliquées aux électrodes. En terme d'analogie hydraulique, il faut qu'elles se présentent quand le premier piston est abaissé. Il se trouve que tout signal électrique, si complexe que soit sa forme, peut être ramené à une somme de composantes qui ont chacune une fréquence bien définie. Quand un tel signal complexe est appliqué à un C.C.D., les composantes ne sont pas également transmises ; on peut ainsi modifier la forme du signal et réaliser des filtres.

Du silicium « dopé »

Le C.C.D. n'est cependant pas une solution universelle. D'abord, il n'a pas de pouvoir amplificateur, contrairement au transistor. En outre, ce qui a été précédemment décrit est un C.C.D. idéal, qui transfère sans aucune perte les paquets de charge. La réalité est moins simple ; à chaque transfert, quelques charges restent en arrière et iront s'ajouter au paquet suivant. D'autre part, le silicium « sécrète » des charges électriques supplémentaires qui s'ajoutent aux paquets de charge quand ceux-ci n'ont pas la taille maximum que leur permet l'architecture du système.

Entre l'invention des C.C.D. et leur industrialisation, le gros des efforts a porté sur la réduction de ces deux causes de distorsion. Un progrès important a été accompli en « dopant » le silicium par des impuretés appropriées qui ont pour effet d'écartier les paquets de charge de la surface qui sépare le silicium et l'oxyde. Les charges sont alors plus mobiles et l'efficacité du transfert est meilleure.

Maurice ARVONNY.

7 formation continue

Le Service d'Education Permanente de l'Université Paris VII organise deux stages.

<p>un stage :</p> <p>ÉNERGIE ET SOCIÉTÉ</p> <p>à l'intention des ingénieurs et cadres des secteurs énergétiques</p> <ul style="list-style-type: none"> — La Crise d'approvisionnement. — Evaluation des sources et systèmes énergétiques mondiaux. — Choix énergétiques et société : industrie, agriculture, transports, habitat, alimentation, environnement. — Equation énergétique française. <p style="text-align: center;">Du 3 au 7 novembre</p>	<p>un stage :</p> <p>SUBSTANCES ÉTRANGÈRES DANS LES ALIMENTS</p> <p>à l'intention des ingénieurs et techniciens supérieurs des industries alimentaires, chimiques et laboratoires.</p> <p>Etude des additifs, mycotoxines, résidus, contaminants... présents dans les aliments.</p> <p>Analyse des causes et des effets des substances étrangères, à la fois du point de vue scientifique, technologique, économique et social.</p> <p style="text-align: center;">Du 3 au 7 novembre</p>
--	---

Renseignements et inscriptions : 2, place Jussieu, tour 45-46, 2^e étage.
Tél. : 336-25-25 - 325-12-21, postes 56-63 et 57-90.

EN TOUTE LOGIQUE

JETS D'EAU

PROBLEME N° 55

Un récipient cylindrique vertical de 4 m de hauteur est plein d'eau. Trois trous identiques sont percés sur une même verticale, respectivement à 1 m, 2 m et 3 m du sol.

Quels sont les comportements des jets au début de l'expérience ? Touchent-ils le sol au même point ? Sinon, comment s'ordonnent les points de chute par rapport au récipient ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques...)

SOLUTION DU PROBLEME N° 54

Où est l'erreur, dans la démonstration que la somme des angles d'un triangle vaut 180°, sans utiliser l'axiome d'Euclide ?

En appelant X la somme des angles d'un triangle, nous avons implicitement supposé qu'elle est constante, quel que soit le triangle. Or, a priori, c'est à prouver. On peut en douter, d'autant plus que c'est manifestement faux, par exemple, en géométrie sphérique.

PIERRE SERLOQUIN.

(Lire la suite page 16.)

(*) Ingénieur-consultant dans les industries de la connaissance.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LE SAVOIR ET LES MACHINES

APPAREILS

Faire peur aux moustiques

Les dispositifs électroniques capables, en principe, de repousser les moustiques se vendent de mieux en mieux. Plus de deux cent mille exemplaires d'un modèle américain ont été achetés cette année.

ATMOSPHERE

Protéger l'ozone

La NASA vient de lancer un important programme d'étude de la stratosphère pour déterminer les effets de la pollution atmosphérique sur la couche d'ozone.

ENERGIE

Le charbon-gaz

La première usine de gazéification du charbon vient d'être mise en fonctionnement aux États-Unis.

LIVRES

L'Encyclopédie Alpha des peuples du monde, fascicule de vingt pages, tous les mardis. Edité en France par Laffont International.

TELECOMMUNICATIONS

Conférences en visiophonie

Des Parisiens et des Genevois ont plusieurs fois discuté ensemble au cours de la dernière semaine.

NUCLEAIRE

Pénurie d'ingénieurs ?

« Le manque d'ingénieurs et de techniciens familiarisés avec les techniques nucléaires représente un risque de freiner les réalisations dans ce domaine, si des mesures ne sont pas prises pour former du personnel technique compétent. »

Le rapport arrive à la conclusion que plus de 14 % des nouveaux ingénieurs américains travaillant dans l'industrie nucléaire en 1990, le nombre tombant en Europe à un peu plus de 10 %.

Recherche et démocratie

(Suite de la page 15.)

Où, indépendamment des conséquences, c'est là un point fondamental. Il n'y a pas de procédé plus anti-scientifique, plus vicieux, plus générateur des pires censures que celui qui consiste à juger de la valeur selon leurs conséquences et non selon les faits.

Les ressorts de la nature. Résumons. Il me semble juste de considérer que la science ne saurait avoir d'autre objectif que de chercher la vérité sur les ressorts de la nature et de l'homme.

ACTUALITÉ MÉDICALE

MULTINATIONALES, NOURRITURES INDUSTRIELLES ET SANTÉ DES NOURRISONS

La guerre du lait aura lieu

Les multinationales qui fabriquent du lait industriel pour bébés sont en pleine expansion. Elles devant les taux de naissance stagnants ou décroissants des pays occidentaux, ces sociétés ont cherché à coloniser de nouveaux marchés et se sont mises à suggérer l'abandon de l'allaitement maternel au profit du lait en poudre dans les zones d'explosion démographique du tiers-monde.

Le Herald Tribune, un responsable des Nations unies mais elles ont largement exploité la situation. « De fait, le marché étranger, c'est-à-dire essentiellement le tiers-monde, paraît particulièrement attrayant puisque la quotité américaine qui, à notre connaissance, n'a pas pu être démentie ni d'un récapitulatif des firmes multinationales mises en cause, avance des chiffres de vente de dix millions de tonnes de millions de dollars, et précise que « milk nurses » ou « sales appel » sont spécialement formés ; ce sont des sortes de publicitaires ra-

POINT DE VUE

Intérêts économiques et réalité scientifique

par ALEXANDRE MINKOWSKI (*)

LORS du congrès de l'Organisation internationale pour l'étude du développement humain, qui vient d'avoir lieu en Espagne sur le thème « Alimentation et développement », le professeur Rahja, pédiatre blochiste d'Helsinki, a démontré que seul le lait de femme convient aux prématurés, qu'aucun lait industriel modifié, actuellement sur le marché ou à venir, ne peut prétendre assurer à l'organisme un équilibre métabolique satisfaisant s'il ne se rapproche pas du lait de femme (c'est-à-dire contenant moins de 1,5 g de protéines pour 100 g et comportant un rapport caséine/lactalbumine de 40/60).

La courbe de poids pour qualifier l'excellence d'un lait. On sait bien que les courbes de naissance d'enfants nourris au lait de vache, donc au lait industriel (sel qui contient entre autres plus de sel que le lait maternel), sont plus ascendantes que celles de bébés nourris au sein. Cela n'est dû qu'à une rétention d'eau et de sel, et non à la vraie croissance, qui se juge, entre autres, par le bilan azoté, c'est-à-dire par ce que retient réellement l'organisme pour son développement.

Le terme ridicule d'hyper-alimentation, inventé par les Américains pour désigner la perturbation nutritive intrinsèque de leur lait, a été repris par le professeur de néonatalogie, directeur du centre de recherches biologiques néonatales et la maternité de Copenhague, Dr. Fogh.

destinée aux prématurés, ne peut apparaître sans danger à moins que des solutions intraveineuses trop riches en acides aminés ne soient utilisées. Si l'on rappelle, en outre, l'allaitement maternel est la meilleure alimentation possible ; le nouveau-né à terme (adjuvant psychologique, éléments protecteurs contre les infections, vitamines liposolubles, taux d'absorption du calcium inférieur, etc.), il va nous falloir une fois de plus entreprendre l'acte en faveur de l'allaitement maternel.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Vingt mille avortements ont été pratiqués dans les hôpitaux publics

L'attitude de l'opinion publique évolue dans un sens favorable à la contraception ; les cas de complications graves observés à l'hôpital du fait des avortements clandestins tendent à disparaître.

DERRIÈRE cette apparente rapidité se cache cependant une certaine insuffisance dans les moyens d'application. Les départements ne disposent pas de ce jour d'aujourd'hui d'un personnel suffisant. Sans doute faut-il voir là une conséquence de l'insuffisance chronique dont souffre la protection maternelle et infantile, qui devrait, selon le souhait de Mme Veil, avoir une place de choix dans l'action sociale.

Un peu partout, et surtout dans le tiers-monde, les grandes firmes industrielles ont entrepris de faire croire aux femmes que le lait vache modifié et qualifié à l'occasion de « maternité » est un supérieur à l'allaitement maternel. Il s'agit là d'un véritable scandale qui a été dénoncé avec force le 12 septembre, l'Internati Herald Tribune et contre lequel nous venons de protester à la télévision mexicaine, car l'Am qui est un des terribles de cette propagande.

Un peu partout, et surtout dans le tiers-monde, les grandes firmes industrielles ont entrepris de faire croire aux femmes que le lait vache modifié et qualifié à l'occasion de « maternité » est un supérieur à l'allaitement maternel. Il s'agit là d'un véritable scandale qui a été dénoncé avec force le 12 septembre, l'Internati Herald Tribune et contre lequel nous venons de protester à la télévision mexicaine, car l'Am qui est un des terribles de cette propagande.

EDOUARD LABIN.



Journal de la S.O.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

< La Course à l'échalote >

Pierre Richard est « cadre » dans une banque. Ponctuel, serviable, consciencieux. Trop consciencieux au gré de sa petite amie, Jane Birkin, shopaholic gâtée et serviable. Elle ne s'ennuiera pas longtemps. Une lâchetéuse affaire de malette volée transforme Pierre en intrépide chasseur de gangsters. Le voilà mêlé à la troupe de l'Alcazar qui se rend à Brighton pour une représentation de gala. Cent périls le menacent. Son innocence autant que sa malice lui permettant d'y échapper. Il triomphe naturellement, mais sa conception de l'honnêteté sort ébréchée de l'aventure.

La Course à l'échalote confirme cette ambition. On y trouve de l'intention, du mouvement, de la folie, quelques gags, inattendus, d'autres qui le sont moins ou qui ont déjà servi, mais que le réalisateur sait habilement remettre à neuf, une forme de comique qui doit plus à l'image qu'au dialogue. Il est clair que Zidi se souvient des grands Américains — de Keaton, des Marx Brothers, tout particulièrement — et qu'il s'est tiré profit de leurs leçons. Les froufrous et méandres des mesieurs-dames de l'Alcazar apportent au spectacle une note de pittoresque parisien. Et le couple formé par Pierre Richard et Jane Birkin force la sympathie. Lui, fidèle à ses amusements, à ses fausses maladroitures, à son mélange de tumulte-comambule. Elle, fantasque, pétilante, acidulée comme un bon bon anglais. — J. B.

LE DÉBAT SUR LA TAXATION DES FILMS « PORNOGRAPHIQUES » ET « VIOLENTS »

Vingt mille personnes en vivent...

M. Henry Zepheratos, dans la Société Internationale d'Études de Films à Distribution de Films « Érotiques » et « Pornographiques », nous fait parvenir la lettre suivante : Je suis d'accord avec l'article de Martin Evan et la position de la S.R.F. (le Monde du 9 octobre). Il faut cependant être plusieurs choses :

Je pense que ce n'est pas une mince affaire ; instaurer une censure économique, c'est efficace, mais cela mettra la production française dans une mauvaise position, créera du chômage et frustrera des millions de gens. Alors où est la violence morale ? Personne n'oblige quiconque à aller voir ces films, alors ?

1) Pour 240 000 spectateurs qui sont allés voir six grands films à Paris, 185 000 sont allés voir quatre films de violence (Rollerball) et de pornographie (Furies Porno, Histoire d'O et Gorge profonde), ceci sur les dix plus fortes entrées de Paris du 1^{er} au 7 octobre. Cela prouve qu'il n'y a plus de place pour des films de qualité est un mensonge. En province, il faut ajouter aux écrans qui passent des films tous publics les trois réseaux de trois chaînes de télévision. Alors !

2) Un tiers des films, prétend-on, en production sont portés en France. Ce tiers est composé de films qui viennent s'ajouter aux deux tiers existant et forment les 100 % de la production française. Il y a deux ou trois ans — donc il y a plus de temps que d'acteurs qui travaillent. Fermer ces productions l'an prochain, c'est créer des difficultés financières à près de 20 000 personnes (40 personnes par film minimum, soit 200 films, 5 personnes = 20 000 personnes).

3) Ce que vous dites concernant l'accélération verticale des monopoles des salles est tout à fait exact, c'est la loi de la concurrence pour ce qu'il en reste et la mort des salles indépendantes.

4) Enfin et surtout, c'est une brigade qui se réunit et qui se crée contre le public de ce genre de films et c'est une atteinte aux libertés fondamentales.

5) Il n'y a pas de raison si on « impose » ce film de taxes de 15 millions anciens pour long métrage ou 7,5 millions anciens pour moyen métrage que d'autres pays de la C.E.E. ou d'autres n'imposent pas la France (des films français) pour concurrence déloyale, etc.

6) Les grands prix du festival du cinéma indépendant qui vient de s'achever à Thonon-les-Bains, ont distingué deux films japonais : un court métrage, « The Sons », de K. Ando, et un long métrage, « My Very Private Hero », de K. Aza.

7) Le grand prix cinématographique du casino de Lyon-Charbonnières, Prix Jean-Cocottes, a été attribué à « l'Enigme de Kaspar Hauser », de Werner Herzog (R.F.A.).

8) Le cinéma hongrois, deux fois primé à Mannheim : Judis Tiek a reçu le prix du film documentaire pour « Egeyem szociet » ; Istvan Bacsai partage le grand prix (pour son « Voyage en Angleterre ») avec le Polonais K. Kisielowski (pour « Personne »).

9) En signe de protestation contre la décision annoncée au mois de juillet par le secrétariat d'État à la culture et confirmée récemment par M. Jean Mahes, directeur de la musique, de transférer l'orchestre ex-O.R.T.F. de Strasbourg à Metz, les députés socialistes de cette formation ont annulé le concert prévu pour le 27 octobre à Paris au cours du Festival d'automne.

10) Le dix-huitième Festival International du son aura lieu au Palais des congrès du 2 au 14 mars 1976.

11) TEMPLE DE FÉTEMONT 100, rue de Grenelle (7^e) Mercredi 15 octobre 1975 à 20 h 45 « JUDAS MACCHABÉE » Oratorio de G.-P. Haendel Jocelyne Chamolin, Gen. Micaela Bernard Planey, Jacq. Villaseca, Viollette Ley-Lepetit Solistes, chœur et orchestre Dir. : Edy Oulshuber Participation aux frais.

Galerie

AUTOUR DE LA BIENNALE

Paysages nouveaux et horizons intérieurs

Le Centre culturel américain, rue du Dragon, offre une des expositions les plus intéressantes des manifestations annexes de la Biennale : huit peintures appartenant au courant de peinture représenté au Musée d'art moderne par Bill Martin et George Taylor, également présents ici. Deux peintres, qui semblent pour le moins anachroniques dans ce contexte où l'image peinte n'a pratiquement pas le droit de cité, ne sont pas deux cas isolés : ils sont représentatifs d'un phénomène que l'on enregistre essentiellement en Californie du Nord, mais aussi à Washington, au Nouveau-Mexique, au Texas, au Louisiana.

Ces artistes se détournent résolument de l'abstraction, du concept et de l'impersonnalité pour développer une imagerie de connivence avec la nature, le ciel, les arbres. Une nature non pas visualisée à une échelle grandiose, comme on l'a souvent vu avec les peintres du paysage aux États-Unis, mais qui trouve refuge le plus souvent dans le petit format, un style lâché, des couleurs douces et lumineuses. Ils donnent à leurs œuvres l'aspect de miniatures, qu'il s'agisse de décrire le grand canyon du Colorado ou de vastes étendues arides.

Chaque peintre a sa façon recherchée d'argumenter convaincant, et, à des stades divers, à entraîner le spectateur dans sa réalité anti-urbaine, son monde d'avant ou d'après le civilisation, volontiers paradisiaque et plus souvent habité par des licornes que par l'homme.

A la lecture et aux lieux merveilleux eussent des ciels hantés et calmes de Sheila Rose, répond la

monde lunaire baignant dans une atmosphère de légendes de John-ten Meeder, les lions, girafes, antilopes et papillons aux ailes vraies (collées) de Kristen Mosler.

La souffie est plus spéculative avec Robert Fried qui montre dans ses aquarelles des crêtes enflammées, ou des coulées de lave se déversant sur une ligne de chemin de fer, dans un style caractérisé par un découpage aigu et zigzagant des formes. La vision prend un tour plus surréaliste chez Robert Moon, qui fait surgir les poissons d'un plancher ou d'un sol de rocalite, et fait planer un neqeur au-dessus de la mer.

Genevieve Breerette

* Centre culturel américain, 3, rue du Dragon, jusqu'au 7 novembre.

LE LAC DES CYGNES à Strasbourg

que Peter Van Dyk fut appelé par le directeur de l'Opéra du Rhin, son objectif serait de créer une pièce d'un haut niveau technique et de former lui-même ses étoiles. Sous des dehors es et discrets, Van Dyk est un homme exigeant, parfait à l'extrême, un romantique à la poigne de fer, qui force ses acteurs à aller jusqu'au bout. On peut mesurer les faits par sa troupe. Un en divertissement un peu de « Cendrillon », elle présente l'interprétation du « Lac des Cygnes » intelligente, nuancée, et plus intéressante que ces productions où des vedettes stériles viennent plaquer prestations d'étoiles sur les ans mécaniques d'un corps et indifférent. Ici, chaque rôle est directement concerné et se passe sur scène.

Un retour de bravoure. Sa version est un retour aux sources et une tentative pour éclairer la psychologie des personnages. Dans le premier et le troisième acte, ou plutôt de Siegfried, les évolutions des danseurs répondent à des motivations précises et prennent un relief inattendu : des relations affectives se tissent entre le prince, sa mère, son bouffon, les fiancés, les amis et les invités. Elles s'organisent en un véritable jeu de société où chaque geste, chaque déplacement devient nécessaire, évident.

Culture

partir du 15 octobre

VEAU PRÉAVIS DE GRÈVE DANS LES MUSÉES

appel des syndicats C.F.D.T., C.G.T., FEN, F.O. duariat d'État à la culture, les musées de France, réunion des musées nationaux et des services commerciaux des archives de France, de lecture (gardiens des musées historiques, surveillants, etc.), des écoles nationales d'art, seront en grève du 20 octobre.

Sabine Solié est l'héroïne : moelleuse à souhait, précise et musicale, avec un visage posthémique, elle développe ses variations sous diverses et précipitation. Le personnage météorique du Cygne noir convient moins à sa nature. Elle manque de mystère et a tendance à laisser tomber ses bras. Il lui faudra mettre plus d'accent dans ses enchaînements, qui manquent un peu de nerf. Mais si l'on pense qu'elle élabore pour la première fois le redoutable double rôle d'Odette-Odile, on imagine avec un plaisir anticipé ce qu'elle pourra en faire par la suite (1).

Le décor fonctionnel est de Robert O'Hearn, la direction d'orchestre de Charles Schwartz, soucieux à l'extrême de ne jamais presser les danseurs. Tout a contribué à faire de cette première strasbourgeoise un spectacle de qualité. Avec ses quarante artistes, le ballet de l'Opéra du Rhin tend à prendre place parmi les troupes de réputation internationale. Il en connaît les difficultés. La compagnie a fait état dans des tracts distribués au public de revendications portant notamment sur les salaires, le garantie d'emploi et la retraite. Elles rejoignent le problème plus général et encore non résolu de la condition du danseur en France.

MARCELLE MICHEL (1) En alternance avec Daniëlle Leschewa.

DU 1^{er} OCTOBRE AU 9 NOVEMBRE 1975 AU T.B.B. THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603.60.44 DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

PLUS QUE 20 FOIS RUFUS LE HÉROS NATIONAL « C'est simple, beau, délicat » (M. Coenot « le Monde ») RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel Sembat) LOCATION AU THEATRE, FNAC ET AGENCES

PREMIÈRE LE 16 théâtre de gennevilliers avenue des grésillois 92230 gennevilliers 793.21.63 LE PAVILLON AU BORD DE LA RIVIERE

MERCREDI ELYSÉES LINCOLN - QUINTETTE - 14-JUILLET

L'HUMOUR YIDDISH NOUVEAU DANS LE CINEMA AMERICAIN 38 FRANKENSTEIN JUNIOR, WOODY ALLEN. HESTER STREET FILM DE JOAN MICKLIN SILVER

Le Telephone Rose advertisement featuring a telephone handset and promotional text: 'On peut tout acheter par téléphone. Même une femme. Par téléphone rose, bien entendu. Un simple coup de fil et elle est là, belle, appétissante et... très chère. Mais si vous êtes une grosse société multinationale (hum!) vous pouvez faire passer cette call-girl sur les frais généraux et l'offrir en cadeau d'entreprise! Un cadeau qui peut bouleverser la vie d'un industriel de province, peu habitué à ce nouveau savoir-vivre... C'est le sujet du "Telephone rose" dont Edouard Molinaro a fait un film rose et noir où la comédie et la tendresse se mêlent à la cruauté et à l'humour, un humour à la Francis Veber. Un mot encore : la call-girl, c'est Mireille Darc. L'industriel, c'est Pierre Mondy. Formidables, tous les deux, comme Michel Lonsdale, Daniel Ceccaldi et Françoise Prévost.'

THEATRE ANTOINE
SIMONE BERBAU (036.72.71)

FRANÇOIS PERIER

LE TUBE



de **FRANÇOISE DORIN**

350^e

RECAMIER

KENNEDY'S CHILDREN

BOURSEILLIER

DERNIERE SAMEDI

EGLISE SAINT-GERMAIN
des mercredi 15, 22, 29
CYCLE MOZART
par le QUATUOR

VIA NOVA

MOULIERE - NAVARD
SABOURET - PIDOUX
Location : DURAND 280-21-78
Librairie Saint-Séverin 633-61-77



la péniche
canal saint-martin
tel. 205 40 33
un ferré peut en chercher un autre
ou un man show de Jean Paul Ferré
à partir du 7 octobre
à 20 h 30 sauf le lundi

CALENDRIER DES CONCERTS

Première audition intégrale
de l'œuvre pour orgue de

Franz LISZT
par
Jean COSTA
présenté par
Bernard GAVOTY

Les Chœurs des
Communautés Européennes
GARMINA BURANA
CARL ORFF
S. GERSZY - L. BEVUS

ORCH. PHILHARMON. EUROPEEN
Dir. Jean JAKUS

ANIS-MUSIQUE DE CHAMBRE
F. BOREAU, piano
I. BEJEAN, violon
G. LOEWENGUTH
Saxophone - Clarinette

La pianiste
CATHERINE COLLARD
Mozart, Debussy, Scriabin

Le Quatuor BERNEDE
INTERPRETE DES QUATUORS
BEEHOVEN
(Abraham - Felix SPECIAL)

J.S. BACH
MESSE EN SI
Joseph CHAMBRIN
Cécile WIEZ
Bernard PLANTY
Bernard ILLIS

CHEURS BACH
orchestre
P. RIVERTZ
Dir. : P. BOULOT

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. Lukas FOSS
Dir. R.-L. BELIER, J. WILLIAMS
Berlioz - Mozart - L. Foss.

ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. Zdzislaw MACAL
Szymanowski, Liszt, Debussy, Strauss

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
Orch. Nat. de France
FRANCE, DEBUSSY, RAVEL
Dir. Paul PARAY

CONCERTS DU MARDI

70 minutes
de musique sans entracte
Locations et abonnements :
PALAIS DES CONGRES
Renseign. : 754-27-01

TEP
théâtre national

coquin de coq
de SEAN O'CASEY
mise en scène GUY RETORE
du 10.30 au 30.11
17, rue Malte-Brun Paris 20^e
M^o Gambetta - tél. 336.79.09

CONCERTS
Radio France

ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. P.-M. LE CONTE
Séjols : Claude MAILLOL
Rachmaninov, Prokofiev,
Debussy, Villa-Lobos

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. Lukas FOSS
Dir. R.-L. BELIER, J. WILLIAMS
Berlioz - Mozart - L. Foss.

MUSIQUE BAROQUE ITALIENNE
ORCH. DE CHAMBRE
EGRESSES DE RADIO-FRANCE
Dir. Bruno AMADUCCI
Trioletti Concert
DALYRACON - MARCELLO
D. SCARLATTI - LICATELLI
VIVALDI (Gloria)

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Foudre aux yeux ; le Plus Heureux des Rois.
Fénelon, 20 h. 30 : Coquin de coq.
Fénelon, 21 h. : L'Arrestation.
Fénelon, 21 h. : L'Arrestation.
Fénelon, 21 h. : L'Arrestation.
Fénelon, 21 h. : L'Arrestation.

Les autres salles
Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Albatros, 21 h. : Sur le fil.
Athénée, 21 h. : L'Arrestation.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Grosse.
Carillon de Vincennes, Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Citrouille.
Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : Fagot d'or.
Centre américain, 21 h. : Balzac.
Charles-de-Boisfort, 20 h. 45 : le Triptyme.
Comédie-Carrousel, 21 h. 30 : Boaling-Boaling.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : les Femmes Jacquard.
Comédie des Miracles, 20 h. 30 : Pique-Soleil ; 22 h. : Astérix dans la tartare.
Danton, 21 h. : Monsieur Masure.
Edmond-Rostand, 21 h. : Vieux chez moi.
L'Épave, 21 h. : Jean's ou le Son d'Amica.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Bouley.
Hochet, 21 h. : le Cantabric.
La Gréyère, 21 h. : Satisfait dans un placard.
Le Lézardeur, 20 h. 30 : Ce soir, on fait les poubelles ; 22 h. : Sade ; 23 h. : Pando et Pido.
Madame, 20 h. 30 : Jean de Roche.
Maurice, 21 h. : Antigone.
Michelet, 21 h. 10 : Deux sur canapé.
Moderne, 20 h. 45 : École du Lac.
Montparnasse, 18 h. 30 : Romain.
Mouffetard, 20 h. 30 : Roger Rite.
Mouffetard, 20 h. 30 : Dymme et Pénelope ; 22 h. : Benoît Mary.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Olympie, 21 h. : Monsieur Klein et le Palais.
Palais Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Mardi 14 octobre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

La danse
Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 20 h. 45 : Ballets Roland.
Théâtre de Paris, 21 h. : La Zouzo.

Le jazz
Municipal, 20 h. 30 : Todd F.

Spectacles pour enfant
(Du 15 au 21 octobre)
Atelier de Chaudron, Car de Vincennes (528-97-04), 14 h. à 18 h. 30 : 4 masques et marionnettes.
Nouvel Carré (377-50-97), 14 h. : la Vallée de l'Or.
Théâtre Montparnasse (336-02-02), 14 h. 30 : le Tiro-cro-Flair.
Théâtre Présent (203-02-31), 14 h. 30 : le Grand V.
M. Pom.
Théâtre de Paris Floral, du château de Vincennes (528-97-04), 15-20, mar. et dim. 14 h. 30 : les Deux 505 maison du fond des bois.
Cirque à l'ancienne au Grand Carré (377-50-97), mar. dim. 15 h. 30 : Cirque G.
Cirque de Paris, terre-piton (377-43-57), mar. dim. 15 h.
Marionnettes du Luxembourg (46-47), mar. et dim. 15 h. 30 et 18 h. 30, sam. 15 h. : les Aventures de F.
Marionnettes André Vézina d'animation de Vincennes (19-80), mar., sam. et dim. le Choucroute au lieu.
Marionnettes André Rogiers, 13 (388-05-09), mar. 13 h.
Marionnettes André Blin, de Montreuil (253-23-24), me. Pouchette.

nom _____
adresse _____
dates (indiquer 2 dates possibles) _____
nombre de places à 25 F. _____
nombre de places à 15 F. _____
frais de location 1 F par personne _____
total _____
règlement ci-joint par chèque bancaire ou chèque postal 3 volets à l'ordre du FESTIVAL D'AUTOMNE 2, rue du Pas-de-la-Mule, 75003, tél. 278.10.00 joindre une enveloppe timbrée à votre nom, les billets vous seront expédiés 7 jours avant la première date indiquée.

20 octobre - 3 novembre
14 représentations

UTOPIA
d'après
ARISTOPHANE
mise en scène
LUCA RONCONI

HALL DE LA PINÈDE
PARC FLORAL DE PARIS 75012
20 h tous les soirs sauf le 27 octobre
25 F - 15 F moins de 25 ans et groupes de 10 personnes au moins

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS

PAUL MEURISSE



L'Autre Valse

de **FRANÇOISE DORIN**

T.L.S. à 20 h. 30
Sauf LUNDI
DIM. : 15 h. - 18 h. 30

PREMIÈRE MARDI 14

DU MARDI 14 OCTOBRE AU SAMEDI 1er NOVEMBRE 1975

18 h. 30

romain bouteille

THÉÂTRE DE LA PORTE ST-MARTIN

Roland Petit
avec
Le Ballet de Marseille
poursuit sa Saison triomphale
CARMEN - L'ARLÉSIENNE
6 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
Jeudi 16, vendredi 17 octobre, en soirée
Samedi 18 et dimanche 19 octobre, matinée à 15 heures et soirée

COPPELIA
du 21 octobre au 2 novembre
Location : Théâtre 607-37-53 et Agence

mercredi 15 octobre de 21 à 22h.
en exclusivité mondiale

tout le nouvel album
de Michel
Polnareff

RTL
sur

CHAillot
THÉÂTRE NATIONAL

FUTURISTIE
de Pierre Henry

du 16 au 18 octobre

OMPHALOS HOTEL
de Jean-Michel Ribes
mise en scène
Michel Berto

727-81-15

THÉÂTRE DE LA VILLE
ANIMATEUR-DIRECTEUR JEAN MERCIURE

8^e saison
28 octobre ouverture des spectacles 18 h
JULIETTE GRÉCO

5 novembre ouverture de la saison dramatique
ZOO
comédie zoologique, judiciaire et morale
de VERCORS mise en scène par JEAN MERCIURE

extension de l'abonnement
de 4 à 5-6-7 ou 8 spectacles

ZOO de Vercors - LA GUERRE DE TROIE N'AURA PAS LIEN de Giraudoux - L'ÉCHANGE de Claudel - BIEDERMANN ET LES INCENDIAIRES de Max Frisch - LES CRUCIFIXIONS DE SAINT-BARTHÉLÉMY de Claude Pline - BALLET RAMBERT - TANZ FORUM DE COLOGNE - BALLET DE L'OPERA DE HAMBURG.

abonnement 4 spectacles - minimum 3 dramatiques et 1 lyrique
- collectivités (10 personnes minimum) 58 F
- spectacle supplémentaire 14,50 F
- individuel 74 F - spectacle supplémentaire 18,50 F

RENSEIGNEMENTS - ABBONNEMENTS - ADHESIONS
dans le hall du théâtre de 11 h à 20 h, 2, place du Châtelet
documentation sur envoi du coupon ci-dessous : 16, quai de Gesvres, 75180 Paris Cedex 04 - tél. 887.35.39

M. _____
adresse _____

150

150

	La Semaine	La Semaine T.E.
FRES D'EMPLOI	84,00	39,70
Très d'emploi "France" (hors "annonces")	38,00	44,87
MANDES D'EMPLOI	7,00	8,63
OFFRES D'EMPLOI	68,00	76,89

ANNONCES CLASSEES

	La Semaine	La Semaine T.E.
L'IMMOBILIER	25,00	28,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,08
L'AGENDA DU MONDE	23,00	28,85

emplois internationaux

SOCIETE INTERNATIONALE DE CONSEIL EN ORGANISATION ET EN INFORMATIQUE

recherche de:

ingénieurs de formation supérieure

POUR RESIDENCE OUTRE-MER

CHEF DE PROJET EXPERIMENTE

- applications de gestion,
- animation de projets informatiques importants,
- encadrement d'équipes de réalisation.

référence MA

INGENIEUR INFORMATICIEN

- expérience de la réalisation d'applications informatiques de gestion, sur ordinateurs de moyenne et grande puissance,
- animation d'équipes, programmation COBOL,
- suivi d'exploitation.

référence MB

INGENIEUR SYSTEME

370-145 sous OS

- installation d'un centre informatique,
- conseil en système et en méthodologie,
- organisation de l'exploitation.

référence MC

INGENIEUR FORMATEUR

- cours de programmation et d'analyse,
- maintenance d'ordinateurs,
- expérience de la formation à l'informatique.

référence MD

POUR LE MAROC

INGENIEURS INFORMATIENS

- nationalité marocaine,
- formation supérieure,
- expérience souhaitée.

référence ME

Adresser C.V., photo et présentations en précisant la référence correspondante à :

PERSONNEL CONSEIL
G.CAM-SINORG
7, rue Royale - 75008 PARIS, qui est chargé de ce recrutement.

emplois régionaux

Directeur Industriel

LYON 100.000 Frs +

Entreprise industrielle, nous sommes le premier constructeur français d'appareils destinés à l'équipement d'installations frigorifiques, nous créons, auprès du Président le poste de Directeur Industriel. Directement rattaché à la Direction Générale, il aura sous son autorité la responsabilité des deux unités de production et des services fonctionnels de fabrication. Il aura pour mission l'organisation, la mise en place, la coordination et l'animation des méthodes industrielles dans l'entreprise.

Ce poste convient à un Ingénieur de haut niveau, formation Grande Ecole (A.M. Centrale ou équivalent) de 35 ans minimum, ayant de bonnes connaissances dans les domaines de la mécanique et des outillages. Il devra justifier d'une solide expérience de gestion et d'organisation d'unités industrielles à des postes de responsabilité.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Il s'agit d'une opportunité de carrière très intéressante pour un homme réellement tourné vers les problèmes d'organisation et d'industrialisation.

Merci d'adresser votre candidature avec rémunération actuelle, sous référence 194 CP, à notre Conseil

algeoe Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Boîte Postale 25 - 69130 ECULLY.

responsable service information et relations

80 000 Frs/an +

LA CHAÎNERIE DE CONSERVES ET D'INDUSTRIE DU DOUVE, regroupe et renforce ses services. Elle recherche un responsable commercial, de formation supérieure et possédant 4 à 8 années d'expérience en matière de communication ou de presse.

Rattaché au Directeur Général, ce responsable aura pour mission de concevoir et de mettre en œuvre une politique d'information et de relations internes (Assemblée Générale et Services) et externes (10 000 représentants et clients socio-professionnels). Il assurera une équipe d'environ 12 personnes : journalistes, Centre de Liaison de Travail, Responsable de Logement.

Envoyer C.V., photo etc. avec la réf. 2377/M
Le service adresse des candidatures à :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
5, rue Danton 92023 VANVES CEDEX 02

GTE SYLVANIA

en l'une des principales sociétés mondiales d'électronique, nous recherchons pour notre usine de MONTVILLE, près ROUEN

INGENIEUR COMMERCIAL

Responsable de la vente sur l'ensemble de l'Europe de CONNEXIONS POUR CIRCUITS IMPRIMES. Il assurera la prospection et le suivi des clients importants et le développement de nouveaux produits en coordination avec le bureau d'études.

De formation technique, le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience dans la vente internationale des composants électromécaniques, ou mieux, des connecteurs.

- Anglais courant exigé, allemand souhaitable.
- Déplacements très fréquents (80 %).

Ce poste convient à un homme dont la personnalité dynamique et évolutive permettra d'accroître notre pénétration sur le marché. Suivant ses capacités, il pourra ensuite occuper un poste de CHEF DES VENTES en FRANCE ou à l'étranger.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V., photo et présentations à G. BARABON, G.T.E. SYLVANIA, R.P. 20, 92710 MONTVILLE.

NOTRE LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (l'un des tout premiers sur le plan français) est résolument orienté vers l'EXPORTATION.

Nous cherchons un

médecin

responsable du secteur Amérique Latine

Afin qu'il puisse assurer le développement et l'élaboration scientifique et promotionnelle de nos produits, il est souhaitable qu'il connaisse bien l'Amérique Latine. La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà travaillé dans l'industrie pharmaceutique.

Le poste de travail se situe à Paris mais les déplacements sont fréquents. Envoyer C.V. et lettre manuscrite, n° réf. 1.208 à :

emgey conseil
12, bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY

GRUPE EUROPEEN RECHERCHE POUR SON ACTIVITE CARBURE DE TUNGSTENE AU PORTUGAL.

DIRECTEUR DES VENTES

CHARGÉ DE LA COMMERCIALIZATION, A L'ÉCHELON INTERNATIONAL, DES PRODUCTIONS D'UNE USINE (C.A. ENVIRON 20 MILLIONS DE FRANCS) ET DE L'ANIMATION D'UN RÉSEAU DE REPRÉSENTANTS ET D'AGENTS.

Ce poste implique :

- de témoigner de solides qualités d'initiative et de dynamisme ;
- de posséder (ou de pouvoir acquérir rapidement) une bonne connaissance de l'utilisation des carbures de tungstène ou, plus généralement, du travail des métaux ;
- de disposer d'une pratique courante de l'anglais (et si possible d'une deuxième langue étrangère, allemand ou espagnol) ;
- de prendre une résidence à Lisbonne (il sera nécessaire d'y séjourner environ 10 jours par mois).

Ecrire sous référence EE 207 AM
4, rue Massenet, 75016 PARIS.
DISCRETION ABSOLUE.

etap

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recherche

POUR SON AGENCE REGIONALE DE LYON

UN PHARMACIEN

POSTE D'AVENIR REQUÉRANT :

- Dynamisme, - goût de la vente, - Esprit d'initiative, Qualité de gestionnaire.
- Faculté de s'adapter dans une équipe déjà constituée.
- Expérience professionnelle antérieure non indispensable. Formation assurée par l'entreprise.

Ce poste nécessite des déplacements fréquents sur le secteur. - Voiture fournie.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations annonce n° 1415 PH
PUBLICITE LAROCHE
39, rue Fénelon, 92120 MONTRouGE
qui transmettra.

DIRECTEUR FINANCIER

SUD-OUEST 100.000

Première entreprise française dans la fabrication des luminaires d'intérieur, la Société - 600 personnes - recherche un Cadre Supérieur "à Gestion" - 35 ans minimum - diplômé d'études supérieures Grande Ecole ou Université, pour lui confier la gestion des affaires financières et du contrôle des budgets. Il sera également autorisé sur les Services Comptabilité, Informatique et du Personnel.

Plusieurs années d'expérience réussie dans la fonction sont indispensables, si possible dans une entreprise travaillant par collection annuelle.

26 Rue Marbeuf 75008 Paris
vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 57QM2.

Afrique francophone

CHEF DE MATERIEL

Une importante Entreprise de TRAVAUX PUBLICS recherche

CHEF DE MATERIEL, pour importante Agence de Travaux Routiers en Afrique Francophone

Ce collaborateur est destiné à assurer le commandement des services d'entretien et de réparation du matériel d'un grand chantier comprenant des terrassements et du génie civil industriel.

Ce poste exige une expérience professionnelle très confirmée ainsi qu'une connaissance du travail en AFRIQUE

Il est offert un niveau de rémunération très intéressant.

No 25871
CONTEXTE Publiés
20, avenue de l'Opéra
75001 Paris Cedex 01.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Assistant du Directeur

représentant l'entreprise en IRAK

La personne retenue sera responsable d'un chantier de montage de bâtiments industriels de 50 millions de francs.

Dans le cadre de son compte d'exploitation procédera au recrutement, promotion, licenciement, en fonction des impératifs du poste de service.

L'expérience acquise doit lui avoir permis de posséder une connaissance solide dans le domaine de la supervision, suivi, planification, coordination, gestion de chantiers de préférence à l'étranger.

La formation est du niveau CHAM ou KEP, autodidacte accepté.

La connaissance de la langue anglaise ou arabe serait considérée comme un atout supplémentaire. En raison du développement important des activités de la Société ce poste offre une opportunité réelle.

Rémunération : 80.000 F base de destination. Position cadre. Voyage payé par la Société chaque semaine pour un temps de repos de 2 semaines en France.

Adresser cur. vit. détaillé sous référence 1027 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

FORSHEDA France

(ROCHEFORT 17)

Entreprise multinationale d'origine Suédoise traitant le caoutchouc industriel, recherche :

Responsable des TECHNIQUES de Production et de DEVELOPPEMENT

Poste en création. Directement rattaché à la Direction Technique, il assurera en étroite collaboration avec l'Ingénieur des Ventes. Il sera responsable :

- de l'étude de nouveaux produits
- de l'élaboration des prix de revient
- de l'étude de nouveaux investissements
- de la centralisation des informations techniques.

Le candidat doit posséder une bonne formation de technicien supérieur. Une expérience de 3 à 4 années dans l'industrie du caoutchouc est nécessaire. Il doit lire et parler l'Anglais couramment.

Envoyer C.V. détaillé, en précisant présentations de carrière (réf. R. 7503) à

CENTRE DE SYNTHÈSE
10, rue de Laboulaye - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SUD BRETAGNE

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

FORMATION GRANDES ECOLES

AVANT 1 ou 2 ANS D'EXPERIENCE

LA FONCTION COMPRET :

- ETUDES D'ELECTRONIQUE POUR LE BUREAU
- ETUDES AUTOMATISME
- RESEAUX ELECTRONIQUES DANS LE DOMAINE AERONAUTIQUE
- ROLE DE CONSEIL POUR L'ATELIER D'ELECTRONIQUE
- ENTRETIEN ET PERFECTIONNEMENT DU MATERIEL.

CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND NECESSAIRE.

Ecrire avec C.V., photo rattachée et prêt à n° 84.606, **PUBLICITE LAROCHE**, R.P. 152-02, 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

emplois internationaux **emplois internationaux**

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Pour leur usine à vocation européenne située DEJON

LES LABORATOIRES WINTHROP recherchent

pour leur service fabrication

UN PHARMACIEN

ayant :

- un minimum 2 années d'expérience et capable d'assurer pleinement la responsabilité d'un service ;
- une connaissance de l'anglais parlé est indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae à : Direction des LABORATOIRES WINTHROP, R.P. 42, 91800 LANGEVIL.

Société Région Lyonnaise

recrute pour son service Recherche

DESSINATEUR

ÉTUDES II - PROJETEUR

NIVEAU B.T.S. - B.U.T.

Spécialisé dans la création de produits de grande diffusion.

Expérience souhaitée dans la conception de petites pièces fabriquées en grande série.

Ecrire avec C.V. détaillé et présentations, n° 26.029, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (2^e), qui tr.

OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,99

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	25,00	29,11
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	30,00	36,00
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,81

emplois régionaux

Vous êtes un Commercial de premier plan
vous avez le goût des contacts humains,
vous êtes un homme de terrain,
vous avez une connaissance de l'organisation des réseaux de vente.
Vous avez 5 ans de pratique de commercialisation des contre-plaques.
Vous avez des connaissances linguistiques, de préférence en allemand, puis, en anglais, Italien ou espagnol.
Vous avez 35 ans minimum.

DEVENEZ NOTRE CHEF DE VENTES

Nous sommes un fabricant de CONTRE-PLAQUES de l'OUEST
 Vous pourrez évoluer rapidement dans le poste en fonction de vos performances.
 Si vous pensez répondre à ces exigences
 Ecrivez en envoyant C.V., photo, prétentions et références sous n° 75.101

CEPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

TEXAS-INSTRUMENTS FRANCE
 recherche :

CADRE JURIDIQUE

qui aura la charge de traiter tous les problèmes d'ordre juridique d'une Société Internationale : (contrats, brevets, contentieux, assurances, assemblées générales...)
 Ce poste exige une expérience antérieure de plusieurs années avec de bonnes connaissances comptables et fiscales, et la maîtrise de l'anglais.
 Envoyer C.V. avec photo et prétentions à : TEXAS-INSTRUMENTS FRANCE, Directeur du Personnel - B.P. 93 Villeneuve-Loubet - 06271

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
 CREE UN SERVICE DE PROMOTION DES M.P.I. DE SA CIRCONSCRIPTION

L'ASSISTANT EN GESTION
 aura pour mission :

- la détection et l'analyse des besoins actuels ;
- la recherche de solutions avec les chefs d'entreprises dans l'atmosphère de leur gestion ;
- la mise en œuvre d'actions collectives (innovation, formation...)
- la coopération avec les autres instances de développement régional.

PROFIL : 30 ans minimum, formation supérieure (ingénieur, gestion).
 Expérience confirmée de responsabilité en entreprise ou cabinet-conseil.
 Bonne maîtrise de l'anglais et du français.
 REMUNERATION : 65.000-75.000 F selon compét.
 Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, réf. 770, à CEFAGI 29, avenue Kléber 57064 PARIS CEDEX 18.

INFOREX
 Systèmes d'Informatique
 recherche

Pour LYON et sa région

1 INGENIEUR COMMERCIAL

Nous voulons un homme de haut niveau, Informaticien, vendeur, connaissant le terrain.
 Adressez curriculum vitae et photo à Gérard CARDO, 10, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

ENTREPRISE SIDÉRURGIQUE
 recherche pour la province

DOCUMENTALISTE qualifié

Poste avec initiatives, Anglais et Allemand requis. Connaissances techniques souhaitées.
 Ecrire sous réf. 6287 à Pierre LICHOU S.A., 10, r. de Louvois 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
 recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

Pour la province
 CAIX-EN-PROVENCE (13190)

Solide expérience bancaire exigée

Adr. C.V. prêt, avec lettre man. et le n° 23366 à CONFESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

YVES ROCHER
 rechangeant

AUDIT INTERNE

Poste important rattaché au Vice-Président-Directeur Financier.

Mission : analyser tous les services de l'Entreprise, définir et mettre en place les procédures nécessaires à leur bon fonctionnement et à la fiabilité des informations (ce faire respecter et évoluer en fonction des besoins).
 Profils : Niveau études supérieures, 2 à 3 ans expérience minimum.
 Méthodique, précis, soucieux de l'efficacité, bons contacts.

Lettre manuscrite à adresser avec C.V., photographie, prétentions à : Laboratoires de Cosmétologie YVES ROCHER - Direction Financière, 8021 LA GACILLY.

DIRECTEUR DES VENTES

Recherché par Groupe Alimentaire National pour une de ses branches spécialisées installée dans l'est de la France.

Agé de 35 ans maximum.

Responsable de l'explication des Directeurs du Directeur Commercial, il prendra en charge la réalisation des Objectifs de l'Équipe de Vente, dans tous les secteurs de la Distribution. Parlant Français et Italien, bilingue, avec tact et réactivité, son expérience antérieure dans cette activité influera sur sa rémunération et l'évolution de sa carrière.

Candidature manuscrite avec curriculum vitae et photo sont à adresser au n° 7508 et le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75247 Paris.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'AMIENS
 développe son équipe de Cadres et Formation auprès des F.M.I. et Commerces :

DEUX CONSEILLERS D'ENTREPRISES
 (1 : Formation - 2 : Marketing)

- Expérience professionnelle (en Cabinet ou en entreprise) indispensable.
- Travail indépendant et enrichissant au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à : Jacques AURELIE - C.C.I. d'Amiens, 528, rue Saint-Paulien, 80045 AMIENS CEDEX - Direction absolue

Impte Société d'Assurances I.A.R.D.
 siège social à Paris recherche

2 JEUNES DIPLOMÉS
 (LICENCES EN DROIT - SCIENCES ECO. - ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE - INSTITUTEUR DES ASSURANCES.)
 Libérés rapidement
 Pour leur couler des postes vacants en province d'INSPECTEURS
 responsables de l'organisation, de l'animation et de l'encadrement d'un réseau d'agences.
 Leur formation sera assurée au siège.

Envoyer C.V. détaillé, précis, et photo à n° 33.729, CONFESSE Publité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

Importante Association de Tourisme Social recherche pour son service technique un **VEHICULAIRE** (1.100-175)

Directeur
 responsable dans le cadre d'un budget de 150 millions de francs
 Directeur du site à Paris

- L'aménagement, l'entretien et le bon fonctionnement du site.
- La gestion du personnel administratif et technique.
- La conception de l'animation et de la qualité des prestations offertes.
- Des relations extérieures.

Ce poste conviendrait à un homme (35 à minimum) ayant déjà exercé des responsabilités de haut niveau dans l'hôtellerie ou le tourisme.

Ecrire avec C.V. détaillé en précisant le salaire actuel au Service 129 PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail, Paris-2^e.

ANIMATEUR
 Pour équipement socio-culturel de quartier ;
 Animation, gestion, technique d'expression, expérience, polyvalence.

Ecr. C.V. prétentions, C.D.A.C. 29, av. Serrail, 94000-BELFORT.

L.A.M. MARSEILLE CH. BUDOÏSTE
 recherche
 un spécialiste qualifié ou en cours de qualification avec expérience. Situation géographique idéale. MAVAIS MARSEILLE n° 43.192.

Nous prions les lecteurs répondant aux **ANNONCES DOMICILIEES** de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de **"Monde Publicité"** ou d'une agence.

offres d'emploi

Distribution Fuel POUR CHAUFFAGE
 Les Ets JESEL & WIDEMANN
 250000 F
 et exploitation-entretien (C.A. 20 M.F.) rech. à PARIS et banlieue

Attaché commercial
 pour SUIVRE ET DEVELOPPER clientèle ADMINIS. de BIENS, STES IMMOBILIERES de la FRANCE, promoteurs, des assurances et des sociétés financières

EXPERIENCE TRÈS APPRECHIEE :
 - VENUE DE RUSSIE, problèmes de chauffage, introduction dans l'industrie, LA CLIENTÈLE DÉFINIE.

REMUNERATION INTERESSANTE

Lettre manuscrite, C.V., détails, salaire, photo, réf. 3204, à : sélection conseil 6, PLACE FERRIERES-PARIS 17^e

offres d'emploi

digital
 DIGITAL EQUIPMENT-FRAN Filiale du premier constructeur mondial de mini-ordinateurs

INGENIEUR COMMERCIAL

- une grande EXPERTISE TECHNIQUE en électronique et en Informatique
- une bonne connaissance des marchés des centres de recherches et laboratoires
- une expérience pratique de deux ans dans une fonction similaire,
- une réelle pratique de l'anglais parlé et écrit.

(Le premier mois de formation sera lieu dans un pays de la région)

Il faut envisager pour ce poste des déplacements fréquents mais de courte durée.

Envoyez votre C.V. sous référence LDP-Haberl de Rüdiger
 Digital Equipment-France
 18, rue Saurimén - Cannes
 Cédex L. 225 - 94533 RUE Cédex - 941 697

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE

digital

Les Laboratoires CILAG-CHIMIE
 créent leur équipe d'information médicale et en cherchent le responsable national

Nous sommes une filiale française du groupe Johnson & Johnson, l'un des 70 premiers groupes mondiaux : 35000 personnes au total, des activités diversifiées, plusieurs centres de recherche en Europe et aux USA, une expansion rapide et régulière, d'excellentes perspectives.

Nos produits majeurs seront prochainement mis à la disposition du corps médical et nous cherchons l'homme qui participera à la création de notre réseau de vente médicale, à sa formation, puis qui saura l'encadrer efficacement. Il prendra personnellement en charge, dans un premier temps, en plus de l'animation au plan national, le secteur région parisienne, avec 7 Délégués.

Sa solide expérience, son potentiel, ses qualités de manager doivent lui permettre d'accéder rapidement à une véritable Direction de la Vente Médicale, rattachée à la Direction du Marketing.

Une bonne connaissance de l'Anglais est très souhaitable. Rémunération attractive - Avantages sociaux.

généraliste CEGOS Adresser lettre man. et CV détal. précisant niveau actuel de rémunération à D. de LAFVIERE - SEL-CEGOS, 33, quai Gallieni 92133 SURESNES, sous réf. M/11.979. Discretion totale garantie.

IMPORTANTE SOCIETE TRAVAIL PUBLICS
 recherche

INGEN. D'AFFAIRES
 CONFIRME
 en POSTES EXTÉRIEURS
 Etudes, Réalisation et gestion.
 Minimum 3 ans expérience similaire.
 Déplacements possibles.
 Ecr. n° 2595 P.A.-SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE MULTINATIONALE
 DIVISION INFORMATIQUE
 recherche pour

- Région Nord (Lille)
- Région parisienne

INGENIEURS COMMERCIAUX (Ventes)
 Expérience mini-informatique, temps réel apprécié.

Adresser C.V. détaillé, précisant :
 - PUBLI-BENG, 10, rue Civile, 75010 PARIS, qui transmettra.
 INTERNET DE REEDUCATION TECH. EDUCATEURS
 SPECIALIS. EC. A.D.S.E.A., Centre de la Chimie, 3300 Joubert-Tours, Tl. : 246-60

BANQUE PRIVEE DE DEPOTS
 liée à un Groupe Bancaire important

sous directeur d'agence
 CLASSE IV - V

Outre une activité commerciale auprès d'une clientèle de particuliers, il aura en charge l'organisation administrative de l'Agence et l'animation du Personnel.

attaché commercial
 CONFIRME CLASSE III - IV
 pour clientèle d'entreprises. Diplômes professionnels appréciés.

Adresser candidature sous référence M 14 à Publicité ZEEGERS 149, Rue Saint Honoré 75001 Paris

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS
 recherche pour Usines Région Parisienne

2 INGENIEURS de FABRICATION
1 INGENIEUR d'ENTRETIEN
 Formation Grande Ecole d'Ingenieurs (Arts et Métiers, ECP...)

- La préparation à des postes de responsabilité de commandement sera faite par l'entreprise en fonction du degré d'expérience.
- Les qualités au moins virtuelles de chef et de gestionnaire sont indispensables.

Adresser CV et prétentions sous réf/13.544 à : **I.N.P.M.** 100, avenue Charles de Gaulle - 92822 NEUILLY S/SEINE

SESA
 Software et Engineering des systèmes d'informatique et d'Automatique, recherche

ingénieurs informaticiens
 débutants ou 1 an d'expérience.
 Formation Grande Ecole option Informatique ou universitaires D.E.A. Informatique.

Intégrés dans des équipes travaillant dans le domaine des systèmes et bases de données, ils pourront acquérir une forte compétence technique dans ces spécialités.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX.

Culligan FRANCE
 recrute

2 ANIMATEURS de VENTE

PROFIL :
 Ecole de Commerce + 2 années d'expérience

FONCTION :
 Recrutement, formation et animation d'une force de vente nationale.

Salaire après formation : 50.000 F + avantages sociaux.

Pour faire carrière dans le groupe, le futur animateur constituera le meilleur des travailleurs.

Ecrire CULLIGAN FRANCE - CH. GILVIER 4, av. Kennedy 75040 LES CLAYES S/BOISE

CHEF DE PUBLI.
 très grande expérience acquise auprès Am et Agences de tout premier Surtout disponible assurer fonction Directeur Serv Publicité-Promo des Ventes d'un An sérieux, offrir à son collaborateur en regard d'une responsabilité, des responsabilités.

Ecrire à GROU A/MARAS 41, rue François-Sauvage, 75002 PARIS, qui transmettra

MAISON D'EDITEUR
 recherche

REDACTEUR
SCIENTIFIQUE
 connaissance Féd. Méthode de parution l'Abonnés l'édition de 100000 à 150000.
 Ecrire à HAVAN COU 154, bd Maussion 75001 PARIS, sous réf.

50 de Documentation
 CACHAN (Hérault) de Sc. Rédacteur INGE. spécialiste électronique et Tél. de radio-télévis.

COMPTABIL
 PRINCIPALEMENT EXPERIMENTE

de préférence grande et de tout service public ou de tout service public ou de tout service public ou de tout service public.

Adresser curriculum vitae et photo à : Sach. Mathieu Assistant 20, av. Opéra, Paris-1^{er} Tél. : 00-45-87.

ingénieur des ventes

ONSANTI

Spécialiste 150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi
diagramme
leur commerce
al

SOCIETE ENVIRON 2000 PERSONNES
PLUS DE 100 INGENIEURS leader
techniques de pointe dans les domaines
instruments d'optique
et commandes hydrauliques
recherche

**2 INGENIEURS
GRANDES ECOLES**
en vue carrière future de direction.

ingénieur technico-commercial
matériel pour
industrie chimique
alimentaire

INGENIEUR GRANDE ECOLE
telle PHISIQUE, CHIMIE ou
SCIENCE SUPÉRIEURE chimie, ayant 2 à
5 ans d'expérience spécialisée
mesures analyses ou mesures
fluides, soit comme utilisateur
soit comme fournisseur dans
industrie chimique pharmaceutique
ou pétrolière alimentaire.

NOTRE DIRECTION
DU MARKETING
recherche

un spécialiste prix
(réf. C. 47)
pour mission la définition d'une politique
prix, l'étude et la mise en œuvre de nouveaux tarifs
à l'usage des clients avec les Directions Financières
et Juridiques.

**un spécialiste
prévisions plans**
(réf. C. 48)
pour calcul du chiffre d'affaires et contribution étroite
des plans de Marketing à court et moyen termes.
2 postes très vivants, au cœur même de la stratégie
à l'intérieur en liaison avec le siège international
à Londres et l'agence à Paris.

Monsanto
Pour son département
PLASTIFIANTS du P.V.C.
recherche

**ingénieur
des ventes**
Nous souhaitons recruter un ingénieur-
chimiste de 27 ans minimum ayant si
possible la double expérience laboratoire
de recherche appliquée matières plasti-
ques et vente (2 ans environ).
Connaissance de l'anglais indispensable.
Il visitera une clientèle industrielle sur
l'ensemble du territoire national.
Pour recevoir informations complémentaires
écrire sous référence 420 N

egor
5, rue Meyerbeer
75009 Paris

PURIE
PREMIER MARQUE
GRATUIT DE LA VIE
PARISIENNE
recherche pour son réseau commercial

ORGANISATION
DE LA PRODUCTION
dans le cadre de son développement
MAYNARD
CONSEILS INTERNATIONAUX
EN ORGANISATION
recherche

INGENIEURS
Grandes Ecoles
COMPÉTENCES EN : gestion industrielle
ordonnancement
entretien
Une expérience de responsabilité dans
l'un de ces domaines serait appréciée
à l'effet de contacts humains
à l'effet de contacts humains
à l'effet de contacts humains

**société
conseil
informatique**
(effectif : 120)
Pour faire face à notre développement, nous recherchons dans
notre département

2 INGENIEURS
Mines, Centrale, A.M.,...
ayant déjà concrétisé leur intérêt (stages,
formation complémentaire, courte expérience)
dans l'un des domaines suivants :

**directeur
général**
Groupe industriel français à vocation interna-
tionale, nous sommes amenés à engager pour la
plus importante de nos sociétés un nouveau
patron.

**CHEF DES VENTES
RADIOLOGIE**
RATTACHE À LA DIRECTION GÉNÉRALE
possibilité promotion ultérieure

**INDUSTRIE
MATIÈRES PLASTIQUE**
C.A. annuel : 180 MF
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS
CREE, à PARIS, le poste de

selection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

**Transport, Trade
Facilitation and
Customs Questions**
The International Chamber of Commerce,
the world business organization with mem-
bers in more than 80 countries, requires a
Lead for its secretariat for transport, trade
facilitation and Customs questions.

technip
Engineering pétrolier
et pétrochimique
Rueil-Malmaison
**ingénieurs
confirmés**

**IMPORTANT GROUPE PÉTROLIER RECHERCHE
POUR LE SERVICE JURIDIQUE SECTION IM-
MOBILIÈRE DE SON SIÈGE SOCIAL, A PARIS**

JURISTE
FORMATION JURIDIQUE DE BON NIVEAU
(LICENCE, ÉCOLE DE NOTARIAT, etc.), AVEC
CONNAISSANCES DES QUESTIONS IMMO-
BILIÈRES

**INDUSTRIE
MATIÈRES PLASTIQUE**
C.A. annuel : 180 MF
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS
CREE, à PARIS, le poste de

**CHEF DE MARCHÉ
EMBALLAGES
POUR PRODUITS ALIMENTAIRES**

ALLIS-CHALMERS
MANUFACTURE FRANCE
**DIRECTEUR DES
VENTES - FRANCE**

selection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

**GROUPE INTERNATIONAL
Siège Paris Ouest**
recherche

**INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**
pour son
DEPARTEMENT INDUSTRIE

**Très important Groupe Multinational
SPECIALISTE MATERIEL ELECTRO-
MECANIQUE ET ELECTRONIQUE**
recherche

SALES MANAGER
130.000 F. +
Il s'agit pour mission principale, avec
15 collaborateurs jeunes et dynamiques
de développer, sur l'ensemble de la
France, les ventes des produits tels,
que contacteurs, relais, minuteries, cellu-
les photoélectriques, etc., essentiellement
auprès des industries de la machine-outils
et du conditionnement, des ingénieurs
et des distributeurs.

**Le Bureau de Représentation d'une
IMPORTANTE BANQUE
AMÉRICAINNE**
recherche

**ADJOINT DU REPRÉSENTANT
POUR LA FRANCE**
Ce poste, qui implique des responsabilités immé-
diates et des perspectives ultérieures intéressantes,
nécessite :

**Importante Société
Produits Alimentaires**
recherche un
**Chef de Produit
HEC-ESSEC-ESC...**

selection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

ATION
EN
ANIMATEURS

Handwritten note: 15/10/75

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur commercial

COMPOSANTS ELECTRONIQUES
Notre entreprise, filiale d'un groupe international, aborde une nouvelle phase de son développement...

CHEF DU SERVICE COMPTABLE

Nous sommes importateurs de matériel de jardinage, filiale d'une Société Allemande (C.A. : 30.000.000 de francs)...

professionnels de la vente

Vous réintégrer une Société et un Produit à la hauteur de votre expérience. Nous recherchons des ATTACHÉS COMMERCIAUX rompus aux finesses de la négociation commerciale...

DES INGENIEURS SPECIALISTES POMPES

En bureau d'études, fabrication, essais ou exploitation vous avez acquis une solide connaissance des pompes centrifuges. L'ingéniering et la construction nucléaire vous attirent...

Important Groupe International leader dans sa branche

Directeur de sa filiale France. Double formation marketing gestion au plus haut niveau. Le poste implique la responsabilité de la politique commerciale de la Société et la gestion de la production à travers les responsables des établissements...

Importante Institution de Retraite des Cadres en expansion continue, recherche

Adjoint à Chef Comptable. Le candidat devra avoir reçu une formation supérieure (Licence ou diplôme équivalent), et être titulaire du D.E.C.S. Une expérience de gestion est souhaitable.

Gestion du personnel commercial

Importante Société du secteur mécanique, 15.000 personnes, nous fabricquons et nous vendons en France et à l'étranger. Nous sommes le Pouvoir de Responsabilité de la Gestion du Personnel et Commandant. Rattaché à la Direction du Personnel...

demandes d'emploi

44 ans, formation Grands Bords complétée stages management et produits liquides. Anglais - Arabe - Italien. Expérience professionnelle acquise auprès de cabinets d'experts-comptables anglo-axons et de sociétés américaines...

demandes d'emploi

REVEILLON-COMPTABLE, niv. D.E.C. et 2 a. exp. en expertise, ch. empl. An. franc. ou France étr. Ecrire au n° 77.358, à 1, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

INGENIEUR COMMERCIAL

36 ans, parlant français, anglais, allemand, italien. 15 années d'expérience dans la distribution. Recherche province de préférence, poste stimulant. Préférences : 110.000 francs annuel.

SOLÉNOLOGUE

45 ans, cherche emploi. Recherche emploi, ch. empl. An. franc. ou France étr. Ecrire au n° 77.358, à 1, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

INGENIEUR METALLURGISTE 40 ans

Grande école d'ingénieurs, complétée par stages de gestion. 14 ans d'expérience des problèmes de fabrication en métallurgie et électrometallurgie des ferreux et non-ferreux.

EXPORTATION

10 ans d'expérience des marchés étranger (Proche et Moyen-Orient) de l'électronique. Je serai prêt à mettre mes compétences au service de votre entreprise.

EMPLOIS et CARRIERES

26, rue du Fdg-Poissonnières 75010 PARIS. Ettablissement Financier quartier ETOILE recherche pour son Service production et réalisation des contrats collaborateurs

BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE recherche pour PARIS

CADRE JURIDIQUE spécialiste droit des sociétés avec orientation Affaires Internationales (Docteur en D.E.S. Droit Privé) Conditions exigées : 2 ans minimum dans un Cabinet spécialisé en droit des Affaires et si possible dans une entreprise exportatrice.

DISPONIBLE ACTUELLEMENT SUR LA MARCHE

DIRECTEUR COMMERCIAL GÉNÉRAL. Lignes Ventes, Comp. et Distribution. Production Industrielle Automotrices et Chimiques. 17 ans exp. Stds Internationales et Françaises. 5 LANGUES

UN MAECOIN

30 ans, expérimenté, très bon vendeur, très bon relationnel, très bon gestionnaire. Recherche emploi, ch. empl. An. franc. ou France étr. Ecrire au n° 77.358, à 1, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

acheteur « liquides alimentaires »

Importance Centrale d'achat Produits ALIMENTAIRES recherche un ACHETEUR « liquides alimentaires ». Le poste consiste à : une bonne connaissance du marché fournisseur national et international et une bonne connaissance des produits.

Société Industrielle de Services 1000 personnes, C.A. 50 milliards

textile DIRECTEUR GENERAL PARIS - ANGLAIS PARLE. De formation technique ou commerciale supérieure et âgée de 35 ans au moins, il aura dans ses pratiques de ses connaissances approfondies d'administration et de participation ainsi que de sa capacité d'innovation par plusieurs années d'expérience de fonctions de Directeur Général et premier ou second.

X - INFORMATIQUE DE GESTION

33 ans - 8 ans exp. (3 de cab. organ. conseil), Dynam. dans les contacts avec le client, maîtrise de l'inf. banque, compt. gén. et anal., production, gestion de grande échelle, exp. recherche posts. serv. des études en direction de grands projets.

UN MAECOIN

30 ans, expérimenté, très bon vendeur, très bon relationnel, très bon gestionnaire. Recherche emploi, ch. empl. An. franc. ou France étr. Ecrire au n° 77.358, à 1, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

BANQUE PRIVÉE (B)

recherche CADRE 36 ans minimum. Expérience Gestion Portefeuille et Bourse pour fonction particulièrement commerciale. Emissions - Titres - Relations Institutionnelles.

PROGRAMMEURS COBOL

LAUT. B.T.S. ou équivalent. Libérés obligations militaires. Envoyer C.V. et photo et références à : Y.C.A. - PHOTOCOPIES ANNONCES - 3, RUE STANISLAS, PARIS 11E

POUR MIEUX VOUS SECONDER

51 CADRES sans emploi REACTUALISENT LEURS CONNAISSANCES DANS LES FONCTIONS ADMINISTRATIVES FINANCIERES TECHNIQUES COMMERCIALES

UN MAECOIN

30 ans, expérimenté, très bon vendeur, très bon relationnel, très bon gestionnaire. Recherche emploi, ch. empl. An. franc. ou France étr. Ecrire au n° 77.358, à 1, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

UN PUPITREUR I.B.M. 3

2 ans d'expérience. Adressez curriculum vitae sous n° 21734, CONTEXTE PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, Paris-9e

ORGANISATEUR

Etudes sup., d'organisation, 31 ans, actuel occupant poste important, possédant exp. en électrotechnique, informatique, sociologie et formation rech. poste stable à resp. de red. un organis. France et étranger. Ecr. No 4.063, le Monde, Pub. S. r. des Italiens, 75027 Paris-9e.

UN MAECOIN

30 ans, expérimenté, très bon vendeur, très bon relationnel, très bon gestionnaire. Recherche emploi, ch. empl. An. franc. ou France étr. Ecrire au n° 77.358, à 1, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.P. M. 1/50

Voir notre immobilier et autres rubriques en page 25

immobilier

appartements vente

Rive droite
MUTTE, Standon,
Grand standon, 120 m x 4 m,
serv. à eau, 600.000. Tur. 77-61.

appartements vente

RUE DE MONCEAU
Grand standon, 120 m x 4 m,
serv. à eau, 600.000. Tur. 77-61.

appartements vente

NEUILLY-CHEVY, Imm. nat.
de 4 à 6, 250 P, 3/4 P, 4/5 P.
L'INCOUCATEUR LAORANGE
30, r. Pasteur, 215-23/24
L.V. de 2.000 F/m, LAB. 5/32.

appartements vente

NEUILLY-CHEVY, Imm. nat.
de 4 à 6, 250 P, 3/4 P, 4/5 P.
L'INCOUCATEUR LAORANGE
30, r. Pasteur, 215-23/24
L.V. de 2.000 F/m, LAB. 5/32.

appartements vente

NEUILLY-CHEVY, Imm. nat.
de 4 à 6, 250 P, 3/4 P, 4/5 P.
L'INCOUCATEUR LAORANGE
30, r. Pasteur, 215-23/24
L.V. de 2.000 F/m, LAB. 5/32.

appartements vente

NEUILLY-CHEVY, Imm. nat.
de 4 à 6, 250 P, 3/4 P, 4/5 P.
L'INCOUCATEUR LAORANGE
30, r. Pasteur, 215-23/24
L.V. de 2.000 F/m, LAB. 5/32.

locations non meublées

Paris
118 ST-LOUIS, Immeuble, rem.
à 100 m, 2 ét., asc., 150 m.
récent, 73 m, 12 m, fac. à louer.

locations non meublées

Paris
118 ST-LOUIS, Immeuble, rem.
à 100 m, 2 ét., asc., 150 m.
récent, 73 m, 12 m, fac. à louer.

locations non meublées

Paris
118 ST-LOUIS, Immeuble, rem.
à 100 m, 2 ét., asc., 150 m.
récent, 73 m, 12 m, fac. à louer.

locations non meublées

Paris
118 ST-LOUIS, Immeuble, rem.
à 100 m, 2 ét., asc., 150 m.
récent, 73 m, 12 m, fac. à louer.

Secretaires de direction
Pont de Neuilly
SOCIETE INTERNATIONALE FRANÇAISE
recherche pour DIRECTION GENERALE
SECRETARE
parfaitement BILINGUE ANGLAIS

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Cours et leçons
ANGLAIS, Français, Esp.,
dipl. de l'Etat, 244-44-64.
COURS
PARTICULIERS DE DANSE
BLEU. Danse, 62-64-64, le matin.

Secretaires de direction
Pont de Neuilly
SOCIETE INTERNATIONALE FRANÇAISE
recherche pour DIRECTION GENERALE
SECRETARE
parfaitement BILINGUE ANGLAIS

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Chaque vendredi,
nos lecteurs trouveront la rubrique
Légende du Monde
Les annonces peuvent être adressées
soit par courrier au journal, soit par
téléphone au 233-44-21, poste 374.

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU
à 5 minutes de la gare de Melun
LA VILLOUBOIS
Piscine chauffée, Club house, tennis
● 11 villas de 5 à 7 pièces avec jardins
privatisés de 235.000 à 285.000 francs.
● PISCINE INDIVIDUELLE 2 à 4 pièces principales, de
100.000 à 120.000 francs.

MANNES-LA-COQUETTE
Sur 3.000 m² de jardin, villa
nouvelle MAJESTUEUSE. Réception
digne de 5 ch. 2 bns. Gar. 2 vol.
JARDIN 1.500 m². Prix éq.
KATZ, sans Garage. 970-33-33.

VAR
50 km MER - Région
SAINT-MAXIMIAN
MAGNIFIQUE TERRAIN A BATIR
avec 1500 m². Eau. 1.000 m.
avec 15000 m². Tel. 788-71-34.

VALLEE DU CHER
MONTECHAU
SPLÉNENDE TERRAIN
DE 12 HECTARES
BORDURE FORÊT
TRES BIEN SITUÉ
sur route d'ANDREY
PRIX EXCEPTIONNEL

NORMANDIE
90 km de PARIS
Pays de COTENTIN
Terrains à bâtir avec vue
sur la mer. 10 P. 97-41.

ASNIERES - GARE
BEL PROP. 2/12 m² JARD.
COMPARTIMENT 1
1) Grand Pavillon, 100 m²
+ 4 chambres, tout confort
+ 2 ch. de serv. et gard.
2) Petit Pavillon, 150 m²
+ 2 ch. de serv. et gard.
ALDRIN. 225-50-59 - 97-54.

Secretaires de direction
Pont de Neuilly
SOCIETE INTERNATIONALE FRANÇAISE
recherche pour DIRECTION GENERALE
SECRETARE
parfaitement BILINGUE ANGLAIS

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

FAX
Ecole privée.
64, rue d'Armand-Beaut, 124-54-64.
64, rue Saint-Lazare, 324-54-64.

Secrétaire
Rech. secrétaire bilingue pour
poste responsable. SA VAYTTZ,
14, rue Achille-Marie,
Paris-15, T. 1. 252-74-74.

Formation profession.
PROFESSEUR
"EXPLOITATION"
SUR IBM 3
Niveau bac et 1/2.
de 4 à 7 mois - 180 h de cours :
Gestion-Analyse - G.A.P. 2
Euphémisme.

LES RÉGIONS

La Corse « colonisée » ?

La Corse « dépossédée colonisée » ? Toutes les revendications posées par les autonomistes, tout le malade ressenti par les insulaires, reposent sur l'image d'une région dont le développement échappe à ses habitants.

Il n'y a pas si longtemps encore, la promesse de la réussite. Outre-mer ou sur le continent, dans l'armée ou dans l'administration, les Corses trouvaient à s'employer sans la moindre difficulté.

insulaires occupent 78,4% des emplois : 53,9% dans le cadre A (agent d'autorité) et 27,4% dans le cadre D (agent d'exécution). Pour ce qui concerne l'éducation nationale, par exemple, 84,5% des instituteurs et des professeurs, et 73,4% du personnel des lycées sont Corses.

par JACQUES DE BARRIN

les postes sont de moins grande qualification et que, par conséquent, les cours de la carrière d'exigent pas de mutations. En revanche, « dans le secteur privé, la population active corse semble attirée vers la fonction de chef d'entreprise non salariée, c'est-à-dire par une responsabilité personnelle directe ».

son exploitation, celle de vingt emplois supplémentaires. Les auteurs de feu le sc d'aménagement avaient joué la mesure. Les insulaires n'étaient préparés à contrôler ce « bon avant ». S'ils avaient cédé aux sions de Paris, les continentaux n'ont « piloté » l'affaire. Il y a Corses environ cent vingt mille ans, soit à peine la moitié population totale. « Aussi hères que l'en soit, on ne peut ter de se retrouver minoritaire son propre sol », note-t-on à sic. L'aire avait été choisie thème de la « coratation de pôle », lancée par les autonon est né de cette grande peur.

EMPLOIS : les jeunes aux avant-postes

L'esprit pionnier

CRÉDITS : à la merci des bailleurs de fonds

MANIFESTATIONS de rue ou opérations de commandos : les banques sont souvent des cibles recherchées. A tort ou à raison, elles représentent, pour l'opinion publique, le pouvoir anonyme de l'argent, le pouvoir qui mène le monde. En Corse, cette méfiance et ce ressentiment s'affirment avec vigueur : peu d'établissements financiers ont échappé aux « rondes de nuit » des plastiques.

Des négociants en vins se sont récemment trouvés en difficulté ; quelques-uns même ont dû déposer leur bilan. Les banques ont, notamment, voulu se retourner contre les viticulteurs qui avaient escompté les traites signées par

ces négociants. Finalement, sur intervention des pouvoirs publics, elles y ont renoncé. Certains insulaires leur ont reproché de compromettre, par leurs exigences, l'expansion déjà si fragile de l'agriculture corse.

terme, qui représentent, par exemple, 82 % du total des encours dans le bâtiment, est l'indice d'une inadéquation des moyens de financement des entreprises corse », indique la mission régionale. Beaucoup d'insulaires font grief aux établissements bancaires de leurs « attitudes » parisiennes qui les rendent, malgré les efforts de certains, incapables de saisir les réalités locales.

adapter nos services aux besoins de nos clients, note son directeur. Nous avons ainsi créé, il y a deux ans et demi, avec les artisans, une société de caution mutuelle. Nous envisageons d'étendre prochainement ce système à l'hôtellerie et aux travaux publics. Malgré une conjoncture économique difficile, nous n'avons jamais pris de position de recul.

En attendant, en comptant mois d'août dernier, trois mille cent trente-trois demandes d'emploi dont environ mille-cinquante jeunes de moins de vingt ans. Impossible, dans ces conditions, de contenir tout le monde ; empêcher les départs avant de risquer les retours.

TERRES : la fin des mauvais partages

EN décidant d'occuper à Aleria le cave d'un viticulteur pied-noir, les autonomistes entendaient dénoncer, au-delà du « scandale des vins », le malinisme des rapatriés sur les meilleures terres de la Corse et s'attirer ainsi le sympathie d'une bonne partie de l'opinion publique insulaire.

majorité des 32 000 hectares de vignobles. Or, la viticulture représente, aujourd'hui, 63 % du produit brut agricole de la Corse.

Deux agricultures. En guise d'indemnités pour les parts qu'ils avaient subies en Afrique du Nord, le gouvernement consentit aux agriculteurs pied-noirs des prêts de faveur — 145 millions de francs, au total — et leur accorda, en 1969, un moratoire. Les Corses contestèrent d'autant plus violemment ce « régime d'exception » que le Somvac avait remis aux rapatriés des terres collectives dites « terres du commun ».

Si les pied-noirs avaient été dispersés dans l'île, les Corses auraient mieux supporté leur présence. Ils se sont rassemblés là où il y avait des terres à défricher, sur un espace très limité. Ils y ont vécu un peu repliés sur eux-mêmes, cherchant à recréer l'ambiance de « là-bas ». Toute une partie de la plaine orientale paraît étrangère aux insulaires. « Géographiquement, ce n'est plus la Corse, dit l'un d'eux ; en se croisant dans les Mitidja... »

Les Corses parviendraient-ils à mieux contrôler l'activité des banques de dépôts, ce ne serait encore, aux yeux de certains, qu'une demi-victoire. Les banques d'investissements qui violent loin ont probablement en portefeuille, selon les experts, des milliers d'hectares de terrains principalement le long du littoral. On cite la Banque Rothschild, la Caixa des dépôts, des sociétés civiles agricoles décriées lesquelles se cachent dans des établissements financiers. Ces mêmes spéculatives exaspèrent le sentiment de dépossession de beaucoup d'insulaires, au point d'en conduire certains sur les chemins de la violence.

Le Petit Ro...
Lentilles de contact miniflexibles : Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

CROISIERES PAQUET 87 jours de croisière du 19 janvier au 16 avril 1976 à bord de ROTTERDAM. le tour du Monde 1976

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

LES RÉGIONS EUROPÉENNES A L'ÉPREUVE DE LA VIE COMMUNE

Sée
postes

Les pays de la mer ne veulent pas devenir les nouveaux pauvres

Les États généraux de l'Europe maritime se réunissent le 16 octobre, à Galway, sous le haut patronage du Conseil de l'Europe. La Convention des autorités locales de l'Europe périphérique va pendant trois jours examiner les situations des zones côtières du Vieux monde, confronter les expériences de planification régionale et tenter de mettre au point pour la présenter ensuite la Commission de Bruxelles aux gouvernements concernés un programme de développement pour ces régions côtières.

À Saint-Malo, le 23 juin que fut porté sur les fonds marins cette association de pays dont la mer était la population commune. Le gouvernement français avait passé cette initiative au bon compte d'être « court-circuité » par ses rapports avec Bruxelles des régions administratives et politiques encore en l'attente. Aujourd'hui, la communauté des régions périphériques revient à charge. Pour amorcer les discussions, un séminaire a été organisé à Galway, sous la présidence de Georges Rost, secrétaire général de la région, ancien animateur du S.E.P. La composition de ce séminaire est à Galway, ne s'il représente davantage amicale qu'une fédération structure de régions, est de trois à cinq représentants de la Commission de Bruxelles. La séance de travail a été ouverte par le Portugal et l'Espagne, qui ont présenté un plan commun.

Les régions périphériques, en tant que zones industrielles, frappées par le chômage, concentrent également tous les critères habituellement utilisés pour mesurer le retard de développement de ces zones : chômage, dépeuplement, déclin démographique, déclin économique. L'exode s'accroît. Le Portugal a perdu, en ans, 5,4 % de sa population, encore, ce chiffre ne porte que sur l'émigration internationale totale, soit les deux tiers du total.

« La politique de la puissance », dit le Livre de la Havane, de Gênes, Milan, France.

Application du plan de relance

DEFFERRE CRITIQUE LA PARTITION DES CRÉDITS RÉGIONAUX À LA RÉGION PRODIGE CÔTE D'AZUR.

De notre correspondant.)
Nouvelle. — A l'issue d'une session du bureau du conseil régional Provence-Côte d'Azur, Gaston Defferre a fait une intervention à la presse, au cours de laquelle il a critiqué la manière dont avaient été répartis les crédits affectés à la région, jeudi 10 octobre, dans le cadre du plan de relance. Les crédits répartis, a-t-il dit, permettent très peu la poursuite d'opérations de travaux déjà engagés et les fonds d'équipement, mais très de créations nouvelles. L'impact de la lutte contre le chômage, plan de soutien a été établi sans consultation des élus locaux. Defferre a fait une proposition. Une résolution, adoptée à l'unanimité moins 3 voix par les membres du bureau du conseil régional, estime que le plan de relance, malgré les déclarations du premier ministre concernant le développement du rôle des assemblées locales, une telle procédure est suivie.

Blocus britannique sur les eaux des Neuf

De notre correspondant
Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres chargés de la politique de l'environnement dans les neuf pays de la C.E.E. se réunissent, le jeudi 10 octobre, à Luxembourg. Les résultats de cette rencontre risquent cependant d'être compromis en raison de l'attitude britannique : le gouvernement de Londres vient, en effet, d'adresser aux pays partenaires un aide-mémoire indiquant qu'il s'opposerait à l'adoption d'une importante directive antipollution proposée par la commission et appuyée par les autres États membres.

L'objectif de cette directive est de protéger le milieu aquatique de la Communauté, dont les lacs, rivières, eaux côtières. Elle prévoit pour une « liste noire » de produits particulièrement dangereux, la définition de « normes d'émission », autrement dit la limitation autoritaire des rejets polluants pouvant être déversés par les entreprises. Cette liste est limitée à quelques produits très nocifs du fait de leur toxicité, de leur persistance et de leur capacité à s'accumuler dans les organismes vivants, donc dans les aliments. Il s'agit de mercure et de cadmium, de composés organochlorés, organophosphorés, organostanniques, de substances ayant un pouvoir cancérigène et des huiles minérales persistantes. Les Britanniques redoutent que les disciplines que l'on cherche ainsi à imposer à l'échelle de la Communauté, entraînent des charges difficiles à supporter pour leurs industries, dont la situation, comme chacun sait, est déjà loin d'être florissante. A l'appui de leur thèse, ils expliquent que, en raison de la diversité géographique, les exigences résultant de la défense de l'environnement ne se posent pas dans les mêmes termes d'un bout à l'autre de la Communauté. Cette dernière, selon eux, devrait se contenter de fixer des objectifs de qualité des eaux, chaque État membre restant libre de les atteindre, à son rythme et selon les méthodes qu'il juge les plus appropriées.

Les autres États membres contestent cette analyse. Ils considèrent que, dans le cas des produits de la « liste noire », la capacité d'autodéfense du milieu est partout insuffisante, quelles que soient les données géographiques, chimiques et écologiques de la région, pour protéger la santé humaine et l'environnement. On fait remarquer, dans les milieux de la communauté, qu'une absence de décision du conseil, en raison du blocus anglais, risquerait de porter un coup très sévère à la lutte en faveur du programme d'action communautaire.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

FAITS ET PROJETS

Aménagement du territoire

UN PROGRAMME PLURI-ANNUAL POUR LE RHIN-RODANE. — Réunie en assemblée générale, lundi 13 octobre, à Mulhouse, la Société d'études de la Région Rhodano-Rhône, présidée par M. Pierre Sudreau, a demandé que dès 1978 des travaux soient réalisés sur la portion Saint-Symphorien-Mulhouse, pour que, ainsi, « l'Etat démontre sa volonté irréversible de mener à bien le canal à grand gabarit Rhin-Rhône ». M. Sudreau a ajouté : « Il est désormais impossible de parler de ce projet dans le cadre de l'annuaire budgétaire. L'Etat doit prendre un engagement pluri-annuel, régulier et progressif, et réaliser cet ouvrage et dehors des procédures administratives archaïques... »

Paris

TOUR APOGÉE : LE PERMIS DE CONSTRUIRE EST REFUSÉ. — M. Robert Galley, ministre de l'équipement, a refusé le permis de construire de la tour Apogée, dans le quartier Italie à Paris (13^e). La hauteur de la tour et le nombre de mètres carrés prévus sont incompatibles avec la politique de « décongestion » actuellement menée. Le ministre a demandé aux auteurs du projet de présenter une nouvelle maquette. Rappelons que le 28 juillet dernier M. Giscard d'Estaing avait demandé que le permis de construire soit révisé.

SPORTS

Jeux panaméricains

PREMIÈRES DÉFAITES AMÉRICAINES À MEXICO. — Au cours de la première journée des Jeux panaméricains qui ont commencé à Mexico, lundi 13 octobre, les Américains ont essuyé leurs premières défaites. C'est ainsi que leurs représentants des deux sexes ont été battus dans trois finales d'athlétisme. Le Mexicain Hernandez a remporté le 10 000 mètres (29 min. 19 sec. 28/100), la Cubaine Romero, le disque (60,16 m.), enfin le seul en longueur est revenu au Brésilien De Oliveira avec un bond de 8,19 m.

FOOTBALL

PELÉ ENTRAINEUR DU BRÉSIL POUR LA PROCHAINE COUPE DU MONDE. — Le Brésilien Pelé a déclaré vendredi 10 octobre, à Guadalajara (Mexique), qu'il avait accepté d'entraîner l'équipe du Brésil pour la prochaine Coupe du monde, qui aura lieu en 1978 en Argentine.

LES RÉSULTATS

Rugby	
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (QUATRIÈME TOUR) GROUPE I	
POULE A	
Béziers h. Tulle	17-9
St. Jean de Luz h. Pau	25-13
Lavelanet h. Perpignan	7-3
POULE B	
La Rochelle h. Brive	2-3
Montpellier h. Saint-Girons	22-6
Aurillac h. Bigles	28-2
Mont-de-Marsac h. Chambéry	9-3
POULE C	
Narbonne h. Lyon	37-19
Baris h. Avignon	15-11
Clonon h. La Vouille	19-13
POULE D	
Bourg h. Bourges	27-18
Nîmes h. Marmande	14-0
Dax h. Toulon	22-12
Romans h. Racing	16-9
POULE E	
Montauban h. Bayonne	13-9
Lourdes h. Mérignac	22-15
Castellane h. Agen	18-0
Saint-Jean-de-Luz h. Tarbes	10-8
GROUPE II	
POULE F	
Salles h. Bergerac	15-10
Albi h. Cognac	8-0
Nîmes h. Tournai	28-18
POULE G	
Cahors h. St. Gaudens U.O.	19-2
St. Gaudens h. Pamiers	15-12
Albi h. Cognac	13-12
Castels h. Fleurance	47-10
POULE H	
Montauban h. Saint-Médard	8-7
St. Jean de Luz h. Lescar	18-0
Auch h. Le Crès	18-16
Mimizan h. Roanne	22-4
POULE I	
Castels h. Saint-Clément	22-0
Pamiers h. Castelsarrasin	18-7
Beaumont h. Comminges	20-4
Castelsarrasin h. Lescar	20-4
POULE K	
Carmaux h. Grenoble	26-6
Carmaux h. Cognac	14-8
St. Jean de Luz h. Angoulême	30-3
Payrhorade h. Millau	21-10

LA LORRAINE S'ENTEND AVEC SES VOISINS

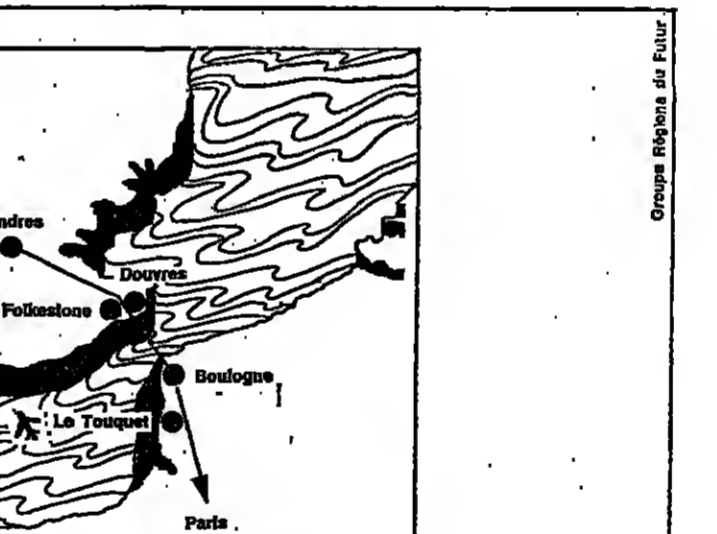
Réunis récemment à Luxembourg, les élus représentant la Lorraine, le Luxembourg, les Länder de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, et le Luxembourg belge ont pris la décision de faire l'effort nécessaire pour « programmer ensemble leurs projets, sans aucune rigidité ni formalisme... »

Au-delà des frontières, les représentants régionaux des quatre pays — qui ont déjà l'habitude de travailler ensemble au sein de l'Institut Intra-communautaire pour la coopération des régions frontalières — ont estimé indispensable « le rapprochement des pouvoirs de décision. Il s'agit de concevoir et organiser le développement économique et social.

La résolution, présentée par M. J.-J. Servot-Schreiber, député de Metz (M.S.P.-M.S.E.), et adoptée à l'unanimité, précise encore : « Attachant l'importance la plus urgente à l'accomplissement de la recherche scientifique et industrielle, et à ses applications pour l'emploi, les élus de la Grande-Région décident de promouvoir la coopération entre l'Université, l'industrie, et les pouvoirs publics. Ce plan, ayant pour horizon les dix années à venir, devrait être mis en l'état de première application au début de 1976. »

THE STRAIGHT LINE

La ligne droite... ou presque. Le plus court chemin pour se rendre en Grande-Bretagne, avec ou sans voiture, passe par Boulogne et le Touquet. Vous économiserez du temps et des kilomètres, c'est-à-dire de la fatigue et de l'argent. Trois moyens sont à votre disposition : — à Boulogne : le Car Ferry. — à Boulogne : l'Hovercraft, ligne directe Paris-Londres. — au Touquet : l'avion, service mixte "La Flèche d'Argent" à Paris-Nord.



Plus vite... Moins cher.

boulogne sur mer

Chambre de Commerce : tél. 31.60.09

Qui a gagné la bataille de Crécy?

Vous oseriez le dire... c'est Edouard III, Roi d'Angleterre qui battit Philippe VI de France. La guerre de cent ans c'est un peu loin...

Avec Le Petit Robert 2, premier dictionnaire uniquement consacré aux noms propres vous retrouverez facilement grâce au système de renvois tout ce qui concerne et fait vivre les noms à majuscule : les lieux, les hommes, les événements, les choses.

Le Petit Robert 2 : Le seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres. Tout en couleurs.



LA VIE DE L'INDUSTRIE

UNE ÉPÉE DE DAMOCLÈS SUR LES VILLES NOUVELLES

LES neuf villes nouvelles françaises — Cergy-Pontoise, Evry, Fos, L'Isle-d'Abeau, Lille-Est, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines, Le Vaudreuil — traversent une mauvaise passe.

Le gouvernement actuel croit moins que ses prédécesseurs à ces opérations d'urbanisme volontaire. Il a diminué le nombre d'habitants qu'elles accueilleraient en l'an 2000. Il gêne la croissance de Marne-la-Vallée en instituant un péage sur

l'autoroute de l'Est (A4) entre Paris et Marne-la-Vallée; en riposte, le syndicat communal de Marne bloque la construction des logements tant que le péage ne sera pas supprimé.

Certains élus locaux profitent de ces flottements pour remettre en cause le développement des villes nouvelles, auxquelles ils reprochent de bouleverser les petites communes rurales où elles sont construites. Ainsi, le syndicat communal de Cergy-Pontoise a-t-il refusé le début des

travaux sur la zone d'aménagement concerté de L'Hautil (quatorze mille cinq cents logements).

Enfin, la crise économique dissuade les entreprises de déménager, par exemple à Evry, où il a été vendu 15 hectares de zones industrielles en 1973, 9 hectares en 1974 et 7 hectares cette année.

A Marne-la-Vallée, la société du Printemps a renoncé à construire un magasin de 20 000 m² dans le centre urbain et l'établissement public de la ville nouvelle lui réclame un dédit de 30 millions.

Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, M. Jean-Eude Roullier, secrétaire général du groupe central des villes nouvelles, reconnaît que le rythme des installations d'entreprises s'est ralenti. Cependant, il estime que la qualité des zones d'activités offertes par les agglomérations nouvelles aide à surmonter les difficultés actuelles. Créer une unité d'emplois qu'il arrivera de nouveaux habitants en âge de travailler lui semble un objectif raisonnable.

La crise a découragé la décentralisation nous déclare M. Jean-Eude Roullier

— La politique mise en œuvre pour attirer dans les villes nouvelles les industries, les bureaux et les artisans innove-t-elle par rapport à la promotion des zones d'activités traditionnelles ?

L'équilibre entre l'habitat et l'emploi est pour les villes nouvelles un objectif primordial et la condition du succès. Il s'agit, en moyenne, d'assurer l'implantation d'un emploi par personne active s'installant en ville nouvelle. Cet objectif — ce n'est pas assez — est globalement atteint dès aujourd'hui. Au cours des cinq dernières années, les villes nouvelles ont accueilli un peu plus d'emplois que de personnes actives nouvellement installées. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que la situation soit bonne partout, que les retards antérieurs aient été rattrapés ou que l'avenir soit assuré, mais de premiers résultats sont là, qui montrent que le résultat est possible.

Il reste qu'elle ne va pas de soi, qu'elle ne peut être « naturelle » ou « spontanée » puisqu'il s'agit de lutter contre l'étalement en tache d'huile des grandes métropoles, de les « décongestionner » en implantant constructions et entreprises plus loin que ne les auraient conduites les tendances spontanées du marché. Il était inévitable que les entreprises soient réticentes devant ce qu'elles pouvaient considérer comme un aventure.

Il fallait répondre à ces inquiétudes. Dans chaque ville nouvelle, c'est le rôle de l'établissement public d'aménagement, responsable polyvalent des zones de logements et d'activités, en mesure de mener une politique de longue haleine sur de vastes surfaces, et travaillant en liaison étroite avec le District de la région parisienne ou la DATAR. Son action doit concilier en permanence la recherche d'un cadre de vie agréable et attractif et les besoins des entreprises.

Tout d'abord le choix, la nature et le dessin des zones d'activités se sont faits, non seulement en fonction des

terres disponibles, mais en fonction d'une vision d'ensemble du développement de l'agglomération. C'est ainsi qu'à Evry les zones industrielles permettent une liaison directe et rapide, souvent par des chemins piétons, avec les espaces verts, les quartiers d'habitation et le centre urbain.

En second lieu, les terrains offerts sont aussi diversifiés et spécialisés que possible : bureaux, laboratoires, entreprises, industries propres, industries classées, métaux de construction ont des besoins spécifiques et différents.

L'existence, au sein de l'établissement public, d'une équipe permanente d'architectes et de paysagistes permet d'assurer le plus souvent aux zones d'activités un environnement de qualité, qui justifie les expressions « parc industriel » ou « parc d'activités ». Les villes nouvelles d'Evry et du Vaudreuil sont pilotes à cet égard. Dans les parcs industriels d'Evry, on a choisi, plutôt que le lotissement industriel classique, de regrouper les bâtiments et de créer des coupures vertes, des plans d'eau et des cheminements piétons gérés en commun.

Chaque établissement public offre, par ailleurs, aux entreprises la possibilité d'un contact permanent avec un interlocuteur unique qui suit leur dossier et les aide à résoudre les problèmes administratifs et techniques de leur installation.

Des contraintes et des avantages

— Quelles contraintes et quels avantages expliquent-elles les villes nouvelles proposées — elles ou autres entreprises qui désirent s'y installer ?

Les avantages proposés aux entreprises découlent de la réponse à la question précédente. Plus qu'un terrain, les entreprises trouvent un milieu d'accueil.

Cela implique, c'est vrai, quelques contraintes nécessaires. C'est à Cergy-Pontoise, l'obligation de désigner un architecte responsable de la qualité des constructions qui devra travailler en collaboration avec le service architecture et aménagement de l'établissement public. C'est, de manière générale, le contrôle par l'établissement public, en liaison avec l'entreprise, de la qualité architecturale des constructions et de leur insertion dans le site. Ce sont des exigences en matière de plantations et d'espaces verts. C'est, à Cergy-Pontoise encore, l'obligation pour les acheteurs d'adhérer à l'Association Interentreprises pour l'Hygiène et la Sécurité des Chantiers. Ailleurs une association foncière assure l'entretien des espaces verts communs (Evry), une association Interentreprises gère restaurants, locaux de services, terrains de sport (Cergy, Le Vaudreuil).

Sans doute le risque existe-t-il encore parfois que certaines contraintes aient un caractère bureaucratique ou fastidieux. Il semble bien, dans l'ensemble, que les entreprises installées jugent le bilan très positif pour leur image de marque, leurs conditions de fonctionnement ou les relations Interentreprises.

— Les zones d'activités des villes nouvelles de la région parisienne ne contredisent-elles pas la politique d'aménagement du territoire en retardant des entreprises qui pourraient déménager en province ?

Je ne le crois absolument pas. D'ailleurs, depuis le démarrage effectif des villes nouvelles, c'est-à-dire au cours des cinq dernières années, les chiffres montrent clairement que le courant de décentralisation s'est non seulement maintenu, mais renforcé. Je suis même convaincu que le développement des villes nouvelles de la région parisienne permet de mieux orienter la politique de décentralisation.

travaux sur la zone d'aménagement concerté de L'Hautil (quatorze mille cinq cents logements).

Enfin, la crise économique dissuade les entreprises de déménager, par exemple à Evry, où il a été vendu 15 hectares de zones industrielles en 1973, 9 hectares en 1974 et 7 hectares cette année.

En revanche, votre observation s'applique directement dans le cas de L'Isle-d'Abeau. Malgré la situation géographique exceptionnellement favorable de la ville nouvelle et les chances qu'elle apporte à la région Rhône-Alpes tout entière, les résultats obtenus dans le domaine de l'emploi restent médiocres et préoccupants pour l'avenir. Cela s'explique en partie par le démarrage récent de la ville nouvelle, qui a eu le plein effet des effets de la crise. Mais il est incontestable que L'Isle-d'Abeau est en concurrence directe avec les zones industrielles de l'est lyonnais, dans la région de Bron et de Saint-Priest, comme avec l'ouest lyonnais dans le domaine des bureaux. L'Isle-d'Abeau doit permettre de traiter l'étalement en tache d'huile et la congestion de l'agglomération lyonnaise. Sa réussite est au prix d'une discipline plus ferme ou niveau de l'agglomération, tout ce qui est à l'évolution récente est encourageant à cet égard.

— Le crise économique dissuade les entreprises de chercher de nouveaux locaux. Les villes nouvelles sont-elles touchées par le ralentissement de la demande ? Ce marasme

obtenus avec l'implantation de trois mille emplois, souvent de haute qualification, mais un effort considérable reste à faire pour atteindre un rythme satisfaisant.

En revanche, votre observation s'applique directement dans le cas de L'Isle-d'Abeau. Malgré la situation géographique exceptionnellement favorable de la ville nouvelle et les chances qu'elle apporte à la région Rhône-Alpes tout entière, les résultats obtenus dans le domaine de l'emploi restent médiocres et préoccupants pour l'avenir. Cela s'explique en partie par le démarrage récent de la ville nouvelle, qui a eu le plein effet des effets de la crise. Mais il est incontestable que L'Isle-d'Abeau est en concurrence directe avec les zones industrielles de l'est lyonnais, dans la région de Bron et de Saint-Priest, comme avec l'ouest lyonnais dans le domaine des bureaux. L'Isle-d'Abeau doit permettre de traiter l'étalement en tache d'huile et la congestion de l'agglomération lyonnaise. Sa réussite est au prix d'une discipline plus ferme ou niveau de l'agglomération, tout ce qui est à l'évolution récente est encourageant à cet égard.

— Le crise économique dissuade les entreprises de chercher de nouveaux locaux. Les villes nouvelles sont-elles touchées par le ralentissement de la demande ? Ce marasme

ne risque-t-il pas de perdurer durablement l'équilibre l'habitat et l'emploi ?

Les villes nouvelles, comme les agglomérations françaises, ont touchées brutalement par le ralentissement de la demande. Ne citer qu'un exemple, la ville d'Evry, qui avait vendu 11 hectares de zones industrielles en 1973, n'en a vendu que 3 en 1974 et, ce jour, environ 7 en 1975.

Cela n'a pas d'effet sensible sur le niveau de l'équilibre l'habitat et l'emploi dans les villes nouvelles qui avaient déjà un certain niveau de développement et de ventes en 1973, car les ventes se poursuivent et sont normalement sur les terrains vendus. En revanche, la situation préoccupante de L'Isle-d'Abeau, Marne-la-Vallée et Melun-Sénart est une certaine mesure.

Mais il faut dire qu'elle se redresse rapidement si la conjoncture économique devient, en 1976, plus favorable. Malgré certaines difficultés, la crédibilité des villes nouvelles est affirmée et leur image de marque s'est améliorée. Il est fructueux de constater que, malgré le marasme et le peu de ventes en 1975, les contacts et négociations restent nombreux et ont parfois abouti à des multiplicités.

Propos recueillis ALAIN FAUJAS

Pour votre nouvelle usine, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, vous avez le choix :

côté Saône : Lyon-nord (Cergy-Pontoise)

- Zone entièrement viabilisée et équipée;
- eau industrielle, station d'épuration en service fin 76;
- lots embranchés 1er, téléphone et télex;
- à 10 km de l'autoroute A6 (Paris);
- à 20 km de Lyon par la nouvelle voie directe 5^e voie droite;
- appointements privés possibles sur la Saône;
- dans un environnement résidentiel du Lyonnais;
- 15 entreprises en activité ou en cours d'installation.

côté Alpes : Tharabie (Isle-d'Abeau)

- Zone entièrement viabilisée et équipée;
- télé-communications, lots embranchés 1er, ententes et ateliers pré-construits;
- dans le cadre de L'Isle-d'Abeau, ville nouvelle conçue pour les entreprises et leur personnel;
- au cœur des autoroutes Rhône-Alpes;
- à 10 km de l'Aéroport International de Lyon-Satolas;
- 21 entreprises en activité ou en cours d'installation.

Votre entreprise serait bien à LYON. Pensez-y.

Pour tous renseignements, écrivez: Lyon-Nord / Tharabie, sur votre carte commerciale et adressez-la à: Jean-François PAIN, Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, 20, rue de la Bourse, 69002 LYON, Tél: (78) 57.54.85.

vient de paraître

"s'implanter à Cergy-Pontoise"

par A. Miramhoff, J.P. Desclozeaux, D. Guerrier, O. Garros.

150 pages d'informations sur Cergy-Pontoise

Envoi gratuit sur simple demande à l'Etablissement Public d'Aménagement Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise B.P. 47 (95012)

LYON L'ISLE-D'ABEAU

ENTREPÔTS U.I.S.

24 000 M² A LOUER par lots de 1200 et 2400 M²

disponibilité immédiate, coût d'exploitation réduit.

SOROVIM
Département Industrie
LYON: 83, rue Vauban 69008
Tél: (78) 52.76.10 +
PARIS: Tél: 261.51.51 +

Bourdis Industrie
PARIS: Tél: 227.11.89
LYON: Le Bâtiment
20 Boulevard Eugène Dorelle
69003 Lyon / Tél: (78) 71.00.36 +

J.P. Desclozeaux

L'ÉVÈNEMENT LE DIALOGUE NORD-SUD

Un nouvel ordre économique mondial

Depuis lundi 13 octobre, les représentants des Etats-Unis, du Japon et de la Communauté économique européenne d'une part, et ceux de sept pays en voie de développement — quatre producteurs de pétrole (Arabie Saoudite, Iran, Venezuela et Algérie) et trois qui n'en sont pas (Israël, Zaïre et Inde) — ont repris le dialogue qu'ils avaient déjà amorcé en avril dernier sur l'initiative de M. Giscard d'Estaing, sans pouvoir le mener à bonne fin. Le même dialogue entre le Nord et le Sud s'est initié déjà dans le cadre de la septième Assemblée spéciale des Nations unies sur le développement.

En 1973, les pays en voie de développement, qui représentent 70 % de la population mondiale, ne recouvraient que 20 % de la production mondiale et n'assuraient que 7 % de la production industrielle du monde entier. En 1973, le revenu par habitant des pays développés était de 3 841 dollars en moyenne, alors que celui des habitants des pays en voie de développement était de 202 dollars ; un véritable fossé, qui, loin de se combler, s'est considérablement élargi du fait d'une crise économique et monétaire qui n'épargne pas plus les pays riches que les pays pauvres.

Les pays décolonisés, qui forment aujourd'hui la grande majorité de l'ONU en ce qui concerne sa composition, se sont séparés très vite de son effet que leur indépendance était dans une large mesure illusoire et leurs chances de développement déclinantes dès lors que leurs anciens maîtres européens, et plus encore les Etats-Unis, concentraient pratiquement le commerce et l'industrie dans le monde.

La conscience de leur dépendance et de l'inégalité des rapports économiques mondiaux.

aboutissent à une répartition profondément injuste des richesses de la planète. s'est accrue au fil des années. Au cours de multiples conférences réunissant soit les pays non alignés, soit le « groupe des 77 », soit même tous les membres des Nations unies, comme le furent la CRUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), l'ONU (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), etc., les pays du tiers-monde réclamaient avec une insistance croissante une aide substantielle et la modification des règles de l'économie mondiale. En vain.

Cette situation a conduit à un long processus encore tant était grande l'impuissance des pays développés, bien résolu à défendre leurs privilèges, et le rapport des forces ne s'était brusquement modifié dans le monde à la suite d'événements dramatiques. La crise du pétrole d'abord, qui a mis en lumière corrélativement la fragilité de l'économie de bien des pays développés et la puissance des producteurs d'énergie des pays qui sont unis et solidaires. La victoire de Hanoi au Vietnam ensuite, révélant les limites de la puissance des Etats-Unis. La recession généralisée enfin dont souffre le monde entier, y compris les pays développés, incapables de maîtriser le chômage et l'inflation.

La confrontation entre pays riches et pauvres va prendre, en 1974, du caractère aigu. Devant l'escalade des prix du pétrole, M. Kissinger s'efforce d'organiser la riposte des grands consommateurs. Il ignore d'ailleurs que la sixième Assemblée spéciale des Nations unies sur les matières premières, où les Américains ne présenteront qu'un

de session que des propositions décevantes. Assurés d'être mieux armés dans la compétition qui s'annonce, et confiants désormais dans l'avenir, les pays du tiers-monde n'en veulent pas moins à une énorme majorité, lors de cette session, une déclaration et un programme d'action pour l'institution d'un nouvel ordre économique mondial. Quelques mois plus tard, lors de la vingt-neuvième Assemblée générale des Nations unies, que préside pour la première fois l'un des leurs, M. Boumediène, ministre des affaires étrangères d'Algérie, ils voteront par cent vingt voix et dix abstentions, dont celle des Etats-Unis, la charte des droits économiques et des devoirs des Etats en trente-cinq articles, comportant notamment l'affirmation de la souveraineté de chaque Etat sur ses ressources et richesses naturelles et de son droit de regard sur les investissements étrangers.

On peut craindre alors qu'en 1975 la septième Assemblée spéciale sur le développement et la septième Assemblée générale ne deviennent le champ d'une véritable bataille entre les deux camps d'aboukir, avec l'expulsion d'Israël de l'ONU entraînant fatalement le départ des Etats-Unis à la mort des Nations unies.

Mais, déjà, en mesure de part et d'autre les risques d'un affrontement Nord-Sud au sein de l'ONU. Au cours de la conférence de Lima, les pays non alignés ont un succès modeste sur Israël et, le jour même de l'ouverture de l'Assemblée spéciale de l'ONU, sur le développement le 1^{er} septembre, le délégué des Etats-Unis lit un discours de M. Kissinger dont le ton est très conciliant, même si les multiples propositions qu'il contient ne sont en réalité pas audacieuses ni novatrices. Le soulagement

est général. L'aspect de coopération va ainsi porter au sein de la septième Assemblée et permettre un premier accord.

Pour tous les membres de l'ONU, l'heure d'un véritable dialogue entre les pays du Nord et ceux du Sud paraît avoir sonné et ce dialogue doit se poursuivre d'abord dans le cadre des Nations unies et d'autre part dans le cadre de la conférence des - 77 - que la réunion préparatoire de Paris, qui siège actuellement avenue Kléber, doit mettre sur pied. Les deux volets sont différents mais complémentaires : l'un, plus technique et idéologique, portant à tous les membres de l'ONU de participer aux débats et recommandations qui dessineront progressivement les contours d'un nouvel ordre économique mondial. L'autre, plus technique et plus pratique, offre à un nombre limité d'Etats, les plus grands producteurs et consommateurs d'énergie et de matières premières, la possibilité de faire progresser la coopération de façon plus rapide et concrète.

Personne toutefois ne se fait d'illusions sur les difficultés du dialogue historique qui vient de s'ouvrir. Les Etats riches et puissants ne sont pas seulement les intérêts, en effet, qui opposent les interlocuteurs, mais aussi les idées. Bien davantage qu'une aide plus substantielle, les pays du tiers-monde réclament une participation aux décisions et donc aux pouvoirs que détiennent les pays développés et qu'ils refusent de partager. Bref, le même débat acharné, sur le plan international et le plan national, les tenants du libéralisme économique et ceux d'une planification socialiste susceptible de corriger les injustices du premier.

JEAN SCHWOBEL

LA VOIE DÉMOCRATIQUE : l'ONU

Pour que soit enfin à New York une brève de conciliation et que s'ouvre ce dialogue Nord-Sud appelé à devenir rapidement la première préoccupation des gouvernements, il aura fallu d'abord que les interlocuteurs en viennent aux menaces. Ainsi sont avertis les hommes. A cet égard, MM. Boumediène et Kissinger ont joué un grand rôle. Par ses imprécisions, ses accusations et ses déclarations spectaculaires, le président algérien de la vingt-neuvième Assemblée générale, appuyé avec enthousiasme par la large majorité des pays du tiers-monde qu'il animait, a, en effet, supplanté l'irréconciliable Américain au cours de l'année 1974. En revanche, il leur a fait prendre conscience de leur isolement dans le monde et de la nécessité de donner d'eux-mêmes une autre image que celle de suprêmes défenseurs d'un ordre économique international profondément inégalitaire.

La vivacité des réactions américaines, et de son côté, l'irritation des pays du tiers-monde, la menace répétée de M. Kissinger d'un retrait éventuel du soutien accordé par le peuple américain à l'ONU ou cas où les - 77 - continueraient à abuser de la majorité numérique dont ils disposent au sein de cette organisation leur a donné à réfléchir. L'ONU offre une protection politique, des possibilités d'action, des moyens d'expression et des ressources financières dont dépendent littéralement leur indépendance et parfois leur survie. Ils savent très bien que, sans la participation des Etats-Unis, pilier financier et principal exportateur mondial de produits stratégiques, les Nations unies sont pratiquement condamnées. Ils tentent à tout prix d'éviter ce risque.

A preuve, leur attitude face aux pays arabes réclamant l'expulsion d'Israël de l'ONU, qui eût fatalement entraîné le départ des Etats-Unis.

En proie aux pires difficultés du fait de la crise économique et monétaire qui les atteint, en même temps que celle de l'énergie, bien plus gravement encore que les pays développés, les pays du tiers-monde n'attendent en fait qu'un signe de bonne volonté des pays riches pour s'engager dans le voie de négociations concertées. Ce signe est d'abord venu d'Europe, et les négociations heureuses de Lomé ont montré la voie à suivre. Les contre-propositions présentées par M. Moynihan au nom de M. Kissinger à l'ouverture de la septième Assemblée spéciale sur le développement et la coopération économique internationale ont en fait donné le ton vert ses conversations qui viennent d'aboutir à un premier résultat.

Ces propositions répondaient à celles que la groupe des - 77 - a présentées à la septième Assemblée spéciale sous la forme, pour la première fois, d'un texte clair et concis sans habillage idéologique ni caractère polémique, classant les questions à traiter en six groupes : commerce mondial, transfert des ressources réelles pour financer le développement et réformes monétaires internationales, science et technique, industrialisation, alimentation et agriculture, restructuration des secteurs économique et social du système des Nations unies.

Cinq demandes

Les deux premiers chapitres contiennent notamment les cinq demandes fondamentales des pays du tiers-monde :

- La réglementation du marché des matières premières et des produits de base par une méthode intégrée.
- L'indexation des prix des produits de base et des matières premières exportées par les pays en développement sur les prix de leurs importations en provenance des pays développés.
- Un système généralisé de préférences permettant le plein accès des matières premières, des produits de base et des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement aux marchés des pays développés.
- Un transfert de ressources réelles pour financer le développement des pays du tiers-monde, notamment 1 % du P.N.B. des pays développés.
- Enfin, une réforme du système monétaire international, prévoyant notamment l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux attribués par le Fonds monétaire international et l'aide au développement.

Il y a également des demandes inacceptables des demandeurs de leur imposeraient des charges énormes et réduiraient leur pouvoir de décision et de contrôle dans la plupart des institutions financières et monétaires mondiales, les Etats-Unis ont proposé, pour leur part, un large assortiment de mesures et la création de divers organismes susceptibles d'améliorer rapidement la situation des pays du tiers-monde, et particulièrement des moins développés. Déçu par ces propositions, plusieurs membres du « groupe des - 77 - » ont été tentés de rompre. La septième Assemblée dut prolonger ses travaux de quatre jours.

Chacun mesura à nouveau les risques d'une rupture : les Américains, notamment, qui ont, en outre, décou-

LA VOIE TECHNIQUE : la conférence de Paris

A l'origine de la « réunion préparatoire à la conférence internationale des producteurs et des consommateurs de pétrole », à Paris, on trouve la crise provoquée fin 1973, par les pays de l'O.C.P.E.P. lorsqu'ils ont décidé, au lendemain de la guerre du Yom Kippour, de s'unir et de se servir du pétrole comme d'une arme au service des pays arabes contre Israël.

A la hausse massive des prix du pétrole, et à la réduction de la production pétrolière, aux embargo décrets par l'O.P.E.C. les Américains vont opposer des avertissements et de sérieux mises en garde et essayer d'organiser un front solide des producteurs de pétrole avec les pays développés dans une attitude plus « conciliante ».

Les producteurs, de leur côté, ne sont nullement décidés à céder aux pressions d'un club de puissants consommateurs. Ils n'ont jamais eu l'intention de se soumettre à un dialogue avec tous les pays pauvres sur les problèmes des matières premières et du développement en général. Les plus « durs » d'entre eux, notamment l'Arabie Saoudite, ne participent d'ailleurs à ces conférences que si avant, les pays en développement producteurs de matières premières s'organisent. A l'exemple des producteurs de pétrole.

Ces divergences exacerbées engendreront de graves tensions au sein des assemblées de l'ONU et des conférences internationales de

1974. Une occasion unique s'offre alors à la France de proposer une autre voie, celle de la coopération internationale. Le début de la conférence de Paris s'est toujours refusé à participer à tout ce qui pourrait paraître un défi aux yeux des pays arabes producteurs de pétrole. Au contraire, on s'est efforcé de rechercher avec eux les moyens d'une coopération accrue, qui lui permette à la fois d'assurer son ravitaillement technique, de développer ses liens économiques et politiques avec un tiers-monde dont on perçoit l'irrésistible ascension, et de défendre l'autonomie de l'Europe que M. Kissinger tente, à la faveur des circonstances, de ramener sous la coupe du leadership américain. Les deux camps ont donc travaillé à l'élaboration d'une politique européenne de l'énergie (27 novembre 1973), la réunion d'une conférence Europe-arabes (proposition Robert décembre 1973), puis une conférence mondiale entre producteurs et consommateurs d'énergie, sous le patronage de l'ONU. Cette idée de M. Jobert, reprise et élargie par le président Boumediène, aboutira à la sixième Assemblée spéciale des Nations unies sur les matières premières. M. Jobert s'opposera d'autre part, lors de la conférence de Washington (février 1974), à la création d'un organisme de l'ONU chargé de la production et de la distribution de pétrole et refusera de participer par la suite à l'Agence internationale de l'énergie créée par les Etats-Unis.

Enfin, le 24 octobre 1974, M. Giscard d'Estaing propose une conférence tripartite « au sommet » entre quatre pays producteurs de pétrole, les sept membres du club des consommateurs, trois riches et trois pauvres, dont la préparation pourrait avoir lieu à Paris. La proposition se heurte à de sérieux réserves de la part des producteurs et consommateurs « durs », Algériens et Arabes. Elle s'imposera finalement, car elle a le double mérite d'éviter une confrontation désastreuse et redoutée par la plupart des pays, quelle que soit leur appartenance, et de permettre des négociations efficaces entre un nombre limité de pays importants producteurs et consommateurs d'énergie et de matières premières.

M. Ford donnera son accord lors de la rencontre avec M. Giscard d'Estaing à la Martinique, en décembre 1974. Les Algériens seront les derniers à accepter. La réunion préparatoire à la conférence internationale proposée par le président de la République française s'ouvrira finalement à Paris le 7 avril 1975, sous la présidence technique de la France, assurée par M. de

Guiringaud, représentant de la France aux Nations unies. Elle se mettra aussitôt d'accord sur la composition de la future conférence, qui comprendra huit pays développés et dix-neuf pays en développement. Mais elle ne parviendra pas à établir son ordre du jour. Les Américains exigent en effet que la conférence ne porte que sur l'énergie. Les pays du tiers-monde, eux, qui pour la première fois détiennent un moyen de pression, le pétrole, ne sont prêts à répondre aux préoccupations des pays développés en matière de ravitaillement énergétique que si ceux-ci acceptent à leur tour de satisfaire les besoins des pays pauvres en matière de développement.

On ne s'attendait pas, mais à la dernière minute, quelques concessions prometteuses auront été faites par la CEE dans le groupe des pays développés et par les sept membres du club des pays en développement des quatre pays de l'O.P.E.C. et les trois pays « pauvres » consommateurs de pétrole n'ont pas adhéré, en effet, de plein gré, au règlement. En outre, l'échec de la réunion va ouvrir les yeux de tous les participants, qui comprennent qu'il n'y a pas d'autre moyen d'échapper à une véritable guerre économique entre pays riches et pays pauvres que la conciliation. Les consommateurs européens, mis par la France au cours du printemps et de l'été aboutissent donc à un « consensus », qui permet à M. Giscard d'Estaing de lancer, le 15 septembre, une invitation aux Dix pour une nouvelle réunion préparatoire. Selon ce « consensus », celle-ci doit déboucher sur une conférence ministérielle à vingt-sept pays fin 1975, suivie d'une deuxième conférence ministérielle, à la fin de l'année 1976, après que quatre commissions auront débattu pendant deux mois les problèmes de l'énergie, des matières premières, du développement et des questions financières sy rattachées.

Pour bien marquer la complémentarité des efforts de Paris et de ceux de l'ONU, qui ont abouti, le 16 septembre dernier, à un premier compromis à l'issue de la septième Assemblée spéciale de l'ONU, a été invitée également à cette réunion. Les pays du tiers-monde, absents des réunions de Paris, ne permettront pas en effet que des décisions importantes puissent être prises définitivement sans qu'ils n'aient été soumis auparavant à l'Assemblée des Nations unies, qui doit être, selon eux, l'instance suprême de contrôle du dialogue Nord-Sud.

vert — ce qui n'est pas pour leur déplaire — que l'ouverture du dialogue Nord-Sud n'entraîne pas le départ de ses alliés occidentaux, qui n'y participent pas. C'est-à-dire ont bien tenu de leur ce dialogue aux questions de la dette et du désarmement, mais ils se sont heurtés au refus catégorique des pays du tiers-monde, soucieux de ne pas compromettre et retarder le dialogue économique, qu'ils estiment fondamentaux. Ils ont un nouveau pas en avant, les Américains ont donc accepté que des études soient entreprises, par la CRUCED, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, sur des demandes — telles que l'indexation du prix des matières premières et le lien entre les D.T.S. et l'aide au développement — qu'ils avaient toujours rejetées jusqu'à présent.

Ainsi, l'accord s'est fait, en fin de compte, entre les pays du tiers-monde et les Etats-Unis, avec l'aide efficace des pays de la Communauté européenne, dont l'expérience en matière de coopération multilatérale avec le tiers-monde a permis à maintes reprises de dépasser des formules de compromis. Surmontant leur impatience, les pays en développement ont renoncé à des décisions immédiates et accepté des délais qui ont incité à leur tour les pays développés, les Etats-Unis notamment, à faire des concessions qui les engageaient, moralement et politiquement, dans la voie d'une réforme progressive du système économique international.

Voilà la liste des chefs des dix délégations présentes à cette conférence :

- ALGERIE : M. AL CHAÏAL, ambassadeur auprès de la C.E.E.
- ARABIE SAOUDITE : M. Taher, gouverneur de Pétrouliya.
- IRAN : M. M. Yeganeh, gouverneur de la Banque centrale de l'Iran.
- JAPON : M. Hirumichi Miyazaki, directeur général des affaires économiques au ministère des affaires étrangères.
- VENEZUELA : M. M. Perez-Guerrero, ministre d'Etat.
- ZAÏRE : M. Idombur, ambassadeur du Zaïre au Brésil.

Les dix délégations

algérien, représentant de la France aux Nations unies. Elle se mettra aussitôt d'accord sur la composition de la future conférence, qui comprendra huit pays développés et dix-neuf pays en développement. Mais elle ne parviendra pas à établir son ordre du jour. Les Américains exigent en effet que la conférence ne porte que sur l'énergie. Les pays du tiers-monde, eux, qui pour la première fois détiennent un moyen de pression, le pétrole, ne sont prêts à répondre aux préoccupations des pays développés en matière de ravitaillement énergétique que si ceux-ci acceptent à leur tour de satisfaire les besoins des pays pauvres en matière de développement.

MEDICINE PHARMACIE
octobre à juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Annuel
Cours par Prof. de Fac.
groupés de 15 étudiants par
G.H.U.
au cœur du Quartier Latin
IPEC 45 Bd St Michel
63361 23 63345 87

Face à nos sélections évoluer on

P.C.E.M. 1

Pharmacie

des équipes de maîtres-assistants suivent de septembre à juin les étudiants de chaque C.E.U. par groupe de 15, parallèlement à la Fac. dans toutes les matières.

CEPES

Groupement Libre de Professeurs,
57, rue Charrier-LAFFITE - 32 Westing.
S.M. - rue SASL 94-94

Institut d'Administration des Entreprises

Université de Paris I - Panthéon Sorbonne
105, rue Saint-Charles, 75013 PARIS.

● **DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES** (Dess. 3^e cycle) :

FONCTION PERSONNEL.

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS :
Mercredi 29 Octobre.

TEST D'ENTRÉE : Lundi 3 Novembre.

TOUS RENSEIGNEMENTS : 578-91-14, poste 388-400.

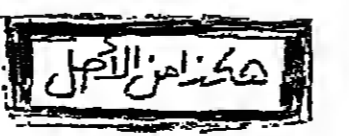
4.890F

CHAÎNE PRESTIGE 78

• Plage THOMSON TD 245 (cassette)
• 2 x 20 Watts • Dess. entièrement NF
• 3 Impédances, type ligne 3 voies ; HI
• Les 4 convertisseurs d'accordement
• GARANTIE TOTALE 5 ANS

HI-FI FRANCE

CINE PHOTO SON - 9, 9 bis, rue de Chateaubou
75009 PARIS Métro : Cadet - Téléphone : 329 61 07



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Deux journées d'études du parti communiste sur l'agriculture

Travailler la campagne

« Améliorer le travail [du parti communiste] à la campagne, la rendre plus attrayante, plus conquérante. » Tel est le principal objectif fixé aux quelques quatre cents militants du P.C.F. qui ont participé, les 11 et 12 octobre à Montreuil, aux journées nationales d'études paysannes.

Pour cela « trois directions essentielles » ont été proposées : prendre en main et soutenir les nombreuses revendications paysannes et rurales ; « organiser les paysans du parti actuellement à environ deux cent mille exemplaires — et multiplier les visites des dirigeants du parti dans les campagnes afin d'« améliorer les explications » ; renforcer l'implantation du parti en faisant progresser le nombre actuel — cinq mille trois cent cinquante-huit — de ses cellules rurales.

Pourquoi cette nouvelle offensive ?

« C'est que la crise agricole s'aggrave », répond M. André Laloin, membre du comité central, dans le rapport présenté à Montreuil. Et de préciser : non que des experts se soient trompés comme la loi croit « la paille mince de l'agriculture », mais parce que la politique agricole du pouvoir n'a fait que favoriser l'élimination des petites exploitations « qui fournissent au bon marché tout en poussant à une productivité toujours accrue des exploitants restants afin de faire pression sur les prix agricoles ».

L'analyse n'est pas originale.

Toutefois, elle met en lumière certains points parfois faibles dans l'ombre : l'endettement des paysans, qui représentait 50 % de la valeur de la production en 1970, en était dépassé à 70 % ; la négociation d'accords commerciaux avec les pays méditerranéens, l'offensive menée par la République fédérale allemande contre l'organisation communautaire de certains marchés agricoles, aggravant encore les menaces qui pèsent sur certains producteurs.

Conclusion : « Il faut montrer aux paysans les perspectives de changement grâce à l'alliance avec la classe ouvrière. » « Il s'agit, en fait, de constituer un front commun des villes et des campagnes » pour faire reculer le pouvoir. « Les paysans n'ont-ils pas l'intérêt au relèvement des salaires et d'abord les plus bas, condition numéro un de la relance de la consommation et donc de l'élargissement de leurs débouchés ? C'est l'évidence pour le P.C.F., qui d'un autre côté « dispose seize propositions de loi pour assurer un revenu équitable à la paysannerie ». La démonstration est-elle suffisante pour convaincre les agriculteurs ?

« Les communistes estiment que leurs propositions d'avenir sont obscurcies et déformées par une campagne haineuse de l'adversaire de classe », d'où l'affair qui vient d'être décodé. « Car sans cela les paysans peuvent se laisser gagner par la régression ou se laisser tromper par la démagogie droite, voire même gauchiste. » — A. G.

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

REPRISE DU TRAVAIL DANS PLUSIEURS ENTREPRISES

En grève depuis dix-neuf jours, les salariés du complexe pétrochimique Ato-Chimie, au Havre, ont décidé de reprendre le travail, lundi soir 13 octobre, par 221 voix contre 121 ; d'autres formes d'action seraient envisagées. Une reprise du travail sans succès a été décidée d'autre part dans les garages de Lucien après une grève de douze jours.

En revanche, d'autres conflits viennent de se terminer avec un relatif succès : d'une part, la prime de transport aux manufactures de tabacs de Riom après onze jours de grève ; augmentation des salaires de 50 F par mois et prime de 100 F à la coopérative laitière Riches Monts, à Brionde (Haute-Loire), après douze jours d'arrêt de travail ; congés supplémentaires à Touring-Secours, après trois jours de grève.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Un rapport de Mme Sallerot souligne l'évolution irréversible du travail féminin

Le Conseil économique et social doit se prononcer le mercredi 15 octobre sur le projet d'avis demandé le 7 avril dernier par M. Jacques Chirac, premier ministre, concernant « les problèmes posés par le travail et l'emploi des femmes ». Ce texte a été établi d'après une

« Travailler, pour de très nombreuses femmes, n'est pas un choix, c'est, consciemment ou inconsciemment, atténuer leur marginalité par rapport à la société dominante ou résister à leur vulnérabilité économique et en se donnant une identité dans une société où tout être est défini par la réponse à la question : « Que fais-tu ? » et non à la question : « Qui est-tu ? » C'est aussi établir de nouveaux rapports avec les hommes fondés sur un partage respectueux des rôles et des tâches. » Cette évolution « irréversible » conduit à repenser aussi le partage des tâches non encore affecté.

tés d'une valeur économique franchise, comme l'entretien d'une maison et l'éducation des enfants ; à ce point de vue, le débat ne se circonscrit plus seulement aux hommes et aux femmes dans leur vie privée, aux pères et aux mères. Quelle part la société peut-elle prendre pour soulager les familles d'une partie de ces tâches et les relayer dans leur rôle ? Qui en profitera ? Qui paiera ? Le rapport de Mme Sallerot propose quelques solutions précises mais, affirme, « l'instant où la société prend en charge tout ou partie de ces tâches, jusque-là sans définition économique, « elle les traduit en termes économiques, et donc en termes de choix politiques ».

Étudiant l'évolution de l'emploi féminin, le rapport cite le chiffre « d'un peu plus de huit millions de femmes actives en France en 1974 », soit un taux global d'activité féminine de 30,7 % contre 27,8 % en 1964, 20,1 % en 1954 et 36 % en 1908. Si le nombre des femmes qui travaillent augmente, suivant d'ailleurs la courbe démographique, en revanche, le taux global d'activité des femmes, même s'il s'accroît légèrement depuis une douzaine d'années, n'a pas encore retrouvé les niveaux d'avant guerre.

Cette participation des femmes à beaucoup varié selon les sec-

CONJONCTURE

Le rapport sur le VII^e Plan (1976-1980) ne sera voté par le Parlement qu'en juin 1976

La dernière phase de la préparation du VII^e Plan est maintenant commencée avec la mise en place de quinze commissions et de six comités qui réunissent les partenaires économiques et sociaux habituels : patronat, syndicats, agriculteurs.

Les dix-neuf groupes dont nous donnons ci-dessous les présidents travailleront jusqu'en février prochain sur les sujets qui leur ont été proposés. Chacun d'eux devra remettre son rapport le 1^{er} mars à M. Jean Ripert, le commissaire au Plan. Celui-ci rédigera alors le rapport du VII^e Plan qui sera remis à la fin mars au gouvernement. À la fin avril, ce texte sera corrigé par MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade sera soumis à l'examen du Conseil économique et social. En juin enfin, le texte du VII^e Plan sera voté par le Parlement.

L'EMPLOI PUNI

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'équité et de bon sens. Il ne s'agit pas de mettre fin à une situation illogique ou de conjurer un péril éloigné et incertain. L'ennemi n'est pas à nos portes. Il est dans nos murs.

On a, très justement, décidé d'agir sur les recettes et les dépenses budgétaires pour faire face à la crise. Or le « budget social » met en jeu des moyens d'un ordre de grandeur comparable à celui du budget proprement dit. Pourquoi ne pas l'utiliser de la même façon ? Pourquoi lui faire exercer une insupportable pression dans le sens contraire ?

L'impôt sur l'emploi, que représentent les cotisations sociales assises sur les salaires, a atteint en 1974 173 milliards de francs, alors que le produit de la T.V.A. n'était que de 115 milliards de francs.

Nous ne dirons pas qu'il faut immédiatement et d'un seul coup supprimer toutes les cotisations et reporter cet énorme prélevement sur une seule ressource — qui serait la T.V.A. On peut, d'autre part, procéder par étapes, d'autre part, recourir à des moyens complémentaires et diversifiés. Mais il est nécessaire et il est possible d'engager dès maintenant un processus qui permette d'accomplir, par fractions, le transfert d'un délit qui ne devrait pas excéder cinq ans.

Il faut que la première application soit prévue dès l'année 1976. Elle constituerait un premier soulagement. Elle donnerait une sécurité morale à ceux qui s'efforcent de maintenir les emplois et aux héros qui se proposent d'en créer.

Ce sera aussi un geste d'une portée considérable, car il aura valeur d'engagement. Il fixera une orientation et désarmera les scepticismes. Il rendra concrète la volonté des pouvoirs publics d'assigner comme objectif à la croissance la sauvegarde du droit au travail et au salarié.

Il était, bien sûr, nécessaire de parer au plus pressé et de fournir des moyens de vivre sans travailler à ceux auxquels on ne peut procurer les moyens de vivre en travaillant. Cependant le problème n'est pas d'indemniser le chômage, mais de l'éliminer. La politique indemnisatrice de l'assistance n'est pas une fin en soi, ce n'est qu'un pis-aller dont la prolongation serait détestable et dont les inconvénients sont déjà sensibles.

Allons-nous accepter l'idée que les jeunes qui parviennent à l'âge

BAISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE JUILLET-AOÛT (-14,7 % en un an)

L'indice de la production industrielle des mois de juillet-août, sans les mois de mai et juin, est inférieur à celui de juillet-août 1974, de 14,7 %. Le résultat de juillet-août confirme donc deux choses :

« La production industrielle a cessé de se dégrader depuis quatre mois, puisque l'indice de juillet-août est exactement égal à celui de juillet-août 1974 ;

« Mais on ne peut pas non plus décider (au moins pendant l'été) de signes de reprise. Le bon résultat enregistré en juillet (+ 3,7 % par rapport à mai) est en partie annulé par la baisse de juillet-août. L'indice demeure au-dessous de son niveau de mars-avril (112).

De plus, l'augmentation de septembre auprès des chefs d'entreprises ne permet d'espérer aucune progression de la production.

Dans ces conditions, le recul de la production industrielle dans les sept premiers mois de l'année 1975, que les services officiels chiffrent maintenant à 2,5 % par rapport à la moyenne de 1974, pourrait atteindre 2 % pour l'ensemble de l'année.

Le recul de la production industrielle, qui se confirme, entrainera-t-elle assez vite une reprise plus générale de l'activité dans les secteurs industriels ? C'est une question que les chefs d'entreprises se posent avec une certaine inquiétude, car les marchés de commandes des industries françaises sont maintenant dans un état de stagnation.

EDGAR FAURE

LA CROISSANCE EN FRANCE EN 1975

Un ralentissement voulu de la croissance en 1975, a été annoncé par le gouvernement. M. Jean Ripert au cours d'une conférence de presse, « Mais les temps difficiles vont nous forcer à faire des choix. Il est très possible de retrouver une croissance soutenue. Le problème est de ne pas relancer une forte inflation ».

M. Ripert présidera lui-même la commission de développement

M. Ripert, a précisé lundi, qu'il présiderait lui-même la commission de développement (pour laquelle le nom du P.-D.G.S. sous l'égide de Renaud, M. Dreyfus, avait été avancé).

Voilà les responsables des autres commissions et comités :

Travail-emploi : M. Pierre Delmon, président des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, ancien directeur national de la Caisse nationale des marchés de l'État ;

Économies et transferts : M. Robert Mabire, ancien vice-président de l'Union nationale des associations familiales ;

Consommation : M. Guy Verdon, directeur général du Groupe des assurances nationales ;

Relations économiques et financières avec l'étranger : M. Robert Marjolin, ancien vice-président de l'Union nationale des associations familiales ;

Aménagement du territoire et ordre de vie : M. Jacques Aubert, conseiller d'État ;

Éducation-formation : M. Jean-Claude Grohens, recteur de l'académie de Lille ;

Artisanat et commerce : M. le professeur Etienne, doyen de la faculté de médecine de Biochère ;

Vie sociale : Mme Marguerite Pahl-Dumast, directrice du République-Lorraine ;

Recherche : M. Jean-François Denisse, directeur de l'observatoire de Meudon ;

Artisanat et alimentation : M. Jacques Lallemand, directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole ;

Bâtiment et travaux publics : M. Adrien Spinetta, président du Centre scientifique et technique du bâtiment ;

Équipement et communications : M. Antoine Vail, directeur général de l'Union des transports aériens ;

Commerce, services et artisanat : M. Jean Merigot, professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Bordeaux, président du Centre de recherche et de prospective commerciale ;

Départements d'outre-mer : M. Raphaël Petit, inspecteur général de l'administration ;

Énergie : M. Gregory, directeur général au C.N.R.S.

Les présidents des commissions de l'habitat et de l'industrie ne sont pas encore désignés.

EN ITALIE, LA PRODUCTION INDUSTRIELLE a baissé de 10,7 % en juillet par rapport à juillet 1974. Pour les sept premiers mois de 1975, le déclin s'est élevé à 12,1 % par rapport à la même période de 1974. — (A.F.P.)

Le chômage et l'inflation

Cette première partie du rapport de Mme Sallerot s'achève sur l'étude de l'évolution récente du chômage féminin. « Les femmes, est-il précisé, sont les plus grandes victimes de la dépression... » (384 000 demandes d'emploi non satisfaites en janvier 1975). Le rapport réfute le préjugé selon lequel les femmes se retireraient d'elles-mêmes du marché de l'emploi quand il y a une baisse de l'activité économique. Au contraire, précise le rapport, les périodes de crise accentuent les demandes, d'abord parce que les femmes sont alors les premières touchées. Les sexes de chômage des femmes s'est brutalement aggravé pour atteindre aujourd'hui le double de celui des hommes (8,4 % contre 4,1 %) avec

des disparités criantes : les régions (dans le V^e femme sur quatre est à la recherche d'un emploi). La hausse même de nouveaux mandes d'emploi, notam. parmi les épouses de chefs d'entreprises ou de hauts fonctionnaires, des hommes touchés de l'inflation. Ce n'est pas à diminuer les ressources foyer, dont le salaire de la conjugal est en moyenne 40 %

« Ce « catastrophique » chômage féminin affecte tout part, remonte les jeunes. Les a accompli pour l'éducation à un niveau d'éducation risquent de se perdre ou, plus probablement, servir à alimenter une légitime des jeunes femmes jours plus radicale. »

Réduire les disparités

Dans sa deuxième partie, le rapport examine les aspects spécifiques de l'emploi féminin et leurs répercussions sur la vie des femmes, des familles, de la communauté : horaires trop rigides (une femme sur trois seulement a des journées de travail de moins de huit heures), faibles salaires (sur 1 046 000 travailleuses à temps partiel) d'une façon générale, « les femmes gagnent moins que les hommes dans chaque catégorie socio-professionnelle ».

Le rapport envisage « trois types d'action » pour réduire les disparités :

- 1) Disposer de bons instruments législatifs visant à faire respecter l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et en faire une application large ;
- 2) Rélever les bas salaires ;
- 3) Modifier les conditions sociales pour parvenir à une égalité de traitement entre les travailleurs masculins et féminins sur tous les plans : accès à la formation, recrutement, perfectionnement professionnel, promotion et conditions de travail dans l'emploi et hors emploi (équipements sociaux).

Mais il faut aussi repenser les villes pour l'emploi et non l'enfant pour les villes ; mettre fin à la pénurie d'équipements sociaux, surtout pour la petite enfance, après un recensement des besoins (moins de 60 000 places de crèche-pour les 800 000 travailleuses mères d'enfants de moins de trois ans, dix départements ne disposant d'aucune crèche, douze d'une seule).

En conclusion, le rapport souligne que « le niveau de l'emploi féminin est un indicateur de développement ». Si le surcroît de productivité et les recettes supplémentaires procurés à l'État par le travail de plus de huit millions de femmes est ainsi

LA SOLIDITE D'UNE ENTREPRISE DEPEND DE SA GESTION COMPTABLE

De la comptabilité à la gestion informatique intégrée OBBO s'adapte à la taille et aux besoins des entreprises.

OBBO spécialiste de la comptabilité de gestion

Je désire recevoir une documentation complète sur la comptabilité OBBO.

M. _____

Société _____

Adresse _____

OBBO, 2, rue de Mautouge, Paris 9^e Tél. : 572.25.50 et 25.05

TRAVAILLEUR INDÉPENDANT

LE CID-UNAT VEUT TENTER DE... LA MACHINE FISCALE

Réduire les disparités

Réduire les disparités

Réduire les disparités

Ecole Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale. Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur.

FONCTIONS DE PERSONNEL

- Choix des cycles - 120 à 500 heures (Temps partiel)

ENOES

52 r. Mironneville 75008 Paris Tél. 522.10.37 - 45.07 - 25.75

J.P. M. G. 1252

150

VIE ÉCONOMIQUE

EUROPE

RÉUNIS A LUXEMBOURG

ministres de l'agriculture des Neuf approuvent l'idée d'un accord agricole avec l'Égypte

De notre correspondant

Communauté européenne (Luxembourg). - Les ministres de l'agriculture des Neuf... L'idée d'un accord agricole avec l'Égypte...

IMMOBILIER

LA BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE s'intéresse au GROUPE SIDÉ PAR M. ALPHANDERY

Le groupe de l'immobilier sidérurgique de Paris (I.C.P.), dirigé par M. Claude Alphandery... L'intérêt de la Banque de l'Union Européenne...

agricoles avec l'Égypte. Cet accord porterait sur la livraison d'une série de produits...

La Commission, pour donner un tour concret au débat, a proposé que la Communauté s'engage à participer en tant que telle au Fonds international de développement agricole (FIDA)...

Les Français ajoutent qu'une telle décision n'aurait de sens à leurs yeux que si elle impliquait une augmentation de l'aide publique consentie par le pays de la C.E.E. qui est encore loin d'atteindre les 0,7 % du produit national brut...

Dans ces conditions, il n'est pas impossible d'envisager que Paris modifie sa position d'ici la réunion de Rome. La position de l'Allemagne semble encore plus négative...

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT BANCAIRE DE 400 MILLIONS DE DOLLARS A L'ALGÉRIE

Un consortium bancaire international dirigé par Amex International Limited, First Chicago Limited, Bank of America N.Y. & S.A., la Banque Nationale de Paris et la Banque Arabo et Internationale d'Investissement... Ce prêt est appelé à concourir au financement de divers projets industriels inscrits à l'accord...

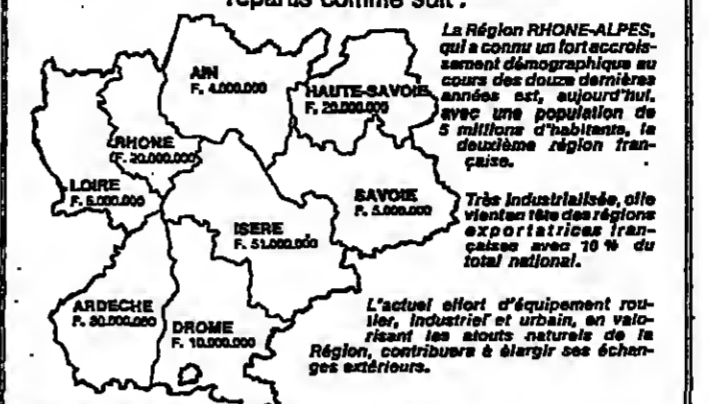
SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Table with columns: SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE, ACTIF, PASSIF, etc. showing financial data for SICAV.

Souscriptions et rebats reçus aux guichets de: SOCIÉTÉ SECURITAIRES DE BANQUE 370, rue Saint-Honoré... CHEMISSE UNIVERSITÉS: 25, rue Notre-Dame-des-Victoires...

EMPRUNT groupé 10,20 % 1975 des départements de la Région rhône-alpes

de F. 145.000.000 répartis comme suit: AN, HAUTE-SAVOIE, SAVOIE, ISÈRE, LOIRE, ARDECHE, DROME.



Intérêt annuel: F 102 par obligation. Amortissement: en 15 ans à partir du 13 octobre 1980... Taux de rendement actuariel brut: 10,20 %

SICOPAL a pris en location-gérance LES INVENTIONS NOUVELLES

Dans le cadre de sa politique de développement et de diversification, SICOPAL (Société Industrielle et Commerciale de Transformation des Plastiques) du groupe des Charbonnages de France (groupe CDF) a pris en location-gérance la société LES INVENTIONS NOUVELLES...

MORRIS LIVRAISON IMMÉDIATE GRAND CHOIX D'OCCASIONS Mécanique - Tôlerie - Peinture... FRANÇOIS & CIE 8 rue St-Ferdinand - PARIS 17e

SLIVAFRANCE Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs Françaises. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE du 29 septembre 1975. CAPITAL, ACTIF NET, REPARTITION DES ACTIFS... L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 septembre 1975...

LES PRIX - LE CHOIX ET SURTOUT LE STOCK MONDIAL MOUQUETTE. PLUS DE 500 ROULEAUX DE MOUQUETTE. MOUQUETTE BOUCLÉE 15 F le m². TAPIS AIGUILLETE 5.95 F le m². SUPER VELOURS 32.50 F le m².

LA VIE ÉCONOMIQUE

COOPÉRATION

EN RAISON DE L'AGGRAVATION DE SON DÉFICIT COMMERCIAL

L'Algérie remet en cause plusieurs projets industriels concernant la France

Alger. — On a l'impression que certains ministres français viennent à Alger pour méditer sur l'avenir de la coopération bilatérale. Une fois rentrés à Paris, il ne se passe plus rien. « Décidément, les Français n'ont rien compris depuis la crise de 1971. Quoique un peu durs, ces réflexions irritées ou désempées de hauts fonctionnaires traduisent l'état d'esprit des Algériens à l'égard de Paris. La déception éprouvée ici est à la mesure

des espoirs soulevés par la visite du président Giscard d'Estaing en avril dernier. Six mois après, il faut bien l'admettre, les relations économiques sont à « la minute de vérité » : ou bien des mesures concrètes seront prises pour redresser la situation, ou bien il risque de se produire une crise qui, selon certains, pourrait avoir une ampleur comparable à celle de 1971.

Toutefois, alors que la nationalisation à 51 % des sociétés pétrolières françaises avait

supprimé des avantages acquis pendant la coopération, la tension actuelle affecterait l'avenir de la coopération en limitant les possibilités d'exportation accomplies tant par les autorités que par les industriels français. Une telle conjoncture ne manquerait pas de se répercuter sur les relations politiques entre Paris et Alger, qui, actuellement, sont bonnes, si l'on excepte un ou deux maux, le plus gros ayant été l'exploitation et des problèmes des barils par des nostalgiques de l'Algérie française.

De notre correspondant

Pour l'Algérie, le point fondamental est la déséquilibre de sa balance commerciale, qui ne cesse de se creuser, étant passé de 1,5 milliard de francs en 1974 à 3 milliards pour le seul premier semestre 1975. Les Français ont toujours rétorqué que la balance des paiements est, quant à elle, généralement favorable à l'Algérie, le solde positif ayant atteint en 1974 quelque 3 milliards de francs. Les Algériens rétorquent ce chiffre, estimant qu'en tenant compte des transferts dans les deux sens cette somme ne dépasse pas un milliard de francs. Ils affirment, en outre, que la balance des paiements avait commencé à se dégrader en 1974 et qu'elle sera dans l'absolu déficitaire pour l'Algérie en 1975.

Les dirigeants algériens espèrent un redressement par un

accroissement des achats de pétrole. Or la France a continué à s'approvisionner, pour l'essentiel, au Moyen-Orient, le gouvernement expliquant que les sociétés pétrolières sont indépendantes et qu'il ne peut les empêcher de préférer un brut moins cher. Les Algériens répondent que la coopération est globale, que la prix du gaz algérien n'a pratiquement pas changé depuis dix ans et que l'Algérie est un des meilleurs clients de la France. Ils rappellent que si l'Algérie réduisait de 50 % à 75 % ses achats à la France, cette dernière ne pourrait compenser le manque à gagner en vendant plus aux émirats ou à l'Arabie Saoudite, où elle a pratiquement fait le plein de ses exportations.

Les responsables algériens estiment que les autorités françaises, qui multiplient les déclarations généreuses sur le champ-monde, n'ont par le jeu. Elles ont, selon eux, fait un mauvais calcul, alors que les difficultés ont commencé à s'estomper et que la situation sera tout à fait redressée en janvier-février 1976.

Constatant que la France s'est reculée au moment où leur brut se vendait moins facilement, les Algériens pressent enfin que tout leur pétrole a été placé pour cette année. On peut en déduire que des commandes françaises plus importantes pour 1976 contribueraient à défendre l'atmosphère. En attendant les Algériens estiment que la réévaluation du brut algérien dépend d'un effort de Paris pour consentir des arrangements financiers, tels que la diminution des acomptes (ils ont doublé depuis l'an dernier) exigés sur les ventes de biens d'équipement, l'arrangement de l'assistance des dépenses financées en Algérie, l'adaptation du différé de remboursement et de la limite des crédits aux conditions de réalisation des projets.

« Nous ne demandons rien que nous avons obtenu », disent les Algériens. Pour le prouver, ils ont écrié CEF-Alcatel, qui semblait avoir leur préférence, pour la construction d'une usine « traduite en mots » de matériel téléphonique à Tiemcen et en ont confié la réalisation à une firme espagnole, Standard Electric, filiale d'I.T.T.I. qui a consenti des conditions avantageuses sur 90 % de la part de devises de l'investissement.

C'est dans ce contexte que l'attribution à une société française — de la construction de l'importante usine de voitures d'Oran, projet finalisé, avec ses retombées, à 8 à 10 milliards de francs, risque d'être remise en cause. L'affaire qui traîne depuis des années semblerait devoir se conclure rapidement après la visite de M. d'Ornano.

En réalité, le débat est ouvert dans les cercles dirigeants entre adversaires et partisans du projet. Les premiers considèrent qu'il est trop onéreux et que l'Algérie socialiste devrait se passer et investir dans d'autres secteurs. Les seconds soutiennent que le socialisme n'est pas synonyme de l'absence de voitures ne seront produites qu'à partir de la prochaine décennie, que d'ici là le pays se sera considérablement développé, que l'usine aura fourni du travail à un grand nombre d'ouvriers et contribué au transfert de technologie. Il est évident que des conditions finan-

cières avantageuses représenteraient un argument supplémentaire de poids.

Cela dit, partisans et adversaires semblent d'accord sur un point : si le projet devait voir le jour, il vaudrait mieux le confier à des Français à la fois pour des questions de formation de personnel et pour tenir compte des habitudes de la population. Or, actuellement, les discussions avec les firmes étrangères ont été réactives, depuis que le déficit de la balance commerciale franco-algérienne s'est aggravé.

Dans certains milieux français on table sur des divergences qui existeraient entre quelques ministres algériens. Il serait cependant fallacieux de penser que des différences d'analyse sur des points particuliers concernant le développement de l'Algérie apportent une solution aux problèmes commerciaux qui se posent avec la France. Les responsables algériens sont, au contraire, d'accord pour estimer que, si Paris ne réagit pas, il se produira un « équilibre par le bas » des échanges et que les importations de produits français seront plafonnées à 3 ou 4 milliards de francs. Si, en revanche, la France accepte de jouer le jeu, il y aura un « équilibre par le haut », fixe au volume des achats.

PAUL BALTA.

ÉNERGIE

Le prix du pétrole algérien et les décisions de l'OPEP

L'A.P.S. a diffusé le communiqué suivant de la SONATRACH. Nous le publions à titre d'information.

À la suite des mesures prises par l'OPEP, le 27 septembre 1975, à Vienne, l'Algérie a relevé de 11,75 à 12,75 dollars le prix de vente de son pétrole. Ce prix est applicable aux clients de la SONATRACH à partir du 1^{er} octobre 1975 et attendu pour un délai de paiement de trente jours fin de chargement.

Il convient de préciser que l'augmentation de 10 % décidée par l'OPEP s'applique au pétrole de référence (en anglais : "marker crude") qui est l'Arabian Light et dont le prix a été augmenté de 1,05 dollar, passant ainsi de 10,48 à 11,53 dollars (i.o.b. Bas Tanager) à partir du 1^{er} octobre (à la date de chargement).

Certains organes de presse ont contribué à créer une certaine confusion quant à la signification de cette décision. Sa portée exacte et à la manière dont les pays de l'OPEP l'ont appliquée. Dans ce but, ils n'ont pas hésité à faire largement appel à la technique de l'insinuation, de l'omission et de l'amalgame.

Il reste à souligner que les dix différents prix de référence sont plus ou moins élevés et que la densité, la teneur en soufre et la position géographique des champs de pétrole ont une influence sur le prix de référence. L'impact de ces différents facteurs sur le prix de référence est le suivant :

1) Que le taux de 10 % décidé par l'OPEP à Vienne ne concerne que le pétrole de référence, c'est-à-dire l'Arabian Light, et non point tous les pétroles des pays membres.

2) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

On pourrait difficilement l'OPEP décider de la valeur de paramètres tels que les taux de fret ou les différentes primes accordées par les consommateurs aux qualités spécifiques à chaque pétrole.

3) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

4) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

5) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

mentation sera vraisemblablement inférieure à 1 dollar afin que le prix de ce pétrole soit aligné sur celui du pétrole de référence. Estimant également que les prix pratiqués par d'autres pays membres étaient assez faibles, l'OPEP a invité ces pays à effectuer un redressement en faveur de leur prix. En conséquence, l'intervention, il y a eu de s'attendre à ce que, dans tous les pays, l'augmentation sera inférieure à 1,05 dollar. Cette augmentation donne du poids à des nations très récentes dans les prix d'augmentation relatifs à certains pétroles méditerranéens, qui sont supérieurs à ceux du pétrole de référence. Les prix de ces pétroles ont été maintenus de 10 % en valeur nominale et, de surcroît, les différents pays ont été réduits d'autres termes, ces pétroles en réalité, renchéris de plus de 10 %. Cette anomalie n'est pas parvenue à s'expliquer tout simplement par le fait que ces pétroles étaient, récemment, sous-cotés.

Il reste à souligner que les dix différents prix de référence sont plus ou moins élevés et que la densité, la teneur en soufre et la position géographique des champs de pétrole ont une influence sur le prix de référence. L'impact de ces différents facteurs sur le prix de référence est le suivant :

1) Que le taux de 10 % décidé par l'OPEP à Vienne ne concerne que le pétrole de référence, c'est-à-dire l'Arabian Light, et non point tous les pétroles des pays membres.

2) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

On pourrait difficilement l'OPEP décider de la valeur de paramètres tels que les taux de fret ou les différentes primes accordées par les consommateurs aux qualités spécifiques à chaque pétrole.

3) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

4) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

5) Que le prix des pétroles des pays membres s'obtient à partir du prix du pétrole de référence, en ajoutant à ce prix des différentiels qui sont propres à chacun de ces pétroles, et qui sont fonction de leur qualité, de leur situation géographique et des délais de paiements. Ces différentiels ne sont nullement concernés par l'augmentation de 10 %.

Des coups de semonce

Pour souligner que la situation devait être prise au sérieux, Alger a tiré plusieurs coups de semonce au fil des mois. Ainsi a été annulée, le 29 mai, la partie optionnelle du contrat sur Renault-Saviem portant sur la livraison de cinq mille cinq cents camions d'une valeur de 42 millions de dollars, en échange de quatre cent soixante mille tonnes de pétrole brut à 11,75 dollars le baril. A

époque, on avait laissé entendre, du côté français, qu'environ un tiers du contrat pourrait être réannulé. Trois mois après l'Algérie traitait avec Volvo pour l'acquisition aux mêmes conditions d'un matériel de même type. Quelques semaines plus tôt, il avait commandé mille deux cents camion-automobiles allemands.

À son sous-estimé, du côté français, les capacités de résistance de l'Algérie en raison des difficultés de trésorerie éprouvées à la suite d'une réduction de la production pétrolière (celle-ci serait de 42 à 43 millions de tonnes en 1975) et de la baisse du dollar ? Les Algériens ont tendance à le

SVENSON
REDONNE
NATURELLEMENT
DES CHEVEUX



SVENSON, le plus grand groupe capillaire mondial, est le seul en France à redonner naturellement des cheveux aux hommes et aux femmes. C'est pas une greffe, ni une perruque, ni un traitement, ni un remède. C'est une méthode exclusive : on incorpore à vos propres cheveux d'autres cheveux naturels de même teinte et de même texture. Vous pouvez vous baigner, vous doucher, vous shampooiner, nager, dormir, pratiquer tous les sports, vous brosser, vous peigner, traiter ces cheveux comme si ils étaient les vôtres.

Rendez visite à l'Institut **SVENSON** au 3^{ème} étage du 6, r. des Saussaies, Paris 8^e. Tél. 265.31.96 + / 48.64 pour une consultation gratuite.

Apprenez l'anglais l'allemand le français etc... avec la méthode **Inlingua**

Inlingua active, directe, personnalisée. ADAPTÉE AUX ADULTES. Cours spéciaux au service des entreprises dans le cadre de la semaine continue. 100 Centres de langues Inlingua en Europe.

EXPOVIT vous attend à STRASBOURG
Palais des Congrès les 28-29-30 octobre

Allez voir son matériel d'exposition modulaire et montage rapide

22, rue de l'Oasis 67200 HUTTEAUX - Tél. 774.93.93 (Hall d'exposition) Documentation et tarifs sur simple demande sous 24 heures

pour voyager heureux, voyagez couché

Vous prenez le train de nuit pour gagner du temps. Voyagez couché, vous descendrez du train dispos, détendu.

en 2 ^e classe		en 1 ^{re} classe	
couchette	voitures-lits	couchette	voitures-lits
vous disposez d'une couverture et d'un oreiller, vous voyagez à 6 personnes maximum par compartiment.	vous disposez d'un vrai lit avec matelas, draps, oreiller, couverture et d'un coin-toilette avec eau chaude et froide.	vous disposez d'une couverture et d'un oreiller, vous voyagez à 4 personnes maximum par compartiment.	vous disposez d'un vrai lit avec matelas, draps, oreiller, couverture et d'un coin-toilette avec eau chaude et froide.
2 possibilités : T3 : trois lits par cabine T2 : deux lits par cabine	3 possibilités : double : cabine à 2 lits spécial : une cabine individuelle siège : une vraie chambre pour vous tout seul.		

Il est à noter que dans chacun des trains de nuit on ne trouve pas nécessairement tous les types de places couchées.

SNCF

V. B. ALVAREZ / CONSEIL / INFLUENC

Journaliste 150

Journal 1970

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 OCTOBRE

Net tassement

Le marché a été marqué par une reprise de Wall Street... Les investisseurs ont été rassurés par la suite et, en clôture, il s'est établi à 537,77, soit à 12,86 points en-dessus de son niveau de lundi.

LONDRES

En attendant de connaître les résultats du commerce extérieur en septembre, le marché a montré le pas...

NEW YORK

Le marché de lundi a été marqué par une reprise de Wall Street... Les investisseurs ont été rassurés par la suite et, en clôture, il s'est établi à 537,77, soit à 12,86 points en-dessus de son niveau de lundi.

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, DIFFERENTIAL. Lists various market indices and their values.

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, DIFFERENTIAL. Lists various market indices and their values.

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, DIFFERENTIAL. Lists various market indices and their values.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs françaises, Valeurs étrangères, Coefficient de change, Indice général. Shows daily index values.

NOUVEAUX DES SOCIÉTÉS

Table with columns: Valeurs, Cours, Différentiel. Lists new company listings.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeurs, Cours, Différentiel. Shows dollar exchange rates in Tokyo.

VALEURS

Main table of stock values with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 13 OCTOBRE - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange, comptant section.

MARCHÉ A TERME

Table of stock values for the Paris stock exchange, marché à terme section.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, valeurs section.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, valeurs section.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, valeurs section.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, valeurs section.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, valeurs section.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT** — Le président Sadat se rendra en visite à Paris le 26 octobre.
- 2. ASIE**
- 2.5. EUROPE** — ESPAGNE : la multiplication des menaces anonymes crée un climat d'omerté dans la presse. — L'U.R.S.S. de la motorité (11), par André Fontaine.
- 4. AFRIQUE**
- 6.3. POLITIQUE** — La réforme foncière : « Une illusion », libre opinion par Jean-François Théry. — Le conseil des ministres.
- 10. EDUCATION** — Un diplôme d'ingénieur sera délivré par le futur centre universitaire de Metz.
- 11. DEFENSE** — Entrées franco-britanniques sur les armements.
- 11-12. JUSTICE** — M. Lecornet annonce une réforme des tribunaux de commerce et une extension des conseils de prud'hommes.
- 16. L'ACTUALITE MEDICALE** — La guerre du lait aura lieu.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
Pages 15 et 16
— Les C.C.D. : des composants à presque tout faire.
— Recherche et démocratie, par X. Leblin.
— La savoir et les machines.

LIRE EGAGEMENT
RADIO-TELEVISION (20)
Annonces classées (21 à 25) : Aujourd'hui (20) ; Carnet (14) ; « Journal officiel » (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20) ; Finance (20).

- 17 à 19. ARTS ET SPECTACLES** — CINEMA : la Course à l'échelle, de Claude Zidi. — DANSE : le Loc des cygnes à Strasbourg. — GALLERIES : autour de la Biennale.
- 26. LES REGIONS** — La Corse « colonisée » ?
- 27. EQUIPEMENT ET REGIONS** — Les régions européennes à l'épreuve de la vie commune.
- 28. LA VIE DE L'INDUSTRIE** — Une épée de Damoclès sur les villes nouvelles.
- 29. L'EVENEMENT** — Le dialogue Nord-Sud.
- 30 à 32. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE** — CONJONCTURE : le rapport sur le VII^e Plan ne sera voté par le Parlement qu'en juin 1976. — COOPERATION : l'Algérie remet en cause plusieurs projets industriels concernant la France.

Le numéro du « Monde » daté 14 octobre 1975 a été tiré à 573 752 exemplaires.

Pour louer une voiture au Gabon, réservé, chez Europcar au : 645.21.25

LITS & SIEGES
MEUBLES-RANGEMENT-BOISERIES
FABRICANT - SPECIALISTE



LITS GARNIS
LITS JUMEAUX
LITS DE REPOS
LITS SOULES
CANAPES-LITS
MEUBLES-LITS
MEUBLES DE PROXIMITE
TENTURES BUREAUX

A. Meyssignac
ATELIER-MAGASIN
BUREAU D'ETUDES
OANS NOS IMMEUBLES 2500 M²
42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE
PARIS 12 - BASTILLE
PARKING
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
343-96-31 3 LIGNES

A C D E F G H

Accord des Dix à la réunion de l'avenue Kleber

La « conférence pour la coopération internationale » réunira à Paris les représentants de vingt-sept pays

Le projet de conférence Nord-Sud, lancé par M. Giscard d'Estaing, a maintenant une appellation officielle : « Conférence pour la coopération internationale ». Sa première session débutera le 16 décembre à Paris. Elle devra durer deux à trois jours. Elle réunira les délégations ministérielles de vingt-sept pays : dix-neuf pays en voie de développement et huit pays industrialisés. Le secrétaire général des Nations unies participera en « observateur » à la conférence, laquelle sera présidée alternativement, et selon un rythme qu'ils décideront eux-mêmes, par un représentant des pays industrialisés et un représentant des pays en voie de développement. Les langues officielles et les langues de travail de la conférence seront le français, l'anglais, l'arabe et l'espagnol. Telles sont les principales décisions qui ont été prises lundi, lors de la première journée de la réunion préparatoire, qui se passait mardi à Paris, avenue Kleber.

Les dix délégations (Etats-Unis, Japon, C.E.E., Arabie Saoudite, Iran, Algérie, Venezuela, Inde, Brésil, Zaïre) doivent mettre au point les propositions relatives aux quatre commissions de la conférence ministérielle, qui devront traiter respectivement des problèmes d'énergie, de matières premières, de développement, ainsi que des questions financières qui leur sont liées. Les Dix doivent enfin adopter une déclaration finale « reprenant les décisions et recommandations de la Conférence européenne ». Les Dix ont travaillé jusqu'à maintenant à un rythme rapide, contrastant avec les pénibles délibérations que l'on avait eues en avril lors de leur première tentative de dialogue.

Même sur le chiffre de 27, l'accrochage que l'on aurait pu attendre de la part du délégué de la Communauté européenne ne s'est pas produit. M. Guazzaroni, le représentant de la C.E.E., a admis sans réticence le chiffre de 27 et sa décomposition en 8 et 19 pour chacun des deux camps. C'est donc à l'intérieur de ce schéma que le « problème anglais » devra être résolu. La Grande-Bretagne, on le sait, veut être représentée en tant qu'elle-même à la conférence ministérielle. Si elle s'entendait d'autres pays de la C.E.E., voudraient en faire autant, et le chiffre de 8, qui comprend en principe des pays extérieurs à la Communauté, serait impossible à respecter.

En septembre REPRISE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES

Pour la première fois depuis janvier, le commerce extérieur a été déficitaire en septembre. Le déficit, qui s'est élevé à 1,2 milliard de francs, est dû à l'excédent de 271 millions de francs d'août (et au déficit de 1,479 millions de francs de septembre 1974). Ce renversement de tendance est dû au fait que les achats ont été moins importants que les ventes (1,2 milliard de francs contre 2,688 milliards de francs de septembre 1974). Pour les neuf premiers mois de l'année, le solde demeure toutefois positif : 6,588 milliards de francs. Il avait été de 4,282 milliards de francs pour la même période de l'an dernier.

En chiffres corrigés des variations saisonnières — qui facilitent la comparaison par rapport à août — la balance commerciale est restée excédentaire de 92 millions de francs (1,222 milliards de francs en août, mais 1,448 milliards de francs en septembre 1974). Les exportations ont atteint 1,511 milliards de francs, au lieu de 1,495 en août, et de 1,415 en septembre 1974. Les importations ont été de 2,688 milliards de francs, en augmentation de 4,3 % sur août, mais en diminution de 0,5 % par rapport à septembre 1974. Le taux de couverture (c'est-à-dire le rapport entre les exportations et les importations) s'est établi ainsi à 56,5 %, contre respectivement 57 % et 53,3 %.

VIF REDRESSMENT DU DOLLAR : 4,41 FRANCS

Le dollar, qui avait fortement fléchi ces derniers jours sur les marchés des changes, s'est vigoureusement redressé mardi matin, la devise américaine s'échangeant à 4,415 \$ à Paris (contre 4,385 \$ vendredi) et à 2,531 DM à Francfort (contre 2,56 DM). Cette reprise revêt un caractère essentiellement technique, estiment les spécialistes. Il n'est pas douteux cependant que l'intervention des banques centrales, qui ont acheté des dollars, et l'évaluation de ce qui est devenu l'affaire de la ville de New-York — la vice-président des Etats-Unis, M. Nelson Rockefeller, s'est déclaré partisan d'une aide gouvernementale fédérale — ont accentué le mouvement.

LE PRIX NOBEL DE SCIENCES ECONOMIQUES ATTRIBUE A UN RUSSE ET A UN AMERICAIN

Le prix Nobel des sciences économiques a été attribué, mardi 14 octobre, à un professeur américain William Leontief et à un russe, le professeur de l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Le professeur américain est le professeur de l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Le professeur russe est le professeur de l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

L'Américain C. Koopmans, né en 1910 aux Pays-Bas, a renouvelé l'analyse classique de l'utilisation optimale de ressources limitées. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence sur la production et les prix. Ses travaux ont été récompensés par le prix Nobel de sciences économiques en 1975.

Le russe L. Kantorovitch, né en 1912, est un ingénieur et économiste. Il a travaillé à la planification économique de l'U.R.S.S. Ses travaux ont été récompensés par le prix Nobel de sciences économiques en 1975.

Quand des bouchers font la grève de la faim.

La grève de la faim ? Elle était réservée aux expulsés, aux immigrés, croyez-on. Mais non, ils ont bien fait en ce matin gris du 14 octobre, au 40, de l'avenue de Villiers — un immeuble coquet, pas fait du tout pour ça — les cinq bouchers, responsables professionnels, qui, depuis lundi, tentent par ce moyen d'obtenir l'ouverture de discussions avec le ministre de l'économie. En pull-over, la quarantaine, pâles et un peu étonnés de ce qui leur arrive, ils sont assis devant leur bouteille d'eau, autour d'un tapis vert, dans la salle de réunions du Comité parisien de l'alimentation. Des bouchers qui jettent, cela fait sourire...

« Oui, admet Jean Perrodeau, leur porte-parole. Mais ne vous y trompez pas, notre détermination est grave. Allons donc demander à nos collègues qu'ils en pensent. Elles ont dû se lever à 3 heures pour ouvrir leurs magasins. On a tout essayé avant d'en arriver là. Il n'était pas possible, en ce moment, de déclencher une grève nationale des bouchers. Tous nos collègues sont en difficulté financière. C'est à nous, les responsables profes-

DEUX PEINES DE MORT SONT REQUISES A LA COUR D'APPEL DU PAS-DE-CALAIS

Deux peines de mort ont été requises à la cour d'appel du Pas-de-Calais, ce mardi matin 14 octobre, par M. Tabuteau, procureur de la République, contre Daniel Theulé, 34 ans, et Louis Gonsard, 34 ans, accusés de meurtre, ce soir 1974, d'un ressortissant portugais âgé de quatre-vingt ans, M. Joaquim Ferreira Monagan.

En Belgique DEUX IMPORTANTS DEPOTS D'ARMES SONT DECOUVERTS A LIEGE ET BASTOGNE

Bruxelles. — De nombreux fusils de guerre, des dizaines de mitrailleuses, des explosifs, des centaines de grenades et des milliers de cartouches ont été découverts, le lundi 13 octobre, à Liège et à Bastogne. Selon la police belge, les armes étaient destinées à des mouvements étrangers de guérilla. Les enquêteurs ont la certitude d'avoir trouvé une importante organisation de traficants d'armes recherchés depuis longtemps.

C'est un accident qui a permis la découverte d'un véritable arsenal à Bastogne. En démontant un obus, M. Dierme, cinquante et un ans, brasseur, a été tué par l'explosion.

Le Banc d'Arguin
Sur les îles désertes des côtes de Mauritanie, parmi les colonies d'oiseaux migrateurs et de d'autres familles.
9 jours - 4500 F

EXPLORATOR
16 place de la Madeleine
75008 Paris - Tél. 266.63.24
Lic. A 690

Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans ne choix de 3.000 déportés à partir de 695 F
PARDESSUS : 635 F
LEGRAND TAILLEUR
27, rue de Valenciennes, PARIS (10^e arr.)

Tentative d'attentat de la « bande à Baal »

Deux engins à retarder forte puissance ont été découverts à la fin de la semaine à deux des locaux du centre de la République, 17, d'Alger, à Paris-16^e, le 10 octobre, à la suite d'une fouille de l'ensemble de l'immeuble décidée, et elle devait être la découverte d'une bombe dans une salle de l'autre aile du bâtiment de la République.

Vers 23 heures, alors que deux charges avaient été neutralisées, un appel téléphonique parvenait à la gendarmerie de l'Institut. « Des bombes », affirmait un d'homme. C'est de la bande à Baal. Les deux engins étaient composés d'explosif — dynamite ou autre — et munis d'un système à feu à retardement. Le premier devait exploser vers 23 heures.

800 machi. à écrire en compteur chez Du

200 électriques porte
TOUTES les marques, les plus durables, les plus économiques. Les modèles : Olivetti, Olympia, Adler, Brother, Erika, etc. etc. Simplex (250 t/m), tanks ou petits plumes, 4 de caractères, signes spéciaux. Durées variées et garanties. Certains ne sont pas en stock. Demandez le catalogue et le prix. 122, bd Saint-Germain, 75005 Paris. Calculatrice électrique matériel de bureau.

LAFREIL
LE SPECIALISTE DU TRES BEAU
Quinzaine spéciale du 15 au 30 oct.
MANTEAUX
PARDES
Pour l'été prochain 550
QUALITES IRRÉPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts
Parking attenant à nos magasins

Journal de 1975